

**Date** : Vendredi 5 Juillet 2024

**Horaire** : 19:00

- 1 1. Garantie d'emprunt à l'association du Golf d'Hossegor pour un prêt auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A

**Délibération - Garantie d'emprunt à l'association du Golf d'Hossegor pour un prêt auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A**

- 2 2. Budget principal: Décision modificative 1

**Délibération - Décision modificative n°1 de 2024 du budget principal**

- 3 3. Budget principal: Décision modificative 2 " Technique"

**Délibération - Décision modificative n°2 de 2024 du budget principal**

- 4 4. Autorisation de programme et crédits de paiement en lien avec la décision modificative n°1 du budget principal

**Délibération - Autorisation de programme et crédits de paiement en lien avec la décision modificative n°1 du budget principal**

- 5 5. Indexation des loyers communaux

**Délibération - Indexation des loyers communaux**

- 6 6. Subvention en nature à l'association Children's Island

**Délibération - Subvention en nature à l'association Children's Island**

- 7 7. Création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud et la Commune de Soorts-Hossegor  
Délibération - Création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services  
Annexe: convention de prestation de services
- 8 8. Création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours par la Commune à la communauté de communes Marenne Adour côte sud  
Délibération - Création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours  
Annexe: onvention relative au versement d'un fonds de concours
- 9 9. Approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes.  
Délibération - Approbation de la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC pour les travaux d'aménagement  
Annexe: onvention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC
- 10 10. Signature de la convention de partenariat et de financement relative au projet de recherche portant sur la dérive littorale dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière de Soorts-Hossegor, Capbreton et Labenne 2023-2027.  
Délibération - convention de partenariat et de financement relative au projet de recherche portant sur la dérive littorale dans le cadre de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière

## Annexe:convention de partenariat et de financement

- 11 11. Approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des zones d'activité économique  
Délibération - Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des zones d'activité économique  
Annexe:projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des zones d'activité économique
- 12 12. Acquisition de terrain auprès de la copropriété de la parcelle AW 11 dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor  
Délibération - Acquisition de terrain auprès de la copropriété de la parcelle AW 11 dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor  
Annexe: plan de bornage
- 13 13. Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales.  
Délibération - Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales.  
Annexe schéma directeur eaux pluviales-secteurs d'application
- 14 14. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.  
Délibération - convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.  
Annexe: convention groupement de commandes marchés publics assurance

- 15 15. Principe du choix de la procédure de délégation de service public pour les concessions de plage pour la période 2025-2026  
Délibération - Principe du choix de la procédure de délégation de service public pour les concessions de plage pour la période 2025-2026
- 16 16. Signature d'une convention pour l'installation d'une antenne à destination des services de la Police Municipale et de la sécurité des plages sur un bâtiment privé.  
Délibération - Signature d'une convention pour l'installation d'une antenne à destination des services de la Police Municipale et de la sécurité des plages sur un bâtiment privé.  
Annexe: projet de convention
- 17 17. Renouvellement de la convention communale de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale.  
Délibération - Renouvellement de la convention communale de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale.  
  
Annexe: convention communale de coordination entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale.
- 18 18. Signature d'une convention de mandat avec le prestataire EasyPark pour la gestion et l'encaissement des droits de stationnement.  
Délibération - signature d'une convention de mandat avec le prestataire EasyPark pour la gestion et l'encaissement des droits de stationnement.  
Annexe: convention de mandat
- 19 19. Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur des parcelles communales.  
Délibération - Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur des parcelles communales.



- 20 20. Signature d'une convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « Agence Postale Communale ».  
Délibération - Signature d'une convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « Agence Postale Communale ».  
Annexe: projet de convention
- 21 21. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Surf Club  
Délibération - convention de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Surf Club  
Annexe - 1- CONVENTION OBJECTIFS ET DE MOYENS Soorts-Hossegor et HSC Surf  
2- ANNEXES 1 et 2 Subventions et Budgets HSC Surf  
3- ANNEXE 3 - Montant des subventions HSC Surf  
4- ANNEXE 4 - Mise à disposition de locaux, matériels HSC Surf
- 22 22. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Sauvetage Côtier  
Délibération - convention de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Hossegor Sauvetage Côtier  
Annexe - 1- CONVENTION OBJECTIFS ET DE MOYENS Soorts-Hossegor et HSC Sauvetage  
2- ANNEXES 1 et 2 Subventions et Budgets HSC Sauvetage  
3- ANNEXE 3 - Montant des subventions HSC Sauvetage  
4- ANNEXE 4 - Mise à disposition de locaux, matériels HSC Sauvetage
- 23 23. Signature de conventions de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Capbreton Hossegor Rugby  
Délibération - convention de moyens et d'objectifs avec l'association sportive Capbreton Hossegor Rugby

**Annexe - 1- CONVENTION OBJECTIFS ET DE MOYENS Soorts-Hossegor et CHR**

**2- ANNEXES 1 et 2 Subventions et Budgets CHR**

**3- ANNEXE 3 - Montant des subventions CHR**

**4- ANNEXE 4 - Mise à disposition de locaux, matériels CHR**

**24 24. Adhésion à l'association Esprit du Sud**

**Délibération - Adhésion à l'association Esprit du Sud**

**25 25. Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs.**

**Délibération - Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs.**

**26 26. Convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et particulièrement pour la prévention de lutte contre l'alcoolisme.**

**Délibération - Convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et particulièrement pour la prévention de lutte contre l'alcoolisme.**

**Annexe: projet de convention**

**27 27. Signatures de conventions de mise à disposition des agents communaux au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).**

**Délibération - signatures de conventions de mise à disposition des agents communaux au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).**

**Annexe: convention type**

**28 28. Recours à des contrats de vacataires.**

**Délibération - Recours à des contrats de vacataires.**

## **29 29. Recours aux contrats d'apprentissage**

### **Délibération - recours aux contrats d'apprentissage**

## **30 Décisions du Maire contractées du 11 mars 2024 au 21 juin 2024**

**Annexe - Marché public de prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie.**

**Annexe - Occupations du domaine public : louages**

**Annexe - Marché public passé sous la forme d'un accord-cadre pour la réalisation de travaux sur la voirie privé communal et sur le réseau pluvial de la commune de Soorts-Hossegor**

**Annexe - Avenant au contrat de location d'un véhicule**

**Annexe - Vérifications techniques pour la mise en conformité du bâtiment des halles municipales**

**Annexe - Sollicitation de subventions auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation FIPDR dans le cadre de l'extension du système de vidéosurveillance**

**Annexe - Occupations du domaine public : louages**

**Annexe - Prestations de balayage de voirie**

**Annexe - Prestations d'équipements audio dans les salles municipales**

**Annexe - Choix du prestataire pour la réhabilitation de l'aire de jeux pour enfants au Parc Rosny**

**Annexe - Revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public à titre commercial pour les événements avec une prestation « Food Trucks »**

**Annexe - Contrat d'abonnement à un service d'information et d'aide à la décision**

**Annexe - Choix du prestataire pour l'achat d'un minibus pour la crèche et le Pôle Enfance Jeunesse**

**Annexe - Achat de fourniture de béton pour la réalisation de travaux en régie**

**Annexe - Revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'extension des terrasses du Centre-Ville**

**Annexe - Etude urbaine et architecturale en vue du dégel du PAPAG sur l'îlot des Landais**

**Annexe - Achat semence gazon**

**Annexe - Mise à disposition à titre gracieux de logements communaux dans le cadre d'un partenariat entre la commune et les forces de sécurité de l'Etat- logements situés au « Pignada »**

**Annexe - Validation d'un contrat avec AIR FRANCE pour l'achat de vols aériens à l'occasion d'un voyage culturel**

**Annexe - Funéraire-reprise d'une concession trentenaire terme échu n°006**

**Annexe - Funéraire-reprise d'une concession trentenaire terme échu n°008**

**Annexe - Funéraire -reprise d'une concession trentenaire terme échu n°010**

**Annexe - Funéraire- reprise d'une concession trentenaire terme échu n°015**

**Annexe - Funéraire -reprise d'une concession trentenaire terme échu n°016**

**Annexe - Redevance forfaitaire tournage du fim « Regarde »**

**Annexe - Marché public de fourniture pour l'achat d'un camion poids lourd polybenne d'occasion**

**Annexe - Marchés publics de services – Réalisation de spectacles pyrotechniques pour les années 2024 et 2025**

**Annexe - Redevance forfaitaire tournage de la série « Erica »**

**Annexe - Achat de séances de cinéma en plein air pour la saison estivale**

**Annexe - Avenant au marché de travaux pour la réhabilitation et la création de sanitaires publics - Place des Landais**

**Annexe - Avenant négatif au marché de travaux pour la réhabilitation et la création de sanitaires publics - Place des Landais**

**Annexe - choix du prestataire pour la fourniture et la pose de gazon synthétique de l'aire de jeux du Parc Rosny à Hossegor**

**Délibération - Occupation domaine public 2024 (LA MITCHUTERIE)**

**Délibération - Mission d'étude de programmation pour la réalisation d'équipements sportifs au sein du parc des sports de SOORTS-HOSSEGOR**

**Délibération - Marché public de travaux pour la Réhabilitation du SPORTING CASINO**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-01 : Garantie d'emprunt à l'association Golf Club d'Hossegor pour un prêt auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire indique l'association Golf Club d'Hossegor souhaite réaliser des travaux pour améliorer le système d'arrosage. Afin de pouvoir les financer dans le cadre d'un prêt bancaire, elle a sollicité, par courrier en date du 25 mai 2024, la garantie de la Commune de Soorts-Hossegor à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt de 800 000 € que l'association envisage de contracter auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

Montant : 800 000€

- Durée : 180 mois
- Prêt à taux fixe



- Echéance : 29/09/2039
- Taux d'intérêt : 3,85%
- TEG : 3,86%

**VU** les articles L. 2252-1 et D. 1511-30 et suivants du code général des collectivités territoriales,

**VU** l'article L. 113-1 du code du sport,

**VU** la demande formulée par l'association du Golf Club d'Hossegor sollicitant la garantie de la Commune de Soorts-Hossegor à hauteur de 50 % pour un emprunt de 800 000 € auprès de l'établissement bancaire Société Générale S.A.

**Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,**

**DÉCIDE** d'accorder la garantie d'emprunt à l'association Golf Club d'Hossegor à hauteur de 50 % du prêt sollicité par l'association auprès de la Société Générale S.A. ; prêt d'un montant de 800.000 euros sur une durée de 180 mois.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte permettant de réaliser cette opération.

**S'ENGAGE** pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de cet emprunt.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n° 240628-02 : Décision modificative n°1/2024 budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 4 juin 2024,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,



La Décision Modificative (DM) n°1/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à -12 500,00 € et en section d'investissement à 865 093,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

**Section de fonctionnement :**

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	011	311	61538		Entretien matériel divers	10 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions (enveloppe manifestations)	-2 400,00
D	F	65	020	65748		SNSM Capbreton Hossegor	2 000,00
D	F	65	020	65748		Hossegor Echecis	400,00
D	F	65	311	65748		Méroménas	2 700,00
D	F	67	020	673		Titres annulés sur exercices précédents	5 000,00
D	F	023	01	029		Virement à la section d'investissement	-30 200,00
<b>Dépenses de fonctionnement</b>							<b>-12 500,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	F	70	025	70311		Concession cimetière	-9 000,00
R	F	74	06	7411		DGF	-6 991,00
R	F	74	06	741121		DSR	3 451,00
<b>Recettes de fonctionnement</b>							<b>-12 500,00</b>

**Section d'investissement :**

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
D	I	204	020	2041512		Subventions d'équipement versées - Mais	31 500,00
D	I	21	71	2128	9452	Survi du littoral - Réfection trot de côte SLGBC (solde 202	10 741,00
D	I	21	71	2128	9495	Survi du littoral - Drivée littorale	13 500,00
D	I	21	510	21351	9496	Installations générales, agencement bti ments	25 000,00
D	I	21	71	21538	9475	Réseaux divers	70 000,00
D	I	21	020	215731		Matériels roulant de voirie	-14 000,00
D	I	21	510	2158		Matériels et outillages	14 000,00
D	I	21	510	2158		Matériels et outillages	-45 000,00
D	I	21	020	21828		Matériels de transport	7 500,00
D	I	23	510	2315	9457	Place des Landais	80 000,00
D	I	23	824	2313	9446	Aménagements de bâtiments divers	-28 148,00
D	I	45	020	4581005		Opérations sous mandats - Canalisation lac-mer	840 000,00
<b>Dépenses d'investissement</b>							<b>865 093,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	D / R
R	I	13	020	1328		Subventions d'investissement - GIP littoral Plan plage	19 513,00
R	I	13	510	1321		Subventions d'investissement - DSIL	35 780,00
R	I	45	020	4581005		Opérations sous mandats - Canalisation lac-mer	840 000,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	-30 200,00
<b>Recettes d'investissement</b>							<b>865 093,00</b>

**Après en avoir délibéré,  
Avec 23 voix pour,  
2 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS)  
Le Conseil Municipal,**

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°1/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n° 240628-03 : Décision modificative n°2/2024 budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

#### Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 4 juin 2024,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,



**VU** la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°2/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 32 900,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-dessous :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	20 345,00
D	F	042	01	6761	Différences sur réalisations transférées en investissement	12 555,00
<b>Dépenses de fonctionnement</b>						<b>32 900,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	F	77	020	775	Produits des cessions d'immobilisations	32 900,00
<b>Recettes de fonctionnement</b>						<b>32 900,00</b>

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	D / R
D	I					
<b>Dépenses d'investissement</b>						<b>0,00</b>

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	I	040	01	2111	Sortie inventaire - Terrain	15 600,00
R	I	040	01	21828	Sortie inventaire - matériel de transport	4 745,00
R	I	040	01	192	Plus-value sur cession	12 555,00
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-32 900,00
<b>Recettes d'investissement</b>						<b>0,00</b>

**Après en avoir délibéré,  
Avec 23 voix pour  
2 voix contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS)  
Le Conseil Municipal,**

**APPROUVE** la décision modificative budgétaire n°2/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

05/07/2024

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### **Délibération 240628-04 : Autorisations de paiement et crédits de paiement – décision modificative n°1/2024 du budget principal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

#### **Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**VU** les articles L 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

**VU** le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

**VU** l'instruction comptable M57,

**VU** les délibérations n°240308-05-01 du 8 mars 2024 prise lors du vote du budget primitif 2024 et la n°240628-02 du 28 juin 2024 prise lors du vote de la décision modificative n°1,



VU l'avis favorable de la commission municipale des finances qui s'est réunie le 4 juin 2024,

Monsieur Edouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Il précise la nécessité de modifier le montant d'une APCP compte tenu du vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal.

L'autorisation concernée par les modifications sont :

- AP19.002 : Place des Landais

AP21.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021
BP 2024	4 610 045,74	852,12	37 597,80	80 877,54
+/-	80 000,00			
DM1 2024	4 690 045,74	852,12	37 597,80	80 877,54

...	CP 2022	CP 2023	CP 2024	TOTAL CP
	526 035,88	3 491 709,40	473 000,00	4 610 072,74
			80 000,00	80 000,00
	526 035,88	3 491 709,40	553 000,00	4 690 072,74

**Après en avoir délibéré,  
Avec 21 voix pour  
Et 4 abstentions  
Le Conseil Municipal,**

**APPROUVE** les modifications apportées à l'autorisation de programme et aux crédits de paiement tels que listés ci-dessus.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n° 240628-05 : Indexation des loyers communaux

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'Indice de Référence des Loyers (IRL).

Le Conseil Municipal doit voter cette indexation qui s'élève cette année à + 3.50 % (moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs).

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,*



**DÉCIDE** d'appliquer, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, une augmentation des loyers communaux conforme à l'Indice de Référence des Loyers du 1<sup>er</sup> trimestre 2024, utilisant la moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs, soit une hausse de 3,50 %.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération 240628-06 : Attribution d'une subvention en nature à l'association Children's Island**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte de l'attribution de cette subvention en nature. Lors de la séance du 11 mars 2024, le Conseil Municipal des Jeunes a eu l'idée d'organiser une tombola à l'occasion de l'anniversaire du jumelage avec Tairapu-Ouest avec le double objectif de réaliser une action caritative avec la Polynésie française et de développer l'échange culturel avec Tairapu-Ouest.

Il est proposé de mettre comme lot une planche de surf non vendue lors de la mise aux enchères organisée lors du Centenaire de la Ville. La valorisation de la planche de surf est de 700 € (450 € pour le Shaper et 250 € pour l'artiste).

L'association Children's Island a été créée pour mettre en lumière Tahiti et ses îles et donner de la visibilité aux projets qui promouvent ses cultures, ses richesses et la destination, à travers des événements et différentes actions afin de venir en aide aux enfants et malades polynésiens.

L'association basée à Seignosse est partenaire de la Commune et organise en partenariat avec la collectivité, la journée consacrée au jumelage entre Soorts-Hossegor et Tairapu-Ouest.

Il est convenu que l'association partenaire du jumelage, Children's Island, organise, après accord de la mairie, cette tombola.

Pour ce faire, il est donc proposé d'attribuer à l'association Children's Island, une subvention en nature de 700 € pour cette planche de surf.

**VU** l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**VU** l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** l'intérêt de soutenir l'association Children's Island et de continuer à développer les échanges culturels entre Tairapu-Ouest et Soorts-Hossegor,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**DECIDE** d'attribuer à l'association Children's Island, une subvention en nature de 700 € pour cette planche de surf.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n° 240628-07 : Création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention de prestation de services entre la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud et la Commune de Soorts-Hossegor**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LÉROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Suite à la réalisation d'un diagnostic global du littoral d'Hossegor en 2018 depuis la plage des Estagnots sur la commune de Seignosse au Nord, jusqu'à la limite avec la plage Notre-Dame sur la commune de Capbreton au Sud, le constat suivant est réalisé :

- Des plages en constante évolution, alternant entre érosion et accrétion au fil des ans ;
- Un cordon dunaire qui bouge peu d'une année sur l'autre mais reste vulnérable aux effets des événements tempétueux ;

Et plus précisément :

- Des pertes de sable au niveau des plateformes des concessions de restauration estivales ;
- Une érosion du pied de dune sur le secteur sud de la Gravière et sur le secteur Nord ;
- Un abaissement de la plage au droit de l'ouvrage de la plage centrale.

Afin de remédier à cela, des rechargements en sable sont régulièrement réalisés en période hivernale. Les sables d'engraissement sont extraits du versant interne du cordon dunaire lors des opérations de désensablement du boulevard du front de mer. Entre 2018 et 2021, plus de 22 000 m<sup>3</sup> de sable ont été transférés du versant interne vers les plages océanes.

Depuis 2020, les secteurs d'extractions sont :

- l'accès de la plage des Naturistes ;
- le sud du passage du Boiteux ;
- le nord de l'accès Plage Nord.

Le volume des besoins en sable pour le rechargement des différents sites est estimé à 18 000 m<sup>3</sup>.

Compte-tenu de l'importance des besoins en sable en cas de rechargement simultané sur plusieurs plages, une réflexion sur d'autres sources de sédiments a été étudiée dans le cadre d'un Plan de Gestion des Sédiments intercommunal (conduit par la Communauté de communes MACS) qui a conclu à la production de 6 scénarii.

La solution la plus optimale est de trouver des sédiments en excédent au plus près des plages océanes. Le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu se situe au niveau du lac d'Hossegor. En effet, le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pourrait servir à engraisser les plages océanes. La solution retenue à l'issue de l'analyse multi-critères est de transférer les sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes d'Hossegor via une canalisation enterrée empruntant le tracé des voiries existantes.

La Communauté de communes Marenne-Adour-Côte Sud dispose d'un arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorisant, pour une durée de 10 ans, le dragage de la partie sud du lac, du chenal du Boucarot et du Canal d'Hossegor. Cette autorisation permet ainsi de ponctionner des sédiments dans le lac.

La commune devient maître d'ouvrage pour le compte de la Communauté de communes pour créer et exploiter une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.

Le coût total de l'opération relative à la création de cet équipement a été estimé à 700 000 € HT.

Au regard des subventions prévisionnelles inscrites dans la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière validée en date du 6 mars 2023, sur un coût d'opération de 700 000 € HT le montant des subventions prévisionnelles s'élèverait à 55%, soit un reste à charge à financer de 45% équivalent à 315 000 € décomposé en 45 000 € (Etudes) + 270 000 (Travaux).



**VU** l'arrêté préfectoral n° 40-2016-00509 en date du 14 mai 2018 portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration du trait de côte et la restauration de la biodiversité du lac marin d'Hossegor ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Soorts-Hossegor en date du 21 décembre 2017 portant approbation de la stratégie locale de gestion du trait de côte ;

**VU** le document portant stratégie locale de gestion du trait de côte présenté en Comité régional de gestion du trait de côte en séance du 6 mars 2023 ;

**VU** l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) en date du 13 juin 2024 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2024 approuvant le projet de convention de prestation de service relative à la création et l'entretien d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de trouver des sédiments en excédent, au plus près des plages océanes ;

**CONSIDÉRANT** le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu, situé au niveau du lac d'Hossegor ;

**CONSIDÉRANT** le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pouvant servir à engraisser les plages océanes, la solution viendrait donc du transfert des sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes, par la création d'une canalisation empruntant le tracé des voiries existantes. ;

**CONSIDÉRANT** la possibilité pour la commune de Soorts-Hossegor de verser un fonds de concours pour financer la réalisation de l'équipement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions des articles précités du code général des collectivités territoriales, la Communauté de communes peut confier, par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ;

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts-Hossegor dispose des moyens techniques et de l'expertise nécessaires à la création et à l'exploitation de l'équipement de transfert de sable et des opérations s'y rapportant ;

**CONSIDÉRANT** que, par application des dispositions susvisées du code général des collectivités territoriales, la délégation de la gestion de certains équipements doit faire l'objet d'une convention conclue entre la Communauté de communes délégante et la commune prestataire ;

**CONSIDÉRANT** que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation pour la création et l'exploitation de l'équipement en cause et des opérations s'y rapportant ;

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 19 voix pour*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. DUCAMP, C. CERIZAY MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE)*

*Le Conseil Municipal,*

DÉPENSES		RECETTES	
Libellé	Montant HT	Partenaires	Montant HT
TRAVAUX	540 000 €	MACS (autofinancement)	283 500 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE - ALEAS - ACTUALISATION	65 000 €	Ville d'Hossegor	31 500 €
ETUDES	95 000 €	Subventions	385 000 €
TOTAL	700 000 €	TOTAL	700 000 €

En synthèse, la création de cette canalisation estimée à 700 000 € HT est subventionnée par les partenaires de la stratégie locale de gestion de la bande côtière (Europe, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine et Département des Landes) à hauteur de 55% (385 000 €), la Communauté de communes assumera 35% du cout (283 500 €) et la commune 10% par convention de fond de concours à venir (31 500 €).

Concernant l’exploitation de cet équipement pour un montant annuel prévisionnel de 150 000 € HT, soit 180 000 € TTC, la Commune, en tant que gestionnaire délégué de l’équipement exploitera ce dernier. Les subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 6 mars 2023 s’élève à 75 % du montant annuel plafonné à 150 000 € par an.

Intervention	DEPENSES							RECETTES						SOLDE
	2024	2025	2026	2027	TOTAL HT	TOTAL TTC		EUROPE	ETAT	REGION	DEPARTEMENT	CCVA	TOTAL	Reste à financer
6.2.1 Rechargement des plages publiques d'Hossegor	0	0	110 000	110 000	110 000	450 000		180 000	30 000	67 500	0	277 500	450 000	113 918

Le reste à charge pour la commune s’élève à 113 918 € sur la durée de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (3 ans), soit un montant des attributions de compensation d’un montant de 37 972,66 €/an (années 2025, 2026 et 2027). Conformément aux règles d’intervention en la matière déjà pratiquées avec les communes de Capbreton et Vieux Boucau, le montant restant à financer sera pris sur les attributions de compensation de la commune de Soorts-Hossegor, au titre de l’évaluation des charges transférées pour la gestion des équipements de transfert de sable et des opérations s’y rapportant.

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l’article L. 5214-16-V ;

**VU** les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu’annexés à l’arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

**VU** les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l’intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;



**APPROUVE** le projet de convention de création et exploitation de la canalisation et des équipements de transfert de sable et des opérations s'y rapportant sur la commune de Soorts-Hossegor, tel qu'annexé à la présente,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible auprès de l'ensemble des organismes publics et privés et particulièrement les partenaires de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (Union Européenne, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes),

**AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



**CRÉATION D'UNE CANALISATION ET TRANSFERT PAR POMPAGE DES SABLES DRAGUÉS DANS  
LE LAC D'HOSSEGOR JUSQU'AUX PLAGES OCÉANES D'HOSSEGOR**

**CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE  
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MACS ET LA COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉES :**

La Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, représentée par son Président, Monsieur Pierre Froustey, Allée des Camélias, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, dûment habilité par une délibération en date du ....., désignée ci-après sous les termes « MACS » ou « la Communauté de communes »

**d'une part,**

**ET**

La commune de Soorts-Hossegor représentée par son Maire, Monsieur Christophe Vignaud, dont le siège est situé Hôtel de ville, 18 avenue de Paris, BP116 40150 Soorts Hossegor, dûment habilité par délibération du conseil municipal du ....., désignée ci-après sous le terme « la commune »

**d'autre part,**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5214-16, L. 5214-16-1 et L. 5211-56 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire pour les compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU l'arrêté préfectoral n° 40-2016-00509 en date du 14 mai 2018 portant autorisation unique au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration du trait de côte et la restauration de la biodiversité du lac marin d'Hossegor ;

VU la délibération du conseil municipal de Soorts-Hossegor en date du 21 décembre 2017 portant approbation de la stratégie locale de gestion du trait de côte ;

VU le document portant stratégie locale de gestion du trait de côte présenté en Comité régional de gestion du trait de côte en séance du 6 mars 2023 ;

VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) en date du 13 juin 2024 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2024 approuvant le projet de convention de prestation de service relative à la création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Soorts-Hossegor en date du .....approuvant le projet de convention de prestation de service relative à la création d'une canalisation et transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles précités du code général des collectivités territoriales, la Communauté de communes peut confier, par convention, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ;

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor dispose des moyens techniques et de l'expertise nécessaires à la création et à l'exploitation de l'équipement de transfert de sable et des opérations s'y rapportant ;

CONSIDÉRANT que, par application des dispositions susvisées du code général des collectivités territoriales, la délégation de la gestion de certains équipements doit faire l'objet d'une convention conclue entre la Communauté de communes délégante et la commune prestataire ;

CONSIDÉRANT que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une délégation de la création et de l'exploitation de l'équipement en cause et des opérations s'y rapportant ;

#### **IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

Suite à la réalisation d'un diagnostic global du littoral d'Hossegor en 2018 depuis la plage des Estagnots sur la commune de Seignosse au Nord, jusqu'à la limite avec la plage Notre-Dame sur la commune de Capbreton au Sud, le constat suivant est réalisé :

- des plages en constante évolution, alternant entre érosion et accrétion au fil des ans,
- un cordon dunaire qui bouge peu d'une année sur l'autre mais reste vulnérable aux effets des événements tempétueux.

Et plus précisément :

- des pertes de sable au niveau des plateformes des concessions de restauration estivales,
- une érosion du pied de dune sur le secteur sud de la Gravière et sur le secteur Nord,
- un abaissement de la plage au droit de l'ouvrage de la plage centrale.

Afin de remédier à ces phénomènes sur la commune de Soorts-Hossegor, des rechargements en sable sont régulièrement réalisés en période hivernale. Les sables d'engraisement sont extraits du versant interne du cordon dunaire lors des opérations de désensablement du boulevard du front de mer. Entre 2018 et 2021, plus de 22 000 m<sup>3</sup> de sable ont été transférés du versant interne vers les plages océanes.

Depuis 2020, les secteurs d'extractions sont :

- l'accès Plage Naturistes,
- au sud du passage du Boiteux,
- au nord de l'accès Plage Nord.

Le volume des besoins en sable pour le rechargement des différents sites est estimé à 18 000 m<sup>3</sup>.

Compte-tenu de l'importance des besoins en sable en cas de rechargement simultané sur plusieurs plages, une réflexion sur d'autres sources de sédiments a été mise en œuvre.

La solution la plus optimale est de trouver des sédiments en excédent au plus près des plages océanes. Le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu se situe au niveau des plages du lac d'Hossegor. En effet, le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pourrait servir à engraisser les plages océanes. La solution la plus efficace viendrait donc du transfert des

sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes, par la création d'une canalisation empruntant le tracé des voiries existantes.

Un arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorise la Communauté de communes, pour une durée de 10 ans, à draguer la partie sud du lac, le chenal du Boucarot et le Canal d'Hossegor. Cette autorisation permettrait ainsi de draguer des sédiments dans le lac.

Au titre de sa compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, la Communauté de communes a décidé d'engager l'opération de création d'une canalisation et le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.

Néanmoins, sur le fondement des dispositions de l'article L. 5214-16-1 du code général des collectivités territoriales, la création et l'exploitation de la canalisation envisagée et relevant des attributions de MACS, sont confiées, dans le cadre d'une convention de prestation de services, à la commune de Soorts-Hossegor.

## **CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de la création et l'exploitation d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.

La Communauté de communes décide de confier, par voie de convention sur le fondement de l'article L. 5214-16-1 du code général des collectivités territoriales susvisé, à la commune de Soorts-Hossegor, la création et l'exploitation d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor. La commune devient ainsi maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux et des études de création de la canalisation précitée, puis après achèvement et réception desdits travaux, pour l'exploitation de l'ouvrage ainsi réalisé.

La commune sera seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération (phases : d'autorisation réglementaire, études-conception, réalisation-travaux).

En conséquence, la commune aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux de création et d'exploitation désignés ci-dessous.

La commune sera exclusivement compétente pour la passation et l'exécution des marchés d'études, de maîtrise d'œuvre et de travaux en vue de la réalisation de cette prestation.

De plus, la présente convention a pour objet de préciser les modalités d'intervention et les domaines de responsabilité de la commune et de la Communauté de communes dans le cadre de la réalisation de cette prestation.

### **ARTICLE 2 - DÉFINITION DE LA MISSION DÉLÉGUÉE**

#### **2.1 Création d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.**

La mission confiée à la commune de Soorts Hossegor porte à travers différentes étapes, sur la conduite des études de conception de l'obtention des autorisations réglementaires ainsi que sur

l'exécution des travaux d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor

Etudes préliminaires : études techniques préalables (sol, géotechnique, topographique...)

Au regard des contraintes du site et des caractéristiques du tracé, les analyses des études techniques préalables seront menées afin de définir le projet le plus pertinent.

Les résultats seront soumis pour approbation à la communauté de communes.

Autorisations réglementaires : l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires pour mener à bien ce projet (autorisation environnementale, autorisation d'occupation des différents domaines publics (domaine public routier communal et départemental, domaine public maritime...), autorisations d'urbanisme et de travaux, permission de voiries, DICT...

Les résultats seront soumis pour approbation à la communauté de communes

Etude de conception : élaboration des études de maîtrise d'œuvre : AVP, PRO, DCE, EXE/VISA... intégrant les estimatifs et descriptifs en investissement (travaux) et en fonctionnement (entretien, gestion, contrôle).

Les résultats seront soumis pour approbation à la communauté de communes.

Travaux : Au titre de la réalisation des travaux, la commune assurera les missions suivantes :

- engager une consultation pour l'opération en vue de désigner le maître d'œuvre, et tous les prestataires intervenants nécessaires au présent projet (le conducteur d'opération, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité SPS et les entreprises...);
- conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'ouvrage ;
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- assurer le suivi des travaux ;
- assurer la réception de l'ouvrage ;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenants dans l'opération, et garantir MACS de toute action menée à son encontre pour les travaux entrant dans l'objet de la présente convention ;
- et plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Communauté de communes sera invitée aux différentes réunions de chantier. Elle adressera ses observations à la commune (ou à son représentant) mais en aucun cas directement à l'entreprise.

Les adaptations engendrées lors des travaux (modifications techniques, d'implantation, avenants financiers...) seront soumis pour approbation à la communauté de communes.

A l'issue de chacune des étapes, et en tout état de cause, à chaque fois qu'une décision déterminante dans la réalisation de l'ouvrage devra être prise, la commune recueillera préalablement l'accord de la Communauté de communes. À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés à la Communauté de communes par la commune. La Communauté de communes notifiera sa décision à la commune ou fera connaître ses observations dans le délai de un mois suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

L'ensemble des documents produits dans le cadre de ce projet (Etudes, pièces de marché, rapports, compte rendus de réunions ...) seront remis à la communauté de communes sous format numérique et sous format de couche SIG et les dossiers d'ouvrage exécutés (DOE) ainsi que le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

**2.2 Exploitation d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.**

La Communauté de communes délègue à la Commune de Soorts Hossegor la gestion des équipements de transfert de sable d'un volume d'environ 20 000 m<sup>3</sup> depuis le lac d'Hossegor jusqu'aux plages Océanes d'Hossegor.

Le volume transféré autorisé est fixé dans l'arrêté préfectoral conformément à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 3 - DURÉE**

La présente convention est conclue pour une durée s'étendant de sa date de signature et sans durée déterminée.

Toute modification substantielle de la présente fera l'objet d'un avenant.

La présente convention prend fin par décision unilatérale de MACS ou de la Commune pour un motif d'intérêt général, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois, sans que cela ouvre droit à une indemnité quelconque pour l'une ou l'autre des parties.

### **ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DÉLÉGUÉE À LA COMMUNE**

#### **4.1 Création d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.**

La commune de Soorts Hossegor s'engage, aux termes de la présente convention, à assurer seule la responsabilité des opérations se rapportant à l'objet décrit en article 1 et de la mission définie dans l'article 2.

Les modalités d'exécution de la mission sont librement définies par la commune de Soorts Hossegor, laquelle reste seule juge de l'opportunité d'une exécution internalisée ou externalisée de sa mission. Cependant, la commune devra respecter les préconisations de l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorisant, pour une durée de 10 ans, le dragage de la partie sud du lac, du chenal du Boucarot et du Canal d'Hossegor et informer la communauté de communes de l'état d'avancement du projet et obtenir son approbation conformément à l'article 2 de la présente convention.

La commune de Soorts Hossegor s'engage, aux termes de la présente convention, à assurer seule les responsabilités de maître d'ouvrage de l'opération et de conclure, dans le respect des règles du code de la commande publique, tous les marchés nécessaires à la réalisation du projet :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles la conception doit être réalisée,
- passation et gestion des marchés d'étude et de travaux,
- passation et gestion des autres marchés d'études et demande d'autorisation et procédures spécifiques nécessaires au bon déroulement du projet.

#### **4.2 Exploitation d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.**

La Commune s'engage, aux termes de la présente convention de délégation de gestion, à assurer seule la responsabilité de la gestion des équipements de transfert de sable et des opérations s'y rapportant.

Les modalités d'exécution de la mission sont librement définies par la Commune. La Commune reste seule juge de l'opportunité d'une exécution internalisée ou externalisée de sa mission.

Dans l'hypothèse où la Commune ferait le choix d'une gestion externalisée de l'équipement, cette dernière s'engage à assurer la passation ou à poursuivre l'exécution, dans le respect des règles fixées

par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de tous les marchés nécessaires à la gestion des équipements de transfert de sable et des opérations s'y rapportant.

## ARTICLE 5 - ÉTENDUE DES MISSIONS ASSURÉES PAR LA COMMUNE

La Commune s'engage à assurer les missions suivantes :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les équipements seront réalisés et gérés (définition des études complémentaires de programmation nécessaires telles que les levés topo, bathymétriques...);
- passation et poursuite de l'exécution et de la gestion des marchés de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et de coordination en matière de SPS, de travaux, de fournitures, d'études spécifiques et d'assistance à maîtrise d'ouvrage de manière générale, nécessaires à la bonne réalisation des prestations confiées. La Commune reste seule juge de l'opportunité d'avoir recours ou non, à une maîtrise d'œuvre au sens de la loi MOP et de faire appel à des bureaux d'étude spécialisés ;
- maîtrise d'œuvre au sens de la loi MOP et de faire appel à des bureaux d'étude spécialisés ;
- réception des travaux ;
- gestion financière et comptable ;
- gestion administrative, y compris le dépôt des autorisations réglementaires, des dossiers de demande de subventions éventuelles... ;
- gestion des pré-contentieux et contentieux nés de l'exécution de la mission.
- exploitation de l'équipement

La Commune s'engage à réaliser les missions définies par la présente convention et comprenant les prestations principales suivantes :

- Maintenance et exploitation des équipements hydrauliques et électriques, location d'engins et de dragueline, coordination SPS notamment
- Préparation et organisation de la campagne de transfert
- Levés topo et bathymétriques liés au transfert
- Exploitation des équipements du transfert de sable
- Suivi opérationnel de la campagne de transfert avec réunion hebdomadaire
- Bilan de fin de campagne
- Maintenance, réparation des équipements en période hors transfert
- Prestations en régie : secrétariat, préparation budgétaire, préparation et passation marchés publics, préparation et organisation du transfert de sable, mise en place et surveillance du chantier, conduites d'engins, suivi opérationnel, suivi financier

## ARTICLE 6 - MODE DE FINANCEMENT DU PROJET

**6.1 Création d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.**

### 6.1.1 Plan de financement

La commune s'engage à assurer le paiement intégral des prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission telle que définie par la présente. MACS remboursera intégralement la commune des dépenses liées à ce dossier. Le remboursement des sommes exposées par la commune pour le compte de MACS s'établit à un montant estimatif de 700 000 € HT, soit 840 000 € TTC.

DÉPENSES		RECETTES	
Libellé	Montant HT	Partenaires	Montant HT

TRAVAUX	540 000 €	MACS (autofinancement)	283 500 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE - ALEAS - ACTUALISATION	65 000 €	Ville d'Hossegor	31 500 €
ETUDES	95 000 €	Subventions	385 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>

La participation financière définitive de MACS sera arrêtée par référence au montant réel des recettes provenant des partenaires et des dépenses effectuées par la commune.

Afin de permettre à MACS d'en assurer le suivi et le contrôle, la commune s'engage à fournir un état détaillé des dépenses (factures) et recettes éventuelles afférentes à l'exécution de la mission confiée.

#### **6.1.2 Remboursement de MACS à la commune**

Les sommes dues par MACS en exécution de la présente convention seront remboursées à la commune à hauteur de 100 % des dépenses et payées TTC au comptable assignataire dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement adressées par la commune.

Le versement des remboursements interviendra selon l'avancement des travaux, sur établissement des factures transmises par la commune.

#### **6.1.3 Récupération de TVA au titre du FCTVA**

La Communauté de communes, seule autorisée à obtenir le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) sur les travaux relevant de sa compétence, opérera le paiement en TTC auprès de la commune, sur la base d'un décompte fourni par celle-ci.

#### **6.1.4 Recherche de Subventions**

Le présent projet est inscrit dans le cadre de la stratégie de gestion du trait de côte 2023-2027 sur les communes de Capbreton, Labenne et Hossegor. Les subventions recherchées auprès des partenaires financeurs (Europe, Etat et Region Nouvelle Aquitaine et CD40) seront sollicitées, conformément à la validation en COPIL du Plan de Gestion des Sediments, en date du 10 avril 2024.

Au regard des subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 06 mars 2023, sur un cout d'opération de 700 000 € HT le montant des subventions prévisionnelles s'élèverait à 55%, soit un reste à charge à financer de 45% équivalent à 315 000 € décomposé en 45 000 € (Etudes) + 270 000 (Travaux).

La commune de Soorts Hossegor et MACS feront tout leur possible pour chercher le maximum de subvention dans ce dossier.

#### **6.1.5 Fond de concours**

Un fond de concours est mis en place sur cette opération et fera l'objet d'une convention spécifique.

La commune participera à travers un fond de concours à hauteur de 10% HT des dépenses réelles d'investissement (Etudes, maitrise d'œuvre, travaux...), soit 31 500 € HT.

La commune versera le fond de concours à MACS, conformément aux conditions d'application de la convention du fond de concours.

### **6.2 Exploitation d'une canalisation pour le transfert, par pompage, des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.**

La Commune, en tant que gestionnaire délégué des équipements et opérations susvisés, procédera aux consultations qu'elle souhaite et définira, en accord avec MACS, un phasage des travaux en plusieurs tranches successives.

La Commune s'engage à assurer le paiement intégral des prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission, telle que définie par la présente, y compris les frais d'études, actes et contrats de toute nature nécessaires à son parfait achèvement. Le cout prévisionnel de cette gestion s'élève à environ 150 000 € HT soit 180 000 € TTC.

Les subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 06 mars 2023 s'élève à 75 % du montant annuel plafonné à 150 000 € HT par an.

Le reste à charge pour la commune s'élève à 113 918 € sur la durée de la stratégie (3 ans), soit un montant des attributions de compensation d'un montant de 37 972,66 €/an (2025, 2026 et 2027).

Afin de permettre à la Communauté de communes d'en assurer le suivi et le contrôle, la Commune s'engage à fournir un état détaillé des dépenses (factures) et recettes afférentes à l'exécution de la mission déléguée.

Les sommes dues par MACS en exécution de la présente convention et correspondant à la part autofinancée par la Commune (déduites des subventions) seront payées TTC sur présentation des justificatifs correspondants (factures acquittées, état du temps passé par agent et rémunération correspondante notamment, déduction du montant des subventions éventuelles).

En tout état de cause, le remboursement des dépenses exposées par la Commune interviendra dans la limite du montant prélevé sur son attribution de compensation, lissée sur la durée de la stratégie locale de gestion du trait de côte 2023-2027 au titre de l'évaluation des charges transférées pour la gestion des équipements de transfert de sable et des opérations s'y rapportant.

Un bilan entre la commune et MACS sera effectué pour identifier les dépenses réelles et les recettes réelles issues des subventions des partenaires. Une régularisation du montant des attributions de compensation sera effectuée en conséquence.

#### **ARTICLE 7 - SUIVI ADMINISTRATIF, TECHNIQUE, FINANCIER ET COMPTABLE**

La commune est responsable de la gestion administrative, technique, financière et comptable des opérations relevant des missions confiées.

MACS pourra demander à tout moment à la commune, la communication de toutes pièces et contrats dans le cadre de l'exécution de la mission.

MACS dispose de la faculté d'effectuer à tout moment tous contrôles qu'elle estime nécessaire.

La commune devra donc laisser libre accès, à MACS, à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention.

La Commune sera responsable, au titre de son obligation générale de direction et de contrôle des prestations relevant de la présente convention, des règles de sécurité sur les chantiers. Elle est, à ce titre, seule débitrice des obligations financières envers les titulaires des marchés.

De manière générale, la Commune assume l'ensemble des droits et obligations attachés à la qualité de maître d'ouvrage des opérations de création et d'exploitation de cet équipement.

#### **ARTICLE 8 - PERSONNE HABILITÉE POUR ENGAGER LA COMMUNE - RESPONSABILITÉ**

Pour l'exécution des missions assurées par la commune en application de la présente convention, cette dernière sera représentée par son Maire ou par son représentant dûment habilité à cet effet.



La commune sera responsable, au titre de son obligation générale de direction et de contrôle des missions relevant de la présente convention, du respect des réglementations en vigueur, des prescriptions techniques et des règles de l'art. Elle est, à ce titre, seule débitrice des obligations financières envers les titulaires des marchés. De manière générale, la commune assume l'ensemble des droits et obligations attachés à la qualité de maître d'ouvrage de l'opération.

#### **ARTICLE 9 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION**

Des rencontres régulières seront organisées pour suivre le bon déroulement des missions assurées par la commune.

Un comité de suivi composé des représentants de la commune et de MACS pourra se réunir régulièrement pour suivre la mise en œuvre de la présente convention et les travaux liés.

#### **ARTICLE 10 - ASSURANCES - RESPONSABILITÉS - CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE**

La commune contractera toutes les assurances nécessaires et rendues obligatoires dans le cadre des travaux et de gestion-entretien. La commune devra justifier de la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent au titre de la présente mission. Elle justifiera de la souscription annuelle de ces assurances sur simple demande écrite de la communauté de communes.

Elle assumera les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage relative aux missions exercées sur délégation de MACS.. À ce titre, la commune est réputée gardien de l'ouvrage à compter de la réception des ouvrages et jusqu'à la fin de l'utilisation de ce dernier.

Elle assure la gestion des sinistres impliquant la responsabilité, quelle qu'en soit la nature, des divers intervenants à l'opération.

La commune pourra agir en justice pour le compte de MACS, aussi bien en tant que demandeur que défendeur, dans tous les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution des missions confiées au titre de la présente convention. La commune s'engage, avant toute action, à en informer MACS.

#### **ARTICLE 11 - RÉSILIATION**

Le non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses obligations nées de la présente convention, après mise en demeure restée infructueuse, entraîne sa résiliation, sans indemnité.

La résiliation peut intervenir de plein droit en cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de la commune.

Dans l'un ou l'autre des cas, dès notification de la décision de résiliation, il est immédiatement procédé à un constat contradictoire des missions effectuées par la commune et des paiements. Ce constat, qui prend la forme d'un procès-verbal, détermine en outre les mesures conservatoires que la commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des missions exécutées. Enfin, il indique le délai dans lequel la commune doit remettre l'ensemble des dossiers à MACS, ainsi que la date à laquelle la résiliation prend effet.

#### **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

La mission, telle que définie aux articles 6 et 7 supra, confiée à la commune est rendue à titre gratuit.

#### **ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, qui n'aura pas pu être résolu par le biais d'une procédure amiable, sera soumis à la compétence exclusive du tribunal administratif de Pau.

Préalablement à la saisine de la juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de règlement amiable de leur différend, consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté, la partie la plus diligente procèdera à la saisine de la juridiction administrative compétente.

Fait à Saint-Vincent-de-Tyrosse, le

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour la Communauté de communes Maremne  
Adour Côte-Sud,  
Le président,

Pierre Froustey

Pour la commune de Soorts Hossegor,  
Le maire,

Christophe Vignaud



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n° 240628-08 : Création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor - Convention relative au versement d'un fonds de concours par la Commune à la communauté de communes Marenne Adour côte sud**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Suite à la réalisation d'un diagnostic global du littoral d'Hossegor en 2018 depuis la plage des Estagnots sur la commune de Seignosse au Nord, jusqu'à la limite avec la plage Notre-Dame sur la commune de Capbreton au Sud, le constat suivant est réalisé :

- Des plages en constante évolution, alternant entre érosion et accrétion au fil des ans ;
- Un cordon dunaire qui bouge peu d'une année sur l'autre mais reste vulnérable aux effets des événements tempétueux ;

Et plus précisément :

- Des pertes de sable au niveau des plateformes des concessions de restauration estivales ;
- Une érosion du pied de dune sur le secteur sud de la Gravière et sur le secteur Nord ;
- Un abaissement de la plage au droit de l'ouvrage de la plage centrale.

Afin de remédier à cela, des rechargements en sable sont régulièrement réalisés en période hivernale. Les sables d'engraissement sont extraits du versant interne du cordon dunaire lors des opérations de désensablement du boulevard du front de mer. Entre 2018 et 2021, plus de 22 000 m<sup>3</sup> de sable ont été transférés du versant interne vers les plages océanes.

Depuis 2020, les secteurs d'extractions sont :

- l'accès de la plage des Naturistes ;
- le sud du passage du Boiteux ;
- le nord de l'accès Plage Nord.

Le volume des besoins en sable pour le rechargement des différents sites est estimé à 18 000 m<sup>3</sup>.

Compte-tenu de l'importance des besoins en sable en cas de rechargement simultané sur plusieurs plages, une réflexion sur d'autres sources de sédiments a été étudiée dans le cadre d'un Plan de Gestion des Sédiments intercommunal (conduit par la Communauté de communes MACS) qui a conclu à la production de 6 scénarii.

La solution la plus optimale est de trouver des sédiments en excédent au plus près des plages océanes. Le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu se situe au niveau du lac d'Hossegor. En effet, le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pourrait servir à engraisser les plages océanes. La solution retenue à l'issue de l'analyse multi-critères est de transférer les sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes d'Hossegor via une canalisation enterrée empruntant le tracé des voiries existantes.

La Communauté de communes Maremne-Adour-Côte Sud dispose d'un arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorisant, pour une durée de 10 ans, le dragage de la partie sud du lac, du chenal du Boucarot et du Canal d'Hossegor. Cette autorisation permet ainsi de ponctionner des sédiments dans le lac.

Le coût total de l'opération relative à cet équipement a été estimé à 700 000 € HT.

DÉPENSES		RECETTES	
Libellé	Montant HT	Partenaires	Montant HT
TRAVAUX	540 000 €	MACS (autofinancement)	283 500 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE - ALEAS - ACTUALISATION	65 000 €	Ville d'Hossegor	31 500 €
ETUDES	95 000 €	Subventions	385 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>

Pour permettre ce niveau d'équipement et dans le cadre d'un fonds de concours versé sur le fondement de l'article L. 5214-16-V du code général des collectivités



territoriales, la commune de Soorts-Hossegor accepte de participer à hauteur de 10% du montant. Il sera sollicité les subventions auprès des partenaires de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière à savoir : l'Europe, l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes.

Au regard des subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 6 mars 2023, le montant des subventions prévisionnelles s'élèverait à 55%, soit un reste à charge à financer de 45% équivalent à 315 000 € décomposé en 45 000 € (Etudes) + 270 000 (Travaux).

Le montant du fond de concours équivalent à 10% s'élève donc à la somme de 31 500 € HT pour la commune de Soorts-Hossegor

Le versement du fonds de concours par la commune interviendra selon les modalités suivantes, définies dans le projet de convention de versement annexé à la présente. Le paiement de l'intégralité du fonds de concours s'effectuera à la réception des travaux.

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5214-16-V ;

**VU** les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

**VU** les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

**VU** le projet de convention de versement d'un fonds de concours par la commune d'Hossegor, ci-annexé ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de trouver des sédiments en excédent, au plus près des plages océanes ;

**CONSIDÉRANT** le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeux, situé au niveau du lac d'Hossegor ;

**CONSIDÉRANT** le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pouvant servir à engraisser les plages océanes, la solution viendrait donc du transfert des sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes, par la création d'une canalisation empruntant le tracé des voiries existantes. ;

**CONSIDÉRANT** la possibilité pour la commune de verser un fonds de concours pour financer la réalisation de l'équipement ;

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 19 voix pour*

*Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. DUCAMP, C. CERIZAY MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE)*

*Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** la participation de la commune à hauteur de 31 500 €, dans le cadre d'un fonds de concours,

**APPROUVE** le projet de convention se rapportant au versement du fonds de concours et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à le signer,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible auprès de l'ensemble des organismes publics et privés et particulièrement les partenaires de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (Union Européenne, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes),

**AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**

**CREATION D'UNE CANALISATION POUR LE TRANSFERT PAR POMPAGE DES SABLES DRAGUÉS  
DANS LE LAC D'HOSSEGOR JUSQU'AUX PLAGES OCÉANES D'HOSSEGOR**

**CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS PAR LA COMMUNE À MACS**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉES**

La Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, dont le siège est situé : allée des Camélias, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, représentée par son Président, Monsieur Pierre FROUSTEY, dûment habilité par une délibération en date du ..... , ci-après désignée sous le terme « MACS »,

**d'une part,**

**ET**

La commune de Soorts-Hossegor représentée par son Maire, Monsieur Christophe Vignaud, dont le siège est situé Hôtel de ville, 18 avenue de Paris, BP116 40150 Soorts Hossegor, dûment habilité par délibération du conseil municipal du ..... , désignée ci-après sous le terme « la commune »

**d'autre part,**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5214-16-V ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017 et 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du .....approuvant le projet de convention de prestation de service relative à la création d'une canalisation et le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du .....approuvant le versement du fonds de concours par la commune à la Communauté de communes à titre de participation au financement des travaux de création d'une canalisation et le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor et le projet de convention s'y rapportant ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Soorts-Hossegor en date du .....approuvant le projet de convention de prestation de service relative à la création d'une canalisation et le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Soorts-Hossegor en date du ..... approuvant le versement du fonds de concours à la Communauté de communes pour l'opération travaux de création d'une canalisation et le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor et le projet de convention s'y rapportant ;

VU l'élaboration du Plan de Gestion des sédiments validé en comité de pilotage de la stratégie locale de la bande côtière 2023-2027 en date du 10 avril 2024 ;

## PRÉAMBULE

Suite à la réalisation d'un diagnostic global du littoral d'Hossegor en 2018 depuis la plage des Estagnots sur la commune de Seignosse au Nord, jusqu'à la limite avec la plage Notre-Dame sur la commune de Capbreton au Sud, le constat suivant est réalisé :

- des plages en constante évolution, alternant entre érosion et accrétion au fil des ans,
- un cordon dunaire qui bouge peu d'une année sur l'autre mais reste vulnérable aux effets des événements tempétueux.

Et plus précisément :

- des pertes de sable au niveau des plateformes des concessions de restauration estivales,
- une érosion du pied de dune sur le secteur sud de la Gravière et sur le secteur Nord,
- un abaissement de la plage au droit de l'ouvrage de la plage centrale.

Afin de remédier à ces phénomènes sur la commune de Soorts-Hossegor, des rechargements en sable sont régulièrement réalisés en période hivernale. Les sables d'engraissement sont extraits du versant interne du cordon dunaire lors des opérations de désensablement du boulevard du front de mer. Entre 2018 et 2021, plus de 22 000 m<sup>3</sup> de sable ont été transférés du versant interne vers les plages océanes.

Depuis 2020, les secteurs d'extractions sont :

- l'accès Plage Naturistes,
- au sud du passage du Boiteux,
- au nord de l'accès Plage Nord.

Le volume des besoins en sable pour le rechargement des différents sites est estimé à 18 000 m<sup>3</sup>.

Compte-tenu de l'importance des besoins en sable en cas de rechargement simultané sur plusieurs plages, une réflexion sur d'autres sources de sédiments a été mise en œuvre.

La solution la plus optimale est de trouver des sédiments en excédent au plus près des plages océanes. Le secteur identifié pouvant répondre à cet enjeu se situe au niveau des plages du lac d'Hossegor. En effet, le phénomène d'ensablement du lac créant un excédent de sédiment pourrait servir à engraisser les plages océanes. La solution la plus efficace viendrait donc du transfert des sédiments du lac d'Hossegor vers les plages océanes, par la création d'une canalisation empruntant le tracé des voiries existantes.

Un arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 autorise la Communauté de communes, pour une durée de 10 ans, à draguer la partie sud du lac, le chenal du Boucarot et le Canal d'Hossegor. Cette autorisation permettrait ainsi de draguer des sédiments dans le lac.

Au titre de sa compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, la Communauté de communes a décidé d'engager l'opération de création d'une canalisation et le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.

Néanmoins, sur le fondement des dispositions de l'article L. 5214-16-1 du code général des collectivités territoriales, la création de la canalisation envisagée et relevant des attributions de MACS, sont confiées, dans le cadre d'une convention de prestation de services, à la commune de Soorts-Hossegor. Les modalités de remboursement des dépenses exposées par la commune pour le compte de MACS sont déterminées dans le cadre de cette dernière convention. En outre, conformément à la possibilité offerte par les dispositions de l'article L. 5214-16-V du code général des collectivités précité, la commune entend participer financièrement à la réalisation de cet équipement relevant de la compétence communautaire.

**CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**



## ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le versement d'un fonds de concours par la commune à MACS pour participer au financement des travaux de création d'une canalisation pour le transfert par pompage des sables dragués dans le lac d'Hossegor jusqu'aux plages océanes d'Hossegor.

## ARTICLE 2- DESTINATION ET MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

L'objet du fonds de concours est de contribuer aux dépenses d'investissement réalisées par MACS en qualité de maître d'ouvrage, pour les travaux définis à l'article 1 de la présente convention.

Au titre de sa contribution, la commune verse à la Communauté de communes un fonds de concours à hauteur de 10 % du montant du reste à charge HT, subventions éventuelles des partenaires déduites. Le versement du fonds de concours interviendra selon les modalités suivantes :

- le paiement de l'intégralité du fonds de concours à la réception des travaux.

En tout état de cause, la Communauté de communes assure une participation minimale de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques à ce projet, conformément aux dispositions de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales.

## ARTICLE 3- PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 700 000 € HT dont 630 000 € HT (90%) à la charge de la communauté de communes et 70 000 € HT à la charge de la commune d'Hossegor (10%).

DÉPENSES		RECETTES	
Libellé	Montant HT	Partenaires	Montant HT
TRAVAUX	540 000 €	MACS (autofinancement)	283 500 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE - ALEAS - ACTUALISATION	65 000 €	Ville d'Hossegor	31 500 €
ETUDES	95 000 €	Subventions	385 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>700 000 €</b>

Il sera sollicité les subventions auprès des partenaires de la stratégie locale de gestion de la bande côtière à savoir : l'Europe, l'Etat, la Région Nouvelle aquitaine et le département des Landes.

Au regard des subventions prévisionnelles inscrites dans la stratégie locale de gestion de la bande côtière validée en date du 06 mars 2023, le montant des subventions prévisionnelles s'élèverait à 55%, soit un reste à charge à financer de 45% équivalent à 315 000 € décomposé en 45 000 € (Etudes) + 270 000 (Travaux).

Le montant du fond de concours s'élève donc à la somme de 31 500 € HT pour la commune de Soorts-Hossegor. Dans le cadre de cette opération, la participation financière définitive de la commune sera arrêtée par référence au montant réel des dépenses.

Le maître d'ouvrage de l'opération s'engage à solliciter lesdites subventions et emploiera tous les moyens nécessaires pour les obtenir.

## ARTICLE 4- IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Le fonds de concours objet de la présente convention sera imputé au chapitre 13 en recettes d'investissement du budget de la Communauté de communes.

## ARTICLE 5- DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de signature par les parties et s'éteindra de plein droit après le versement effectif et complet du fonds de concours dû par la commune de Soorts-Hossegor à la Communauté de communes.

#### **ARTICLE 6- LITIGES**

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité ou à l'exécution de la présente convention que les parties ne parviendraient pas à résoudre à l'amiable sera soumis au Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Saint-Vincent-de-Tyrosse, le

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour MACS,  
Le président,

Pierre Froustey

Pour la commune de Soorts Hossegor,  
Le maire,

Christophe Vignaud



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n° 240628-09 : Convention constitutive d'un groupement de commandes avec le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

La commune de SOORTS-HOSSEGOR prévoit la mise en place d'une canalisation enterrée de transfert de sable entre le Lac et l'Océan via l'avenue des Bergeronnettes.

Le SYDEC prévoit une extension du réseau des eaux usées sur cette voie.

Afin de permettre une bonne réalisation continue et simultanée de ces opérations, les deux collectivités ont retenu la solution de confier la réalisation de l'ensemble de ces travaux à un seul et même prestataire.

Afin de faciliter la passation de ce marché de travaux par la mutualisation des procédures de passation, permettre des économies d'échelle et assurer une bonne réalisation des travaux, la Commune de SOORTS-HOSSEGOR et le SYDEC souhaitent constituer un groupement de commande.

Pour ce faire, une convention constitutive du groupement de commande doit être mise en place.

La convention jointe fixe les conditions de ce groupement de commande dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Le coordonnateur du groupement de commande est la commune de Soorts-Hossegor ;
- Le groupement de commande est constitué jusqu'à la notification du marché de travaux par chaque collectivité au candidat retenu ;
- Par la suite, chaque marché sera géré indépendamment par chaque membre du groupement.

Sur le plan financier, les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération ; ses prestations sont assurées à titre gratuit.

Les frais relatifs à la publication de l'avis d'appel à la concurrence seront répartis entre les différents membres du groupement au prorata des montants commandés par chacune des parties.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1414-3.-I, L.2121-2, L.2121-22 et L.2121-29,

Vu le code de la commande publique,

Considérant que la commune et le SYDEC souhaitent procéder à des travaux sur une même voie de façon simultanée,

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement ;

Considérant que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du code général des collectivités territoriales, et composée comme suit :

- un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- la commission d'appel d'offres est présidée par le maire de la commune de Soorts-Hossegor, coordonnateur, ou son représentant.

Monsieur le Maire rappelle que la composition de la commission d'appel d'offres de la commune de Soorts-Hossegor est la suivante :

Président : Christophe VIGNAUD

Membres titulaires : Patrice BIANCONE, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, André JAKUBIEC, Emmanuelle BESCHERON et Catherine CERIZAY-MONTAUT ;

Membres suppléants : Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE et Henri ARBEILLE.

***Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,***



**APPROUVE** le projet de convention constitutif de groupement de commandes entre la Commune de Soorts-Hossegor et le SYDEC pour les travaux d'aménagement de l'avenue des Bergeronnettes tel que présenté ci-après en annexe de la présente délibération,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention annexée et tout document afférent à ce dossier.

**DÉSIGNE :**

Monsieur André JAKUBIEC comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

Et

Monsieur Alain CLAVERIE comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les marchés publics et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



## **CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES**

**Travaux d'Aménagement Avenue des Bergeronnettes**

**Commune de SOORTS-HOSSEGOR - Canalisation de transfert de sable  
SYDEC - Réseau d'Assainissement Collectif**

**Marché de Travaux**

## **PREAMBULE**

La commune de SOORTS-HOSSEGOR prévoit la mise en place d'une canalisation enterrée de transfert de sable entre le Lac et l'Océan via l'avenue des Bergeronnettes.

Le SYDEC prévoit une extension du réseau des eaux usées sur cette voie.

Afin de permettre une bonne réalisation continue et simultanée de ces opérations, les collectivités précitées ont retenu la solution de confier la réalisation de l'ensemble de ces travaux à un seul et même prestataire.

Afin de faciliter la passation de ce marché de travaux par la mutualisation des procédures de passation, permettre des économies d'échelle et assurer une bonne réalisation des travaux, la Commune de SOORTS-HOSSEGOR et le SYDEC souhaitent constituer un groupement de commande en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Ainsi, ils ont décidé de conclure une convention constitutive du groupement.

## **ARTICLE 1 - MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement sont :

- La commune de SOORTS-HOSSEGOR, représentée par Monsieur Christophe VIGNAUD, maire de la commune, dûment habilité par la délibération du conseil municipal en date du 28 juin 2024,
- Le Syndicat d'Equipement des Communes des Landes (SYDEC), représenté par son président, Monsieur Jean-Louis PEDEUBOY, dûment habilité par la délibération du bureau syndical en date du XX/XX/2024,

## **ARTICLE 2 - OBJET DU GROUPEMENT**

Il est créé un groupement de commandes entre la commune de SOORTS-HOSSEGOR et le SYDEC.

Le groupement a pour objet exclusif et temporaire la passation d'un marché de travaux pour la réalisation des travaux de canalisation de transfert de sable et d'extension du réseau des eaux usées sur la commune de SOORTS-HOSSEGOR sur l'avenue des Bergeronnettes, selon une procédure adaptée.

### **ARTICLE 3 - DUREE DU GROUPEMENT ET DE LA CONVENTION**

Le groupement de commandes est constitué à la date de signature de la convention par les parties.

Il prendra fin à la date de notification du marché de travaux par chaque collectivité au candidat retenu.

### **ARTICLE 4 - COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Les parties conviennent de désigner la commune de SOORTS-HOSSEGOR comme coordonnateur du groupement de commandes.

### **ARTICLE 5 – MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

La commune de SOORTS-HOSSEGOR et le SYDEC donnent mandat au coordonnateur pour organiser et établir le dossier de consultation du marché de travaux.

La rédaction des pièces du marché de travaux visé à l'article 2 sera réalisée par le coordonnateur.

A cet effet, les membres du groupement lui transmettront toutes les informations nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect du Code de la Commande Publique, aux missions suivantes :

- Rédiger les documents contractuels ;
- Procéder aux formalités de publication adéquates ;
- Se charger de l'organisation et du fonctionnement de la commission d'appel d'offres du groupement ;
- Informer le titulaire du marché qu'il a été retenu ;
- Aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- Rédiger les rapports de présentation.

### **ARTICLE 6 - MODALITES ORGANISATIONNELLES DU GROUPEMENT**



## ▮ Définition et communication des besoins

Chacun des membres du groupement, devra déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur.

## ▮ Signature, notification et transmission au contrôle de légalité

Chacune des parties devra en outre :

- Signer et notifier, en son nom propre, le marché mentionné à l'article 2 ;
- Régler et transmettre la décision relative à ce marché au contrôle de légalité ;
- Régler les sommes relatives à la partie qui la concerne.

## **ARTICLE 7 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du code général des collectivités territoriales, et composée comme suit :

- un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- la commission d'appel d'offres est présidée par le maire de la commune de Soorts-Hossegor, coordonnateur, ou son représentant.

## **ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être modifiée par avenant et devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des parties.

## **ARTICLE 9 – MODALITES DE RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chacune des parties pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 1 mois.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les missions de coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération. Ces prestations sont assurées à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement de commandes.

Les frais relatifs à la publication de l'avis d'appel à la concurrence seront répartis entre les différents membres du groupement au prorata des montants commandés par chacune des parties.

Le coordonnateur avancera les frais de publicité et se fera rembourser par chaque membre du groupement par l'émission d'un titre de recettes.

Chaque membre du groupement est chargé d'assurer le règlement au titulaire des sommes du marché qui le concerne.

## **ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES**

Le règlement des litiges relatifs à la passation du marché de maîtrise d'œuvre relève de la responsabilité du coordonnateur.

Le règlement des litiges relatifs à l'exécution du marché relève de la responsabilité de chaque membre.

La présente convention est établie en 4 exemplaires.

Fait à SOORTS-HOSSEGOR, le

Pour la commune

Le Maire

Christophe VIGNAUD

Pour le SYDEC

Le Président

Jean-Louis PEDEUBOY



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n° 240628-10 : Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière de Capbreton, Labenne et Soorts-Hossegor 2023-2027**  
**Approbation de la convention de partenariat et de financement relative au projet de recherche portant sur la dérive littorale**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

La deuxième Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) 2023-2027 porte une attention particulière à l'amélioration de la connaissance de l'érosion côtière à l'échelle des trois communes voisines (Capbreton, Labenne, Soorts-Hossegor).

La réalisation de travaux de recherche universitaires est inscrite au programme d'actions de la stratégie locale au titre de l'axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque d'érosion côtière, action 1.1.4.

La commune de Capbreton, cheffe de file de la stratégie locale, s'est rapprochée de l'Université de Bordeaux et plus particulièrement du laboratoire de recherche EPOC travaillant spécifiquement sur le fonctionnement hydro sédimentaire des environnements littoraux et côtiers.

De nombreux échanges avec le laboratoire de recherche et les partenaires techniques de la SLGBC ont confirmé l'intérêt et la pertinence d'apporter de nouvelles connaissances scientifiques au droit du secteur de Capbreton, portion de côte sableuse à la dynamique littorale complexe.

Lors de la séance du 19 octobre 2023 du comité technique de la SLGBC, le contenu et les objectifs du projet ont été présentés par le laboratoire EPOC puis ont été validés par les membres de la stratégie locale.

Le projet de recherche porte sur une meilleure compréhension de la dérive littorale à l'échelle des trois communes littorales comprenant la côte sableuse, le Gouf de Capbreton, le chenal du Boucarot, le lac marin d'Hossegor auxquels s'ajoutent le port de Capbreton et ses affluents Bourret et Boudigau.

En séance du 11 décembre 2023, le comité de pilotage de la SLGBC a examiné et validé l'enveloppe financière du projet allouée dans le cadre de la stratégie (209 000 € HT) sur une durée de 4 ans (2024 à 2027).

Le projet de recherche, associant plusieurs maîtres d'ouvrage, nécessite la passation d'une convention de partenariat définissant les modalités de mise en œuvre et de financement, les droits et obligations (jointe en annexe).

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2017 portant approbation de la stratégie locale de gestion du trait de côte ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 20 janvier 2023 validant les orientations de la deuxième stratégie locale de gestion de la bande côtière 2023-2027 ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023 validant le programme d'actions de la deuxième stratégie littorale et la convention de partenariat entre maîtrises d'ouvrage ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention annexée et tout document afférent à ce dossier.



**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

Convention de partenariat et de financement dans le cadre du projet :

**Projet de recherche portant sur la dérive littorale  
dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière  
de Soorts-Hossegor, Capbreton et Labenne 2023-2027**

ENTRE :

**La Commune de Capbreton**

N° SIRET 214 000 655 00016

Située Place Saint-Nicolas, 40130 Capbreton

Représenté par Monsieur Patrick LACLÉDÈRE, en qualité de Maire

ci-après désignée par « **Commune de Capbreton** »

ET :

**La Commune de Labenne**

N° SIRET 214 001 331 00013

Située Place de la République, 40530 Labenne

Représenté par Monsieur Jean-Luc DELPUECH, en qualité de Maire

ci-après désigné par « **Commune de Labenne** »

ET :

**La Commune de Soorts-Hossegor**

N° SIRET 214 003 048 00011

Située 18 avenue de Paris, 40150 Soorts-Hossegor

Représenté par Monsieur Christophe VIGNAUD, en qualité de Maire

ci-après désignée par « **Commune de Soorts-Hossegor** »

ET :

**La Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud (MACS)**

Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre,

N° SIRET 244 000 865 00091

Située Allée des camélias, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse

Représenté par Monsieur Pierre FROUSTEY, en qualité de Président

ci-après désignée par « **Communauté de Communes MACS** »

ET :

**L'UNIVERSITE DE BORDEAUX,**

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,

N° SIRET 130 018 351 00010

Située 351 cours de la Libération, 33405 Talence cedex

Représentée par son Président, Monsieur Dean LEWIS, agissant en cette qualité

ci-après désignée par « **Université de Bordeaux** »,

Les communes de Capbreton, de Labenne, de Soorts-Hossegor et la Communauté de Communes MACS sont ci-après nommées les « collectivités locales ».

## **LES PARTIES ONT DONC CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de versement de la contribution financière des quatre collectivités locales à l'Université de Bordeaux dans le cadre du projet de recherche portant sur la dérive littorale.

Les cinq signataires, à savoir les communes de Capbreton, Labenne et Soorts-Hossegor, la Communauté de Communes MACS et l'Université de Bordeaux, s'engagent à respecter la présente convention décrivant leurs droits et obligations quant à la réalisation du projet de recherche.

### **ARTICLE 2 – PRESENTATION DU PROJET**

Les collectivités locales et l'Université de Bordeaux collaborent dans le cadre du projet de recherche portant sur la dérive littorale, ci-après désigné par le « Projet », inscrit au programme d'actions de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière (SLGBC) de Capbreton, Labenne et Soorts-Hossegor 2023-2027, au titre de l'axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque d'érosion côtière, action 1.1.4.

Le Projet, à l'initiative de l'Université de Bordeaux, est conduit sous la responsabilité scientifique de M. Bruno Castelle. Il implique le laboratoire EPOC - Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux rattaché à l'Université de Bordeaux.

Les travaux de recherche portent sur une meilleure compréhension du fonctionnement hydro-sédimentaire du littoral à l'échelle des trois communes littorales que sont Soorts-Hossegor, Capbreton et Labenne. Ils tendent à appréhender l'ensemble du système complexe et interconnecté, que représente l'interface terre-mer, dans lequel les processus hydrodynamiques et de transport sédimentaire se produisent de manière couplée et interdépendante. La zone d'étude comprend la côte sableuse, la tête du Gouf de Capbreton, le chenal du Boucarot, le lac marin d'Hossegor et son chenal d'accès auxquels s'ajoutent le port de Capbreton et les affluents Bouret et Boudigau.

L'objectif principal du Projet est d'apporter de nouvelles connaissances scientifiques permettant d'aider à une gestion durable du littoral compris entre Soorts-Hossegor et Labenne, dont certains secteurs présentent des taux d'érosion importants.

Selon une approche intégrée, les travaux de recherche ont pour objectif :

- d'établir un bilan sédimentaire annuel plus précis de la zone d'étude,

- de proposer un schéma conceptuel des processus de transport, d'érosion et de sédimentation le long du littoral sableux ainsi que vers le large et vers l'intérieur des terres (chenal du Boucarot jusqu'au lac marin d'Hossegor) à différentes échelle temporelles,
- d'évaluer, au moyen de modélisation numérique, des trajectoires d'évolution du littoral en fonction de scénarios hydro-climatiques et/ou d'aménagement.

Les connaissances scientifiques qui émaneront du Projet sont destinées à être transférées vers les acteurs socio-économiques et gestionnaires. Elles permettront aux décideurs publics de mieux appréhender les phénomènes d'érosion côtière.

En séance du 19 octobre 2023, lors du comité technique de la SLGBC, le contenu et les objectifs du projet ont été présentés par le laboratoire EPOC et validés par les membres de la stratégie locale.

En séance du 11 décembre 2023, le comité de pilotage de la SLGBC a examiné et validé l'enveloppe financière du projet allouée dans le cadre de la stratégie. Elle est fixée à 209 000 € HT de 2024 à 2027, soit une durée du projet de 4 ans.

Le plan de financement prévisionnel et les différents contributeurs sont rappelés en annexe 1 de la présente convention.

### ARTICLE 3 – MODALITES DE PARTENARIAT

Les quatre collectivités locales seront associées au Projet via le Comité de Pilotage du Projet qui sera constitué des partenaires techniques, scientifiques et institutionnels.

Les quatre collectivités locales pourront contribuer au Projet via des échanges entre le doctorant, les responsables scientifiques du Projet et le chargé de mission de la Commune de Capbreton en charge de la gestion du littoral. Les collectivités locales pourront faciliter l'accès des équipes académiques à certaines données d'intérêt pour le Projet.

Les quatre collectivités locales seront destinataires des rapports d'avancement de la thèse et des publications et/ou communication en lien avec le Projet.

### ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

Les quatre collectivités locales s'engagent à verser à l'Université de Bordeaux une contribution de **Deux-cent-neuf-mille Euros Hors Taxe** (209 000 € HT), soit une aide financière de l'ordre de 52 250 € HT par collectivité locale.

La participation des collectivités locales au financement du Projet n'est aucunement exclusive d'autres financements que l'Université de Bordeaux pourrait obtenir de tiers dans le cadre de subventions, de bourses d'étude, ou autres.

Le montant accordé par les quatre collectivités locales est hors champ de la TVA en l'absence de contrepartie individualisée au bénéfice des collectivités locales.



La contribution versée par les collectivités locales sera exclusivement utilisée au titre du Projet jusqu'à épuisement des fonds.

Ces dernières ne revendiquent aucun droit de propriété sur les résultats des travaux de recherche de l'Université de Bordeaux. Néanmoins, l'ensemble des données collectées et produites ainsi que les divers livrables issus des travaux de recherche seront mis à la disposition des quatre collectivités locales dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière.

## ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT

Les sommes définies à l'article 4 seront versées par chaque collectivité locale, à savoir les communes de Capbreton, de Labenne, de Soorts-Hossegor et la CC MACS, à l'Université de Bordeaux selon l'échéancier suivant (cf. annexe 1) et au compte bancaire indiqué ci-après :

- un versement initial de **13 062,50 €** par chaque collectivité locale à la signature de la présente convention,
- un deuxième versement de **13 062,50 €** par chaque collectivité locale au 01/10/2025,
- un troisième versement de **13 062,50 €** par chaque collectivité locale au 01/10/2026,
- un quatrième versement de **13 062,50 €** par chaque collectivité locale au 01/10/2027.

Cet échéancier fait référence au plan de financement prévisionnel du programme d'actions de la SLGBC rappelé en annexe 1 de la présente convention.

### Pour l'Université de Bordeaux :

- TRESOR PUBLIC - Trésorerie Générale de la Gironde
- Code Banque 10071
- Code Guichet : 33000
- Compte N° 00001001241
- Clé : RIB 28
- IBAN : FR76 1007 1330 0000 0010 0124 128

Les factures de l'Université de Bordeaux seront établies en un exemplaire via la plateforme Chorus pro (format dématérialisé) sous le n° SIRET xxx, libellées de la façon suivante :

xx  
xx  
xx

à l'attention des quatre collectivités locales en qualité de maitrises d'ouvrage de l'action 1.1.4 du programme d'actions de la SLGBC de Capbreton, Labenne, Soorts-Hossegor en collaboration avec la CC MACS

## ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

L'Université de Bordeaux s'engage à mentionner le soutien des quatre collectivités locales et de leurs partenaires institutionnels (Europe, Etat, Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes) dans toutes les actions de communication autour du Projet.

L'Université s'engage à informer les collectivités locales et leurs partenaires institutionnels de toute situation susceptible d'affecter le déroulement de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 – DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION DE VERSEMENT**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et ce jusqu'au 31 décembre 2027.

#### **ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la convention.

#### **ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par chacune des parties signataires, dans deux cas :

- à tout moment, en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou de l'une des clauses de quelconque des avenants à cette convention, dès lors que dans le mois suivant la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'autre partie n'aura pas pris les mesures appropriées ;
- par lettre recommandée avec accusé de réception notifiée à l'autre partie trois mois à l'avance, en cas de modification intervenue dans la politique de gestion de la bande côtière d'une Commune, de la Communauté des Communes, et remettant en cause de manière substantielle l'économie générale de la convention.

#### **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINALES**

La présente convention est régie par la loi française.

En cas de difficulté relative à l'interprétation ou l'exécution de la convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Pau.

FAIT EN DEUX (2) EXEMPLAIRES ORIGINAUX :

<p><b>Pour la Commune de Capbreton</b></p> <p>Patrick LACLÉDÈRE Maire de Capbreton</p> <p>Fait à Capbreton Le</p> <p>Signature :</p>	<p><b>Pour la Commune de Labenne</b></p> <p>Jean-Luc DELPUECH Maire de Labenne</p> <p>Fait à Labenne Le</p> <p>Signature :</p>
<p><b>Pour la Commune de Soorts-Hossegor</b></p> <p>Christophe VIGNAUD Maire de Soorts-Hossegor</p> <p>Fait à Soorts-Hossegor Le</p> <p>Signature :</p>	<p><b>Pour la Communauté de Communes MACS</b></p> <p>Pierre FROUSTEY Président de la CC MACS</p> <p>Fait à Saint-Vincent-de-Tyrosse Le</p> <p>Signature :</p>
<p><b>Pour l'Université de Bordeaux :</b></p> <p>Dean LEWIS Président de l'Université de Bordeaux</p> <p>Fait à Talence Le</p> <p>Signature :</p>	

## **ANNEXES**

### **ANNEXE 1 – Plan de financement prévisionnel (2024-2027)**

STRATEGIE LOCALE DE GESTION DE LA BANDE COTIERE - CAPBRETON, LABENNE, SOORTS-HOSSEGOR - PROGRAMME D'ACTIONS - 2023-2027 - PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL																			
FICHES ACTIONS		Pilotage	Maîtrise d'ouvrage	2023	2024	2025	2026	2027	Totaux		EUROPE		ETAT (FNAET, ARIFT, Fonds vert)		REGION		DEPARTEMENT	AUTO FINANCEMENT LOCAL	
AXE 1 - POURSUITE DE LA CONNAISSANCE DE L'ALEA EROSION ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE											AXE 1 - POURSUITE DE LA CONNAISSANCE DE L'ALEA EROSION ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE								
Axe 1.1 - Poursuite de la connaissance de l'Aléa																			
4 - Programme de recherche sur la dérive littorale (4 ans)	Laboratoire EPOC (U. de Bordeaux)	Capbreton	- €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	52 250,00 €		34%	18 000,00 €	17%	9 000,00 €	13%	6 750,00 €	-	Non éligible	18 500,00 €
		Labenne	- €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	52 250,00 €	18 000,00 €		6 750,00 €		18 500,00 €					
		Soorts-Hossegor	- €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	52 250,00 €	18 000,00 €		6 750,00 €		18 500,00 €					
			- €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	52 250,00 €	18 000,00 €		6 750,00 €		18 500,00 €					
		CC MACS	- €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	13 062,50 €	52 250,00 €			18 000,00 €		6 750,00 €					18 500,00 €
Total axe 1.1			- €	52 250,00 €	52 250,00 €	52 250,00 €	52 250,00 €	52 250,00 €	209 000,00 €			72 000,00 €		36 000,00 €		27 000,00 €	- €	74 000,00 €	



## ANNEXE 2 : Descriptif du projet

### Projet d'étude du système littoral-lac d'Hossegor pour Stratégie bande côtière (SLGBC Capbreton-Hossegor-Labenne 2023-2027)

Bruno Castelle, Isabel Jalon-Rojas, Aldo Sottolichio  
Laboratoire EPOC UMR CNRS 5805 – Université de Bordeaux  
03/05/2023

#### 1. Objectifs

Ce projet a pour objectif d'apporter de nouvelles connaissances scientifiques permettant d'aider la gestion durable du littoral sud de la commune de Capbreton qui présente des taux d'érosion importants. Il s'agit donc d'améliorer les connaissances fondamentales et de réaliser un diagnostic sur le fonctionnement hydro-sédimentaire du littoral compris entre Labenne et Capbreton, la passe de Boucarot, le canal d'Hossegor et le lac d'Hossegor. Cet ensemble constitue ce que l'on appelle communément un *continuum à l'interface terre-mer*, comprenant le littoral sableux, la tête du Canyon de Capbreton, le lac et les chenaux d'accès adjacents, auxquels s'ajoutent le Port de Capbreton et les affluents Bouret et Boudigau. Les ouvrages de défense, les opérations de dragage, et en particulier un système de transfert hydraulique de sable (*bypass*) depuis la plage de Notre-Dame vers les plages au sud du débouché du Boucarot, sont aussi des éléments anthropiques déterminants au sein du *continuum*. Ce *continuum* est un système complexe et interconnecté dans lequel les processus hydrodynamiques et de transport sédimentaire se produisent de manière couplée et interdépendante.

L'état de l'art scientifique a prouvé que pour bien comprendre les phénomènes se déroulant dans ces environnements, et notamment les problématiques d'érosion du littoral ouvert, il est nécessaire d'aborder l'ensemble du *continuum*. En effet, la quantification des flux de sable vers le littoral Sud et les conclusions sur les processus dominants et sur les stratégies d'adaptation possibles peuvent être largement biaisées si on ne prend pas en compte les flux entrants dans le Boucarot et en tête du Canyon. De la même manière, la compréhension des flux entrants et de l'ensablement de l'entrée du port et du lac ne peut se faire sans une connaissance robuste des processus littoraux.

Les connaissances que le projet entend apporter peuvent se résumer comme ci-dessous :

- Etablir un bilan sédimentaire annuel plus précis du littoral, en particulier afin de mieux quantifier les transits sédimentaires N-S par la dérive littorale (vers Capbreton/Santocho), vers le large (Canyon de Capbreton) ainsi que vers l'intérieur du système canal-lac d'Hossegor et du Port de Capbreton ;
- Proposer un schéma conceptuel des processus de transport, d'érosion et de sédimentation le long du littoral sableux, ainsi que vers le large et vers le canal de Boucarot jusqu'au lac d'Hossegor. Ce schéma conceptuel inclut un meilleur diagnostic de l'érosion par les vagues, de l'impact des ouvrages et du système de *bypass*, de l'ensablement du Port de Capbreton, une meilleure quantification des flux sédimentaires, et une meilleure connaissance du régime des vagues, de la propagation de la marée, des courants, de l'influence des affluents Bouret et Boudigau, depuis l'échelle instantanée jusqu'à l'échelle pluriannuelle ;
- Evaluer, au moyen de la modélisation numérique, des trajectoires d'évolution en fonction de scénarios hydro-climatiques et/ou d'aménagement.

Pour atteindre ces objectifs, une approche intégrée est nécessaire. C'est pourquoi le projet repose sur la combinaison de données pluri-décennales issues de l'imagerie satellitaire, de mesures *in situ* et de la mise en œuvre d'un modèle numérique 3D hydro-sédimentaire. Une campagne de mesures intensive fournira des données *in situ* originales pour caractériser et mieux comprendre la dynamique hydro-sédimentaire de l'ensemble de la zone. Le modèle 3D sera capable de simuler les courants, les vagues, le vent, le flux de sable et de vase, et éventuellement les modifications morphologiques dues à l'érosion et au dépôt sédimentaire. Il sera utilisé pour simuler des scénarios académiques, passés ou futurs, à des échelles de temps plus longues que ne le permettent les mesures. Le modèle bénéficiera des mesures de la campagne intensive pour sa calibration et validation. D'autres mesures et données bathymétriques déjà existantes et disponibles, couplées à l'imagerie satellitaire, seront également exploitées, afin de reconstituer et comprendre les évolutions saisonnières et décennales passées du système.

A la fin du projet, en plus d'une meilleure compréhension du fonctionnement du système, le consortium disposera d'un modèle hydro-sédimentaire validé qui pourra être utilisé pour des scénarios académiques qui aideront à éclairer les décisions relatives aux aménagements et aux stratégies d'adaptation (*bypass*, dragage passe Boucarot et rechargement plage de Santocha, clapage des sédiments du lac sur les plages de Soorts-Hossegor).

## 2. Axes du projet

Le projet repose sur 5 axes complémentaires. Les axes 1 à 4 seront conduits simultanément dès le début du projet. L'axe 5 pourra débuter ultérieurement, et s'alimentera des résultats des 4 premiers axes.

### 1) Inventaire et analyse des données historiques (incluant satellite et lidar bathymétrique)

Cet axe a pour objectif de rassembler l'ensemble des données existantes sur le site d'étude afin d'apporter une profondeur historique quantitative des évolutions passées. Ces données couvriront notamment les données de forçages (vagues, marée) issues de bouées et de simulations rétrospectives, et les données topo-bathymétriques (données Lidar, levés bathymétriques, suivis morphologiques CASAGEC) et d'autres données acquises dans le cadre de la SLGBC 2<sup>ème</sup> génération (2023-2027). C'est le cas notamment de levés bathymétriques multi-faisceaux prévus et du mouillage d'une nouvelle bouée directionnelle de houle du réseau Candhis. Nous exploiterons également les données satellitaires (depuis LandSat 5 en 1984) pour reconstruire sur les 40 dernières années l'évolution du trait de côte et ses incertitudes sur la zone, et réaliser des estimations des bathymétries passées dans le lac. Ces données devront être combinées avec des informations disponibles sur les actions anthropiques (quantités de *bypass* sédimentaires, opérations de dragage, etc.)

### 2) Mesures *in situ*, campagne intensive

Cet axe vise à la fois à mieux comprendre la dynamique hydro-sédimentaire de la zone et à fournir une base de données pertinentes pour calibrer et valider le modèle hydro-sédimentaire (cf. Axe 3). Nous réaliserons une campagne de mesures intensive, sur une période de 4 à 6 semaines. Pour la première fois des données hydrodynamiques, sédimentaires et bathymétriques seront collectées simultanément sur l'ensemble du *continuum* (plage, passe du



Boucarot, canal d'Hossegor et fond du lac). Des capteurs de pression seront également déployés sur une période d'un an pour caractériser les niveaux d'eau (marée, surcote, ondes infragravitaires, etc.) à toutes les saisons. Le protocole minimal proposé est indiqué sur la figure 1, en s'appuyant sur une partie du parc instrumental EPOC. Il pourrait être complété par l'apport des mesures d'autres partenaires, en particulier sur les plages et en tête de canyon. La campagne de mesures est détaillée plus loin (section 3- Plan de campagnes de mesures *in situ*). Cette campagne de mesures pourra être combinée avec les expérimentations menées par le SIAME sur l'impact des vagues sur les ouvrages dans le cadre de la SLGBC afin de mutualiser les efforts.

### 3) Mise en place et validation du modèle plage-chenal-lac

Un modèle couplé vagues-courant-transport sédimentaire sera mis en place sur la zone. Le modèle sélectionné (TOMAWAC-TELEMAC) permet en effet la confection d'un maillage numérique non-structuré capable de décrire la géométrie complexe de la zone, ainsi que la prise en compte robuste de l'action des vagues et des interactions vagues-courant nécessaires pour l'estimation de la dérive littorale et des flux sédimentaires entrant dans la passe du Boucarot et en tête de canyon. Les apports fluviaux des affluents du Port (Bouret et Boudigau) seront également considérés. Suite à la mise en place du maillage, qui devra être aussi raffiné dans les zones où des scénarii bathymétriques sont envisagés (Axe 5), le modèle hydrodynamique sera calibré et validé grâce aux données de l'Axe 2..

### 4) Exploitation du modèle, analyse de l'évolution du système littoral ouvert/semi-fermé

Dans cet axe, les résultats des 3 premiers axes seront combinés afin de générer un modèle conceptuel, quantitatif, du site d'étude. Une attention toute particulière sera apportée au diagnostic de l'érosion du littoral de Capbreton et le comblement du port de Capbreton et du lac d'Hossegor via la quantification des flux sédimentaires rentrant dans la passe du Boucarot. En effet, les flux sédimentaires ne peuvent pas être mesurés *in situ* et la comparaison de levés topo-bathymétrique peut, si mal interprétée, amener à des conclusions biaisées puisque le budget sédimentaire ne peut pas être bouclé. L'impact des ouvrages de défense du système *bypass* sur les flux sera aussi exploré. Le modèle numérique permettra donc de développer un schéma conceptuel, et devra aussi estimer la variabilité interannuelle des évolutions.

### 5) Scénarios, recommandations (incluant analyse SHS)

Cet axe, co-construit avec les acteurs de la SLGBC et avec une implication de collègues en Sciences Humaines et Sociales, vise à réaliser des premiers scénarii (ouvrages, opération de rechargement et/ou de dragage, modification du système de *bypass*, ...) ayant pour objectif de limiter à la fois l'érosion du littoral Sud de Capbreton et le comblement du lac d'Hossegor, en explorant par exemple les solutions pour limiter les flux sédimentaires entrants. Ce travail pourrait impliquer de la RH supplémentaire et le recrutement, au moins, d'un stagiaire M2.

## 3. Plan de campagnes de mesures *in situ*

Une étape importante du projet sera l'organisation d'une campagne de mesures dite « intensive » par le nombre de mesures qui seront réalisées simultanément en un temps

relativement court (environ 4 à 6 semaines). Ces données sont nécessaires pour caractériser les variables hydrodynamiques et sédimentaires, et pour comprendre les mécanismes à court terme sur l'ensemble de la zone. Ces données seront, de plus, indispensables pour valider la chaîne de modélisation hydro-sédimentaire.

Le but est de collecter des séries temporelles à haute fréquence des niveaux d'eau, vagues, courants, turbidité, salinité. Pour cela nous utiliserons le Parc Instrumental de Mesures Physiques d'EPOC, complété par des équipements qui seraient mis à disposition par d'autres partenaires. Il faut noter ici qu'instrumenter la côte océane dans la bande soumise à l'action des vagues est un véritable défi et présente une prise de risque très élevée. Plutôt que de disposer deux ou trois courantomètres fixes dans la zone de déferlement, qui pourraient être rapidement perdus, ensablés, ou encore blesser grièvement un surfeur dans une chute, une approche ambitieuse pourra être de déployer des flotteurs dérivants (drifters) équipés de GPS dont le design permet d'être transportés dans la colonne d'eau sans surfer. En déployant plusieurs de ces flotteurs ou drifters, ils peuvent permettre de reconstruire les circulations complexes (bypass vers les plages sud, recirculation, entrée dans le Boucarot, déflexion du courant contre un ouvrage, etc.). Cette approche est chronophage, souvent risquée, et nécessite l'appui d'équipes de sauveteurs expérimentés. L'expérience d'EPOC dans ce type de mesures risquées et ses liens privilégiés avec le SMGBL dans le cadre d'autres projets (e.g. SWYM) permettent d'envisager ce type d'expérimentation dans le site d'étude.

Les localisations des dispositifs sont indiquées en figure 1.

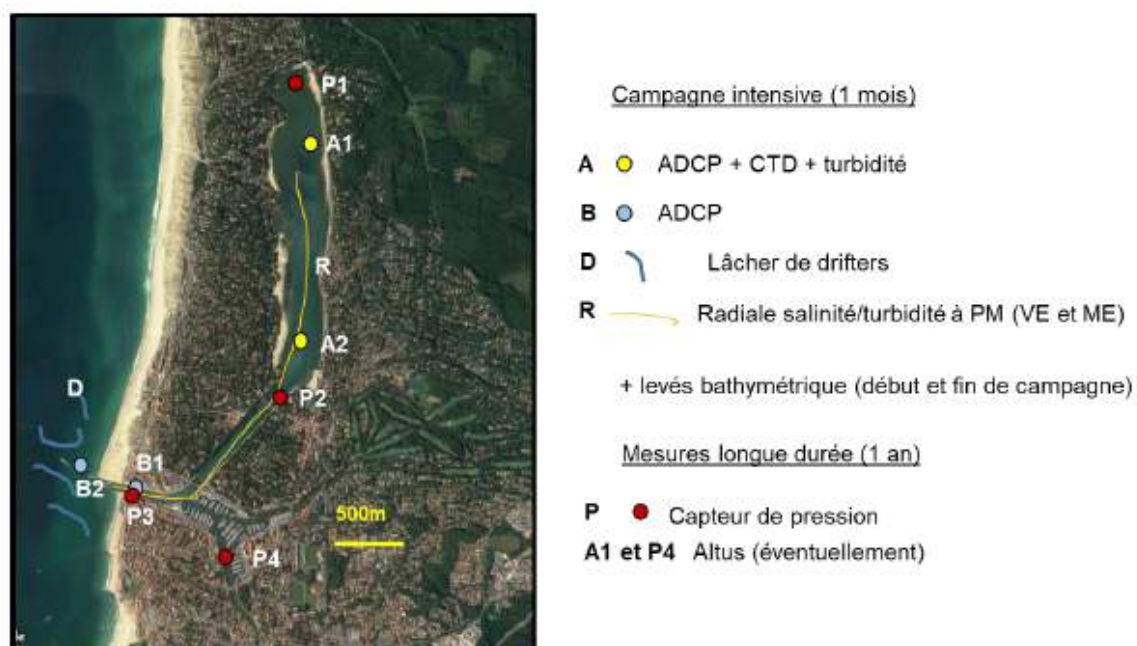


Figure 1 : Plan de déploiement des mesures lors de la campagne intensive

Aux points A seront installés sur le fond un courantomètre profileur acoustique ADCP, associé à une sonde CTD et à un turbidimètre optique. Ces appareils mesureront en continu (toutes les 10") les courants, la température, la salinité et la turbidité de l'eau. Aux mêmes endroits seront



installés des altimètres acoustiques ALTUS (NKE), qui mesurent en un point les variations verticales du fond sédimentaire.

Aux points B seront installés des courantomètres ADCP pour mesurer les courants dans la zone d'influence des vagues à l'embouchure du canal de Boucarot et au large du littoral Sud. L'installation de ces courantomètres en zone très énergétique, où l'on s'attend à des remaniements sédimentaires importants, nécessitera une technique de pose particulière.

Sur le littoral, seront réalisés des lâchers de dériveurs (drifters) munis de GPS (D), qui permettront de caractériser et quantifier les circulations au voisinage des digues nord et sud (contournement vers le sud, vers la tête de canyon, entrée dans la passe du Boucarot) sur la zone notamment le contournement des courants, et qui compléteront les mesures en point fixe. Ces lâchers seront réalisés pour différentes conditions de marée et/ou de vagues sur un nombre de jours qu'il reste à déterminer en trouvant un compromis, notamment, entre les attentes de la SLGBC, le soutien et la disponibilité de sauveteurs (SMGBL), les conditions météo-marines prédites, le coût humain et financier des lâchers (un groupe d'au moins quatre chercheurs dont deux dans l'eau doivent être mobilisés à plein temps), etc., et aussi et surtout de la possibilité par les acteurs locaux de sécuriser les zones de suivi et éviter des collisions, ce qui peut nécessiter notamment d'interdire la navigation pendant plusieurs heures.

Entre le canal et le lac seront réalisés des radiales (R), où à partir d'un zodiac seront mesurées la salinité et la turbidité de l'eau à l'aide d'une sonde, de manière à caractériser les gradients physiques et l'intrusion saline. Des échantillons d'eau et des sédiments du fond seront récupérés pour analyses (e.g. granulométrie, concentration des matières en suspension, vitesse de chute des sédiments, teneur en matière organique) afin de mieux caractériser l'environnement sédimentaire du continuum et calibrer les sondes de turbidité. Ces radiales seront réalisées à marée haute dans des conditions de marée de vive-eau et morte-eau.

En début et en fin de campagne seront réalisés des levés bathymétriques, qui permettront d'établir un bilan sédimentaire précis, grâce à l'évaluation des volumes déplacés combinée aux mesures ponctuelles. Ces mesures pourront se faire en complément et en concertation d'autres mesures bathymétriques prévues par d'autres partenaires (par exemple CASAGEC).

En amont de la campagne intensive, nous avons prévu d'installer des capteurs de pression (P) en 4 points le long du continuum pendant au moins 1 an. Ces capteurs mesureront les niveaux d'eau à haute fréquence (1Hz), et renseigneront sur la propagation de la marée et des vagues, mais aussi sur les éventuels effets du vent, ainsi que sur l'apparition d'ondes infragravitaires, difficiles à observer et à prédire mais qui peuvent générer des surcotes importantes tout au long de l'année. A ces mêmes endroits (y compris au Port), en fonction des appareils disponibles, des altimètres ALTUS pourront être posés sur le fond pour mesurer les variations sédimentaires pendant cette même année.

La durée de la campagne est estimée à environ 1 mois, qui est une durée suffisante pour caractériser les principaux forçages hydro-sédimentaires. Le printemps 2024 est une période favorable, environ 6 mois après la date envisagée de début du projet.



## 4. Participants et calendrier

### Participants d'EPOC au projet

Bruno Castelle, DR CNRS, physique des littoraux sableux et des vagues (30 j/an)

Isabel Jalon, CR CNRS, océanographe physicienne des littoraux et des estuaires (45j/an)

Aldo Sottolichio Professeur U. Bordeaux, dynamique sédimentaire estuarienne (20 j/an)

Vincent Marieu, IR CNRS, calcul scientifique et analyse d'images 15j/an

Stéphane Bujan, IE CNRS, mesures de terrain, plongée scientifique (10j/an)

1 IE UB (en cours de recrutement) mesures physiques, 45j/an

### A recruter :

1 doctorant (36 mois) dédié à la modélisation hydro-sédimentaire

1 postdoctorant (36 mois) dédié à l'organisation et l'analyse des campagnes de mesures

Le(a) doctorant(e) et le(a) postdoc qui seront recrutés dans le cadre du projet seront encadré(e)s par le B. Castelle, I. Jalon et A. Sottolichio. L'encadrement est compris dans leur temps de recherche.

### Calendrier

Nous visons un début de projet à l'automne 2023, ce qui implique l'établissement des conventions avant l'été. Le processus de recrutement du doctorant et du postdoc idéalement devrait se faire avant l'été, afin de permettre en démarrage vers octobre 2023, en même temps que le début du projet.

	Année 1				Année 2				Année 3				Année 4			
Inventaire-analyse historique																
Mesures longue durée																
Campagne intensive																
Mise en œuvre, calibration et validation du modèle																
Exploitation du modèle																
Scénarios, recommandations																
Réunions d'avancement																
Restitution finale																

## Budget provisoire

Projet Capbreton/Hossegor SLGBC		Budget provisoire 03/05/23		durée : 4 ans	
			cofinancement UB/CNRS	cofinancement PSGAR (Région)	aide sollicitée à SLGBC
<b>besoin en personnel (coût chargé)</b>					
1 doctorant 36 mois	120 000,00 €			60 000,00 €	60 000,00 €
1 postdoctorant 30 mois	137 500,00 €			68 750,00 €	68 750,00 €
1 Directeur de Recherche CNRS 30 j/an	57 000,00 €	57 000,00 €			
1 Professeur UB 2cl 20j/an	38 400,00 €	38 400,00 €			
1 Chargée de recherche CNRS 45j/an	62 100,00 €	62 100,00 €			
1 Ingénieur de Recherche modélisation CNRS 15j/an	23 400,00 €	23 400,00 €			
1 Ing. d'études mesures et instrumentation 45j/an	47 700,00 €	47 700,00 €			
<b>total coût personnel</b>	<b>486 100,00 €</b>	<b>228 600,00 €</b>		<b>128 750,00 €</b>	<b>128 750,00 €</b>
<b>besoin en fonctionnement (€ HT)</b>					
<b>environnement thèse et postdoc</b>					
frais de congrès, publications, stations de travail	30 000,00 €			15 000,00 €	15 000,00 €
<b>campagne intensive de mesures terrain</b>					
frais d'hébergement, repas 1 mois 4 à 6 personnes	10 000,00 €			5 000,00 €	5 000,00 €
assurance instruments	5 000,00 €			2 500,00 €	2 500,00 €
déplacements pour suivi annuel capteurs de pression	2 000,00 €			1 000,00 €	1 000,00 €
visites et réunions sur place (2 x an)	3 000,00 €			1 500,00 €	1 500,00 €
consommables (batteries, eccastillages)	8 000,00 €			4 000,00 €	4 000,00 €
zodiac pour suivi drifters 7 journées	5 000,00 €			2 500,00 €	2 500,00 €
vedette pour levé bathy 4 journées	2 500,00 €			1 250,00 €	1 250,00 €
vedette pour mouillages lac 2 journées	2 500,00 €			1 250,00 €	1 250,00 €
sous-traitance pose/dépose mouillages goulet + plage	8 000,00 €			4 000,00 €	4 000,00 €
zodiac pour radiales chenal 2 journées	1 500,00 €			750,00 €	750,00 €
frais généraux 20% (selon type de convention)	41 875,00 €				41 875,00 €
<b>total projet</b>	<b>605 475,00 €</b>	<b>228 600,00 €</b>		<b>167 500,00 €</b>	<b>209 375,00 €</b>
			37,76	27,66	34,58



## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n° 240628-11 : Compétence communautaire en matière de zones d'activité économique - approbation du projet d'avenant n°1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des ZAE**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et L. 5211-17 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;



VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 31 janvier 2017 portant définition des modalités de gestion transitoires, pour la période allant du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, des zones d'activité économique transférées à la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 14 mars 2017 portant fixation du montant des attributions de compensation des communes résultant des transferts de compétences en matière de zones d'activités économiques et de promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 14 mars 2017 portant définition des conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activité économique à la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 2 mai 2017 portant approbation du projet de convention de délégation de gestion pour l'entretien des zones d'activité économique implantées à intervenir avec les communes concernées ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 28 septembre 2018 approuvant l'adhésion de la Communauté de communes au SYDEC des Landes pour la compétence « mise en lumière des équipements publics » à compter du 1er janvier 2019 ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 28 mars 2024 approuvant l'avenant n°1 à la convention de délégation de gestion d'entretien courant des ZAE

VU le projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion pour l'entretien des zones d'activité économique, ci-annexé ;

CONSIDÉRANT que la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité économique (ZAE), relèvent de la seule compétence de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui en a l'exercice exclusif à compter du 1er juillet 2017, conformément aux délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres portant sur les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 5214-16-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que « la communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public » ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, dans le contexte inflationniste actuel, de modifier par voie d'avenant, les conditions financières des prestations d'entretien courant réalisées pour le compte de MACS, qui n'ont pas été revalorisées depuis 2017 ;

CONSIDÉRANT par ailleurs l'opportunité de mettre à jour les missions faisant l'objet de la convention de délégation de gestion susvisée en supprimant la prestation d'entretien des candélabres devenue caduque depuis l'adhésion au 1er janvier 2019 de MACS au SYDEC au titre de la compétence « mise en lumière des équipements publics » ;

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 23 voix pour***

***Et 2 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS)***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le projet d'avenant n° 1 de délégation de gestion de l'entretien des ZAE tel qu'annexé à la présente,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention et d'en poursuivre l'exécution,

**INSCRIT** les crédits nécessaires à l'encaissement de cette somme sur le budget de la commune,

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maelle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



**AVENANT N° 1**

**CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION DE L'ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE  
ENTRE  
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE COMMUNES MACS  
ET  
LA COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

La Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, représentée par son Président, Monsieur Pierre Froustey, Allée des Camélias, 40230 Saint-Vincent de Tyrosse, dûment habilité par une délibération en date du 27 juin 2023, désignée ci-après sous les termes « MACS » ou « la Communauté de communes »

**d'une part,**

**ET**

La Commune de Soorts-Hossegor représentée par son Maire, Christophe Vignaud, dûment habilité(e) par délibération du conseil municipal en date du..... désignée ci-après sous le terme « la Commune »

**d'autre part,**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-5, L. 5214-16 et L. 5214-16-1 ;

VU les dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral n° 989/2016 en date du 29 décembre 2016 portant modification et mise en conformité des statuts de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article 68-I de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/n° 12 en date du 13 février 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 2 mai 2017 portant approbation du projet de convention de délégation de gestion pour l'entretien des zones d'activité économique implantées à intervenir avec les communes concernées ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune en date du ..... portant approbation du projet de convention de délégation de gestion pour l'entretien de la ou des zone(s) d'activité économique implantée(s) sur son territoire ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 28 septembre 2018 approuvant l'adhésion de la Communauté de communes au SYDEC des Landes pour la compétence « mise en lumière des équipements publics » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS en date du 28 mars 2024 portant approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion pour l'entretien des zones d'activité économique implantées à intervenir avec les communes concernées ;

VU la délibération du conseil municipal en date du ..... portant approbation du projet d'avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion pour l'entretien de la ou des zone(s) d'activité économique implantée(s) sur son territoire ;

VU la convention de délégation de gestion pour l'entretien de la ou des zone(s) d'activité économique implantée(s) sur le territoire de la commune signée le 25 juillet 2017;

CONSIDÉRANT que la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité économique (ZAE), relèvent de la seule compétence de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 5214-16-1 du code général des collectivités territoriales, la Communauté de communes a souhaité confier, par convention, la gestion de l'entretien des zones d'activité économique relevant de ses attributions aux communes membres ;

CONSIDÉRANT toutefois que les conditions financières des prestations assurées par la commune, en application de la convention de délégation de gestion susvisée, demeurées inchangées depuis juillet 2017, doivent être revalorisées pour tenir compte de l'évolution des charges représentatives du coût des prestations ;

CONSIDÉRANT par ailleurs l'opportunité de mettre à jour les missions faisant l'objet de la convention de délégation de gestion susvisée en supprimant la prestation d'entretien des candélabres devenue caduque depuis l'adhésion au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de MACS au SYDEC au titre de la compétence « mise en lumière des équipements publics » ;

## IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

### Article 1er - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de délégation de gestion signée avec la commune comme suit :

À l'**article 1<sup>er</sup> - Objet**, le tableau des travaux et interventions est remplacé par le tableau suivant :

#### ZONE D'ACTIVITÉ PEDEBERT

Description des travaux	Nombre d'heures par an	Fréquence
Nettoyage voirie (balayage mécanique)	..... h /an	.....
Entretien des espaces verts (tonte, fauchage)	.....h /an	.....

L'**article 5 - Conditions financières** est remplacé par la rédaction suivante :

## « Article 5 - Conditions financières

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice des missions confiées dans le cadre de la présente convention de gestion, sont individualisées dans le cadre d'un budget annexe dans les conditions fixées à l'article L. 5211-56 du CGCT. Elles font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la commune, conformément aux règles comptables des opérations pour le compte de tiers, de manière à permettre l'élaboration du bilan financier relatif à l'exercice du mandat.

### 5.1 - Coûts annuels

En contrepartie des obligations et charges qui incombent à la commune en exécution de la présente convention, les dépenses d'entretien exposées par la commune lui seront remboursées par MACS selon le détail suivant :

Description des dépenses	Coûts annuels (valeur 2017)	Coûts annuels 2024 (valeur 2017 révisé)
Nettoyage voirie (balayage mécanique)	1 995,00 €	2 178,48 €
Entretien des espaces verts (tonte, fauchage)	9 072,00 €	9 906,36 €
Éclairage public (consommations électriques) *	Sans objet	Sans objet

\* Le remboursement des dépenses relatives aux consommations électriques des candélabres de la zone d'activité est conditionné aux équipements actuels. Cette prestation sera réévaluée en cas de modification intervenant sur les équipements existants et son remboursement deviendra caduc si la Communauté de communes MACS investit dans des travaux d'individualisation des points de comptage ou de modernisation en vue de réaliser des économies d'énergie. Les modifications précitées entreront en vigueur, sans qu'il soit nécessaire de les constater par voie d'avenant, à compter de la date mentionnée sur la notification par la Communauté de communes.

La commune établira les relations contractuelles et financières avec les entreprises et le personnel nécessaires pour assurer l'ensemble des missions lui incombant en exécution de la présente convention.

Les dépenses liées à l'exercice des missions objet de la présente convention donnent lieu à un remboursement par MACS à hauteur des sommes inscrites dans le tableau ci-dessus, sous réserve des conditions particulières stipulées en matière de consommations électriques de l'éclairage public et de l'application de la clause de révision stipulée à l'article 5.2 infra.

### 5.2 - Modalités de révision des coûts annuels

Les coûts annuels stipulés à l'article 5.1 ont été établis sur la base des valeurs des indices connus à la date d'établissement du présent avenant.

Les coûts seront révisés selon une périodicité annuelle, au cours du premier trimestre N+1, en fonction de l'évolution de l'indice de traitement brut pour l'ensemble des catégories de la fonction publique d'État, d'une part et d'autre part, de l'indice des prix à la consommation selon la formule ci-après :

$$Pr = P_0 \times \{0,10 + (0,65 \times ITB_1 / ITB_0) + (0,25 \times (IPC_1 / IPC_0))\}$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

P<sub>0</sub> : Prix initial à la date d'établissement de la convention (2017)

ITB<sub>1</sub> : Valeur de l'indice de traitement brut - grille indiciaire pour l'ensemble des catégories de référence à la date de révision (3<sup>ième</sup> trimestre N-1)

*ITB<sub>0</sub> : Valeur de l'indice de traitement brut - grille indiciaire pour l'ensemble des catégories de référence à la date de signature de la convention (3<sup>ième</sup> trimestre 2017 : 116,11)*

*IPC<sub>1</sub> : Valeur de l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages de référence à la date de révision (décembre N-1)*

*IPC<sub>0</sub> : Valeur de l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages de référence à la date de signature de la convention (juillet 2017 : 100,97)*

### 5.3 - Modalités de remboursement des dépenses par MACS

*La Communauté de communes remboursera les dépenses forfaitaires engagées pour son compte par la commune au plus tard le 30 avril de l'année N +1, calculées selon les coûts annuels établis et évalués en valeur de 2017, date de signature de la convention initiale et révisés par application de la formule de révision de l'article 5.2.*

### **Article 2 - Date d'effet du présent avenant**

Le présent avenant entre en vigueur à compte de sa date de signature par les parties.

### **Article 3 - Autres dispositions**

Les stipulations de la convention de délégation de gestion de l'entretien initiale, non modifiées par l'effet du présent avenant, demeurent applicables.

Le Maire de la commune et le Président de MACS seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent avenant.

Fait à Saint-Vincent-de-Tyrosse, le .....

En deux (2) exemplaires originaux.

**Le Président de la Communauté de communes  
Maremne Adour Côte-Sud,**

**Le Maire de la commune de Soorts-Hossegor,**

**Pierre Froustey**

**Christophe Vignaud**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-12 : Acquisition de la parcelle cadastrée AW11 dans le cadre du projet de sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les aménagements du projet de sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor nécessitent l'acquisition d'un espace d'environ 30 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AW11 appartenant au syndicat des copropriétaires de l'immeuble 304 AW11 Avenue du Temple Soorts-Hossegor.

Il est proposé d'acquérir ce terrain au prix de 35 euros par m<sup>2</sup> en référence au dernier prix de cession foncière pour des aménagements de voirie par la Commune.



**VU** les articles L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la consistance du domaine public,

***Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** l'acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble 304 Avenue du Temple Soorts-Hossegor une parcelle d'environ 30 m<sup>2</sup> cadastrée AW11 au prix de 35 euros par m<sup>2</sup>.

**PRÉCISE** que tous les frais inhérents à cette opération de cession seront à la charge de la Commune.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document et tout acte relatif à cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024



Le secrétaire de séance,












**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,





**Christophe VIGNAUD**

### Extrait cadastral sans échelle

**LEGENDE :**

-  Bâti dur existant
-  Bâti léger existant
-  Débord de toit
-  Clôture légère existante
-  Berlinoise existante
-  Mur existant
-  Mur bahut existant
-  Haie vive
-  Chêne liège
-  Application cadastrale
-  Accès existant conservé

**LEGENDE PROJET :**

-  Cession à M. Paul DELVAL  
Parcelle AW - n° 11p  
Superficie réelle = 355 m²
-  Cession à la Commune de SOORTS-HOSSEGOR  
Parcelle AW - n° 11p  
Contenance cadastrale = 0 A 30
-  Limite divisoire
-  Servitude de passage piétons et tous véhicules  
au profit du lot détacher à créer

Nota bene: Le Géomètre-Expert attire l'attention des parties sur le fait que les positions des tracés de réseaux sont figuratives.  
Il est fortement conseillé de faire intervenir une entreprise de détection des réseaux seul moyen de connaître la position exacte des tracés.

syst. coord. <b>CC44</b>
échelle <b>1/200</b>
format <b>A3</b>
indice du plan <b>v.01</b>

30/04  
2024



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-13 : Approbation du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal l'étude du schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales réalisée en 2023 par la société INGEAU Conseils.

Le schéma de gestion des eaux pluviales est un document de gestion et de programmation en matière d'eaux pluviales.

Il facilite la compréhension du fonctionnement hydraulique du territoire et l'identification des enjeux associés en matière d'eaux pluviales.



Il permet de mettre au point une stratégie de gestion de ces eaux et de programmer les travaux associés.

En effet, en application de l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient à la Commune de SOORTS-HOSSEGOR d'arrêter et de valider, après enquête publique, la délimitation :

- « des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales de ruissellement » ;

- « des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et autant que nécessaire, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Ainsi, l'objectif du zonage pluvial est de maîtriser les débits d'eaux pluviales et le ruissellement afin de :

- Limiter les désordres causés par les inondations sur les personnes et les biens ;
- Maîtriser l'impact des rejets de temps de pluie sur le milieu récepteur, améliorant ainsi la qualité de l'eau des cours d'eau, des lacs et des plages.

Le schéma directeur présente le zonage d'assainissement des eaux pluviales. Il s'agit d'un document qui sera intégré dans les annexes sanitaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI).

Le zonage pluvial doit donc être en cohérence avec les documents de planification urbaine, qui intègrent à la fois l'urbanisation actuelle et future.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de mettre en œuvre, par bassin versant, deux types de mesures :

- Mesures curatives permettant de remédier aux insuffisances capacitaires du réseau en situation actuelle et aux problèmes de qualité des milieux récepteurs ;
- Mesures préventives pour les zones d'urbanisation futures et pour les zones urbanisées existantes. Il s'agit de prescriptions de nature à protéger les personnes et les biens pour des périodes de retour d'inondation de 10 ans à 30 ans. Le zonage fournit ainsi les prescriptions de gestion des eaux pluviales et les valeurs de débit à ne pas dépasser pour tout nouvel aménagement et de manière générale pour toute nouvelle demande d'urbanisme.

Plus précisément dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme engendrant une imperméabilisation supplémentaire, l'infiltration sur la parcelle sera privilégiée.

Une étude de sol à la parcelle devra ainsi être réalisée au préalable par le demandeur à sa charge. Elle devra démontrer la possibilité ou pas d'infiltration et définir la perméabilité du sol en place.

Le dispositif d'infiltration sera alors dimensionné en respectant les principes suivants ;

- Dimensionné pour la pluie de 88mm avec le débit de fuite selon perméabilité ;
- 1m entre le fond de l'ouvrage et le toit de la nappe en période de nappe basse ;
- Absence de trop plein ;
- Fourniture d'une note de calcul (jointe en annexe) ;
- Multiplication du nombre d'ouvrage d'infiltration.

Une fois arrêté par le Conseil Municipal, le projet de zonage d'assainissement pluvial est soumis à une enquête publique avant son approbation définitive.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2224-10 ;

Vu les articles L. 151-1 et suivants du Code de l'urbanisme portant sur le champ d'application des documents d'urbanisme en vigueur ;

Vu le projet de notice explicative et de zonage d'assainissement des eaux pluviales ;

Considérant l'obligation faite à la commune d'établir un zonage d'assainissement pluvial délimitant les zones où des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales, et de l'annexer aux documents d'urbanisme en vigueur ;

Considérant la nécessité de réglementer la gestion des eaux pluviales à l'échelle communale ;

Considérant les documents joints :

- Etude du schéma directeur assainissement des eaux pluviales : Notice zonage pluvial ;
- Plan du Réseau des Eaux Pluviales ;
- Plan de zonage : secteurs d'application des règles concernant la gestion des eaux pluviales ;
- Fiche de calcul d'infiltration à la parcelle.

Considérant que la délibération suivante, portant sur l'arrêt du projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la ville de Soorts-Hossegor et sa proposition de dépôt d'une enquête publique, est soumise à l'approbation du Conseil Municipal ;

Considérant que l'enquête sera proposée en consultation en mairie de Soorts-Hossegor et que le Tribunal Administratif fixera le calendrier des permanences du commissaire enquêteur.



Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le zonage prenant en compte les observations formulées dans le registre de l'enquête, sera de nouveau présenté au Conseil municipal pour approbation définitive.

**Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,**

**VALIDE** tous les documents relatifs au projet de schéma directeur des eaux pluviales de la commune de SOORTS-HOSSEGOR présenté et annexé à la présente délibération ;

**APPROUVE** le Schéma Directeur d'Assainissement des eaux pluviales et son zonage ;

**AUTOURISE** Monsieur le Maire à déposer un dossier d'enquête publique auprès du Tribunal Administratif, relatif au zonage précité ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à réaliser toutes démarches et signer toutes pièces nécessaires à ce dossier.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



## SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Maître d'Ouvrage

**Commune de Soorts-Hosegor**  
**Hôtel de Ville**  
**18 avenue de Paris**  
**BP 116 40150 Soorts-Hosegor**  
Tél : 05.58.41.79.10 / Fax: 05.58.41.79.19

## PLAN DE ZONAGE

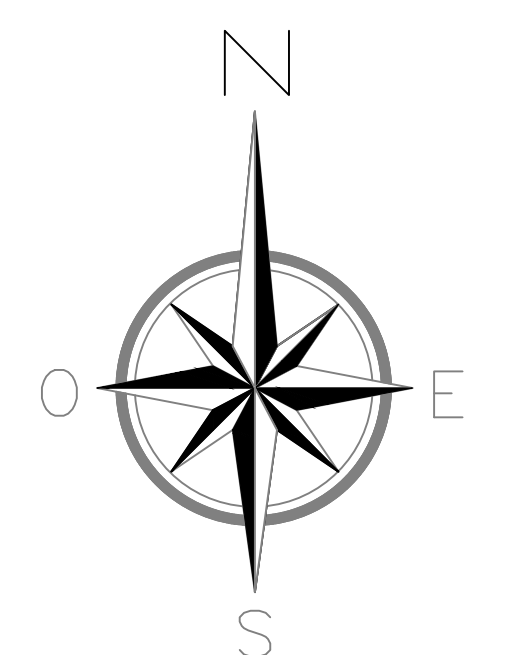
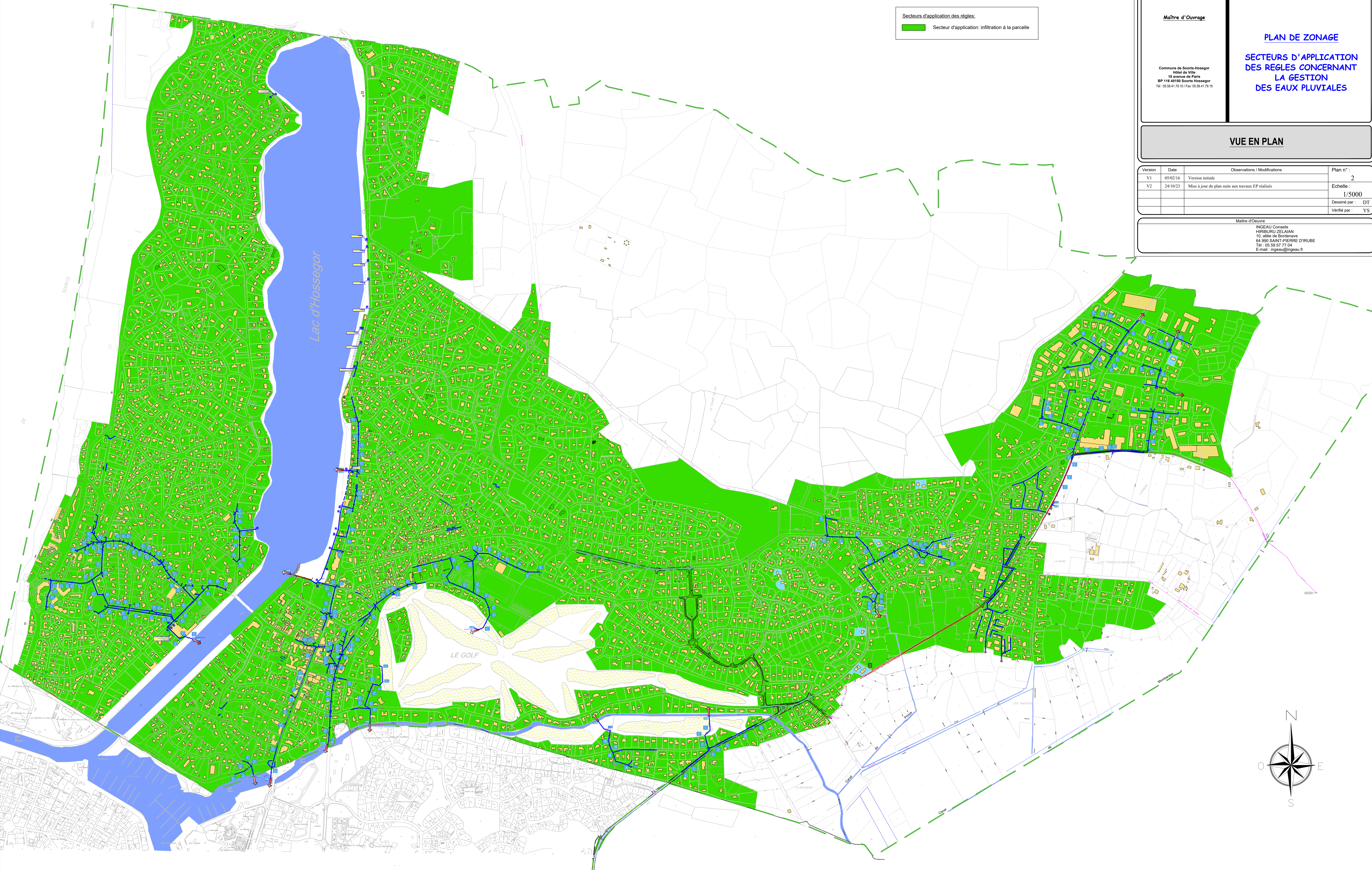
## SECTEURS D'APPLICATION DES REGLES CONCERNANT LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

## VUE EN PLAN

Version	Date	Observations / Modifications	Plan n° :
V1	05/02/16	Version initiale	2
V2	24/10/23	Mise à jour du plan suite aux travaux EP réalisés	Echelle : 1/5000
			Dessiné par : DT
			Vérifié par : YS

Maitre d'Oeuvre

INGEAU Conseils  
HIRIBURU ZELAIAN  
10, allée de Bordenave  
64 990 SAINT-PIERRE D'IRUBE  
Tél : 05.59.57.77.04  
E-mail : ingeau@ingeau.fr





## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-14 : Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.**

**Désignation du représentant titulaire de la commune et de son suppléant au sein de la commission d'appel d'offres de ce groupement.**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

### **Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 1414-3-I, L. 2121-2, L. 2121-22 et L. 2121-29,

**Vu** le code de la commande publique,

**Considérant** que la commune et le CCAS de Soorts-Hossegor souhaitent procéder au renouvellement de leurs contrats d'assurance,

**Considérant** la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L.2113-8 et L.2113-9 du code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle,

**Considérant** qu'il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics,

**Considérant** que la convention précitée désigne la commune de Soorts-Hossegor comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- rédiger les documents contractuels ;
- procéder aux formalités de publicité adéquates ;
- se charger de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres du groupement ;
- informer le ou les titulaire[s] du marché ou accord-cadre qu'il[s] a [ont] été retenu[s] ;
- aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- rédiger le rapport de présentation du marché ;
- remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord-cadre ;
- faire paraître l'avis d'attribution.

**Considérant** que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur ;
- signer et notifier, en leur nom propre, les marchés publics susvisés ;
- la phase d'exécution des marchés publics qui la concerne.

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement ;

Considérant que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du code général des collectivités territoriales, et composée comme suit :

- un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- la commission d'appel d'offres est présidée par le maire de la commune de Soorts-Hossegor, coordonnateur, ou son représentant.

Monsieur le maire rappelle que la composition de la commission d'appel d'offres de la commune de Soorts-Hossegor est la suivante :

**Président** : Christophe VIGNAUD

**Membres titulaires** : Patrice BIANCONE, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, André JAKUBIEC, Emmanuelle BESCHERON et Catherine CERIZAY-MONTAUT ;

**Membres suppléants** : Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE et Henri ARBEILLE.



Monsieur le maire invite l'assemblée à se prononcer sur :

- Le projet de convention ci-joint ;
- La désignation du représentant titulaire et de son suppléant à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- L'autorisation donnée au maire de signer et de prendre tous les actes nécessaires à l'exécution des marchés publics.

***Après en avoir délibéré,***

***A l'Unanimité,***

***Le conseil municipal,***

**APPROUVE** le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et le Centre communal d'actions sociales de la commune de Soorts-Hossegor en vue de la passation de marchés publics pour le renouvellement des contrats d'assurance.

**CHARGE** monsieur le maire ou son représentant de signer cette convention.

**DÉSIGNE :**

Monsieur Patrice BIANCONE comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

Et

Monsieur Edouard DUPOUY comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les marchés publics et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

  
  
**Christophe VIGNAUD**



**Convention constitutive d'un groupement de commandes**

**Renouvellement des contrats d'assurance**

## **PRÉAMBULE**

La commune et le CCAS de Soorts-Hossegor souhaitent faire renouveler leurs contrats d'assurance. Le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence mais assure également des économies d'échelle.

Le présent acte constitutif a pour objet de constituer un groupement de commandes [ci-après « le groupement »] en application des articles L.2113-8 et L.2113-9 du code de la commande publique.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

### **Article 1 – Membres du groupement**

Les membres du groupement de commandes sont la commune de Soorts-Hossegor et le CCAS de Soorts-Hossegor signataires de la présente convention.

### **Article 2 – Nature des besoins**

Le groupement constitué par le présent acte constitutif vise à répondre aux besoins des membres dans les domaines suivants :

- Renouvellement des contrats d'assurance

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics au sens des articles L.2113-8 et L.2113-9 du code de la commande publique.

### **Article 3 – Durée du groupement et de la convention**

Le groupement de commandes est constitué à la date de signature de la convention par les parties. Le présent groupement est constitué à titre permanent.

### **Article 4 – Siège**

Le siège administratif du groupement est fixé au siège de la commune de Soorts-Hossegor, 18 avenue de Paris, 40150 Soorts-Hossegor.

### **Article 5 – Modalités d'adhésion et de retrait du groupement**

#### **5.1 – Adhésion au groupement**

L'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres.

Pendant la durée du groupement, les demandes d'adhésions sont adressées au coordonnateur du groupement.

L'adhésion d'un nouveau membre peut se faire à tout moment. Mais elle ne pourra intervenir qu'à l'occasion de la passation d'un nouveau marché ou accord-cadre par le groupement, et non pour les marchés ou accord-cadre qui seraient éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

#### **5.2 – Retrait du groupement**

Chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une décision selon les règles du membre concerné et notifié au coordonnateur.

Quoiqu'il en soit, le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont le membre est partie prenante.

### **Article 6 – Coordonnateur du groupement**

Les parties conviennent de désigner la commune de Soorts-Hossegor comme coordonnateur du groupement de commande.

## **Article 7 – Missions du coordonnateur du groupement**

Les membres de la convention donnent mandat au coordonnateur pour organiser et établir le dossier de consultation.

La rédaction des pièces du marché ou accord-cadre visé à l'article 2 sera réalisée par le coordonnateur.

A cet effet, les membres du groupement, lui transmettront toutes les informations nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, aux missions suivantes :

- rédiger les documents contractuels ;
- procéder aux formalités de publicité adéquates ;
- se charger de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres du groupement ;
- informer le ou les titulaire[s] du marché ou accord-cadre qu'il[s] a [ont] été retenu[s] ;
- aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
- rédiger le rapport de présentation du marché ;
- remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord-cadre ;
- faire paraître l'avis d'attribution.

Ces prestations sont assurées à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement.

## **Article 8 – Missions des membres du groupement**

### **8.1 - Définition et communication des besoins**

Chacun des membres du groupement, devra déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur dans les délais impartis.

### **8.2 - Signature, notification et transmission au contrôle de légalité**

Chacune des parties devra, en outre :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur ;
- signer et notifier, en leur nom propre, les marchés publics susvisés ;
- la phase d'exécution des marchés publics qui la concerne.

### **8.3 - Exécution du marché public ou accord-cadre visé par la présente convention**

Chacune des parties s'assure de la bonne exécution des marchés ou accords-cadres portant sur l'intégralité de ces besoins.

## **Article 9 – Dispositions relatives à la commission d'appel d'offres**

La commission d'appel d'offres du groupement de commandes est désignée selon les règles énoncées par l'article L.1414-3.-1 du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit:

- un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui en dispose ;
- un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres ;
- la commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur ;
- pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.



La commission d'appel d'offres du groupement choisit le cocontractant dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

#### **Article 10 – Modification de la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant et devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres l'a approuvée.

#### **Article 11 – Dispositions financières**

Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

Les frais relatifs à la publication de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence seront répartis entre les différents membres du groupement à parts égales.

Le coordonnateur avancera les frais de publicité et se fera rembourser par chaque membre du groupement par l'émission d'un titre de recettes.

Chaque membre du groupement est chargé d'assurer le règlement au(x) titulaire(s) des sommes du marché ou accord-cadre qui les concerne.

#### **Article 12 – Règlement des litiges**

Le règlement des litiges relatifs à la passation des marchés ou accords-cadres objet de la présente convention relève de la responsabilité du coordonnateur.

Le règlement des litiges relatifs à l'exécution des marchés ou accords-cadres objet de la présente convention relève de la responsabilité de chaque membre du groupement.

La présente convention est établie en un exemplaire original qui fait seul foi et est conservé dans les archives du coordonnateur du groupement.

Fait à Soorts-Hossegor, le



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-15 : Lancement de la procédure de délégation de service public pour les concessions de plage pour la période 2025-2026

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La commune de Soorts-Hossegor, station classée, connaît une très forte affluence de population durant la période estivale (environ 20 000 à 50 000 personnes selon les périodes de la saison estivale).

Si les commerces et les activités se développent aux alentours du front de mer, la commune souhaite également promouvoir l'attractivité de ses 1 160 000 m<sup>2</sup> de plages en offrant au public des services et animations au plus proche de l'océan.

Par délibération en date du 28 avril 2023, le Conseil Municipal de Soorts-Hossegor a sollicité une dérogation pour la prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la

concession des plages naturelles accordée par l'arrêté préfectoral DDTM/SPÉMA/2019 n°00245 du 18 juin 2019.

Madame la Préfète des Landes a délivré un arrêté de concession des plages de l'État en faveur de la commune de Soorts-Hossegor pour une durée de 2 ans pour les concessions, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Le concessionnaire est autorisé à occuper une partie de l'espace concédé, pour y installer et exploiter des activités destinées à répondre aux besoins du service public balnéaire. Ces activités doivent avoir un rapport direct avec l'exploitation de la plage et être compatibles avec le maintien de l'usage libre et gratuit des plages, les impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques ainsi qu'avec la vocation des espaces terrestres avoisinants.

L'article R.2124-14 du CG3P prévoit que le concessionnaire, en l'espèce, la commune de Soorts-Hossegor peut confier à un ou plusieurs sous-traitants, par des conventions d'exploitation, tout ou partie des activités mentionnées à l'article R. 2124-13 ainsi que la perception des recettes correspondantes.

Les contrats de délégation de service public en cours arrivant à échéance au 31 décembre 2024, il convient de relancer la procédure de mise en concurrence.

**Présentation des lots** (les superficies sont calculées en m<sup>2</sup>.)

Plage	Lot	Nature activité	Superficie maximum d'emprise au sol	Dont superficie maximum bâti	Dont superficie maximum terrasse	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
des naturistes nord	1	Ecole de surf	70	45	25	30	100
des naturistes	2	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	140	60	90	200	350
des naturistes sud	3	Ecole de surf	35			15	50
de la gravière	4	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	140	60	90	200	350
de la gravière	5	Ecole de surf	35			15	50



du boiteux nord	6	Ecole de surf	35			15	50
Centrale	7	Location parasols et transats de plage et vente d'articles de plage	40	15	25	200	240
Sud	8	Snack sur place ou à emporter	40	15	25	20	60

Plage	Lot	Nature de l'activité	Superficie maximum bâti	Superficie bassin	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
Plage sud	9	Club de plage	60	130	510	700

De par sa nature, la gestion d'un service de plage s'apparente à une mission de service public balnéaire.

L'article L 1411-4 du code général des collectivités territoriales prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leur groupement et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local. Elles statuent au vu d'un rapport joint en annexe.

Ce rapport présente :

- les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.
- les différents modes de gestion possibles (régie directe, régie autonome, régie personnalisée, gestion déléguée).

La commune ne dispose pas des compétences et ressources humaines nécessaires à la gestion des concessions de plage et ne souhaite pas les acquérir.

La gestion sous forme de délégation de service public imposée par l'article R 2124-31 du CG3P et L. 1411-1 du CGCT présente les principaux avantages suivants :

- Un large transfert des risques et des responsabilités vers le délégataire ;
- Le bénéfice de l'expertise et de l'expérience d'un prestataire privé quelle qu'en soit sa nature (société, association...),
- Une maîtrise du service par le contrôle du délégataire.

Au regard de ces avantages et des considérations rappelées ci-avant il est proposé de recourir à une gestion sous forme de délégation de service public pour l'exploitation des activités de plage.

L'attribution de la DSP fait suite à une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes. La commission de délégation de services publics, créée par délibération dresse la liste des candidats admis à présenter des offres, offres qui sont ensuite librement négociées par le maire qui choisit le

déléataire et signe la convention DSP après son approbation par délibération du conseil municipal.

**Vu** les articles L 1411-1 et s du code général des collectivités territoriales,

**Considérant** l'exposé de monsieur le maire ci-dessus,

**Considérant** la convocation des membres du comité social territorial à la séance du 11 avril 2024 à laquelle a été porté à l'ordre du jour le principe de lancement de la DSP pour les concessions de plage,

***Après avoir délibéré,***

***A l'Unanimité,***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le lancement d'une délégation de service public pour les concessions de plage de la commune de Soorts-Hossegor pour la période 2025 et 2026 ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir les formalités nécessaires à la sélection du délégataire, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres, leur examen par la commission de DSP, leur négociation ainsi que la préparation de choix du délégataire à soumettre ultérieurement au conseil municipal ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-16 : Signature d'une convention pour l'installation d'une antenne à destination des services de la Police Municipale et de la sécurité des plages sur un bâtiment privé**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** que les services de la Police Municipale et de la Surveillance des plages, pour assurer leurs missions respectives et communiquer entre eux, ont recours à des radios et que du fait des spécificités du territoire de la commune et de l'étendue des plages, ces services ont émis le besoin d'utiliser des fréquences numériques pour ces radios.

**CONSIDÉRANT** que pour diffuser ces fréquences numériques, une antenne relai doit être installée sur un immeuble suffisamment haut pour avoir une portée optimale et



que le seul immeuble remplissant toutes les conditions est un immeuble privé situé sur le boulevard de la Dune.

**CONSIDÉRANT** qu'une convention est nécessaire pour régulariser l'installation d'une telle antenne pour rappeler les rôles et obligations de chaque partie.

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le projet de convention entre la commune de Soorts-Hossegor et les propriétaires de l'immeuble « Atlantes » permettant l'installation d'une antenne diffusant des fréquences numériques.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la commune de Soorts-Hossegor et les propriétaires de l'immeuble Atlantes.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

  
Christophe VIGNAUD



## CONVENTION D'INSTALLATION D'UNE ANTENNE SUR UN IMMEUBLE

### ENTRE :

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal **en date du .....**

Adresse : 18 avenue de Paris 40150 Soorts-Hossegor  
Tél : 05 58 41 79 10  
Courriel : accueil-mairie@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

### ET :

Représentée par , dûment habilité.  
Domiciliée :

Téléphone :  
Courriel :  
N°SIRET :  
Date de déclaration en préfecture :

Ci-après dénommée « Le propriétaire » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

### IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

#### PRÉAMBULE

Les services de Police Municipale et de Surveillance des plages, pour assurer leurs missions respectives et communiquer entre eux, ont recours à des radios. Du fait des spécificités du territoire de la commune et de l'étendue des plages, ces services ont émis le besoin d'utiliser des fréquences numériques pour ces radios.

Une antenne relais doit être installée sur un immeuble suffisamment haut pour avoir une portée optimale.

L'immeuble « les Atlantes » semble, du fait de sa hauteur et de sa position remplir toutes les caractéristiques techniques nécessaires à l'implantation de l'antenne.

Aussi, après en avoir étudié la faisabilité technique, les parties ont convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1 – MISE A DISPOSITION

Le propriétaire met à disposition de la Commune un espace sur le toit de son immeuble « les Atlantes », sis Boulevard de la Dune à Soorts-Hossegor, pour permettre l'installation d'une antenne et de son coffret de protection contre les intempéries.

Le propriétaire autorise la Commune à raccorder l'antenne aux réseaux d'énergie de l'immeuble jusqu'à installation dans les meilleurs délais d'un compteur autonome. Les caractéristiques techniques sont présentées dans l'annexe 1.

Cette antenne permettra de diffuser les fréquences numériques nécessaires au bon fonctionnement des radios destinées à la Police Municipale et aux nageurs sauveteurs.

Le propriétaire autorise le passage, à tout moment et par tous moyens, des services de la Commune ou ses prestataires pour assurer l'installation et la maintenance de l'antenne. La Commune aura préalablement informé le Propriétaire du passage.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue pour **une durée de trois ans**, à compter de sa signature par les deux parties. Elle sera renouvelée par tacite reconduction sauf résiliation de l'une des parties adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de 18 mois avant chaque échéance.

En cas de non renouvellement des moyens de radios numériques des services de la Police Municipale et de surveillance des plages, la présente convention pourra être résiliée à tout moment par la Commune, charge à elle de prévenir le propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois à l'avance.

En cas de non renouvellement, la Commune assurera les opérations de désinstallation de l'antenne et les coûts inhérents.

## **ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

### **3.1 Assurances**

La Commune contractera une ou plusieurs polices d'assurances garantissant contre tout dommage causé sur l'antenne et par l'antenne.

### **3.2 Responsabilité**

La Commune devra procéder à l'installation des équipements techniques, de l'antenne et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art et les règles relatives à l'hygiène et la sécurité. Elle fera appel à son prestataire, dûment qualifié, pour effectuer les opérations d'installation et d'entretien.

Le propriétaire s'engage à :

- Entretien le toit
- À ne pas permettre l'installation de nouveaux dispositifs qui viendraient à gêner le bon fonctionnement de l'antenne
- À laisser libre l'accès au toit aux services de la commune ou à ses prestataires pour qu'ils puissent assurer l'entretien et la maintenance de l'antenne.

## **ARTICLE 4 – ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

Pendant toute la durée de la convention, la Commune s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soit toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique. En cas d'évolution de la réglementation et d'impossibilité pour la Commune de s'y conformer, la Commune suspendra l'émission de l'antenne ou résiliera la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois à l'avance.

## **ARTICLE 5 – OPPOSABILITE A L'ACQUEREUR DE L'IMMEUBLE**

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels de l'immeuble conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil. Le propriétaire devra rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

## **ARTICLE 6 – ENTRETIEN ET REPARATIONS**

Le propriétaire s'engage à maintenir l'immeuble en bon état d'entretien pour ne pas porter préjudice au bon fonctionnement des équipements techniques pendant toute la durée de la convention.

La Commune s'engage à entretenir son installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière qu'aucun trouble ne soit apporté au propriétaire de l'immeuble pendant toute la durée de la convention. La Commune informera le Propriétaire de tout passage pour assurer la maintenance de l'installation technique.

En cas de non-reconduction de la présente convention, la Commune s'engage à reprendre, à ses frais, toutes les installations techniques et à rendre à l'état primitif la partie du toit sur laquelle l'antenne était installée.



## **ARTICLE 7 – ACCES**

La Commune et tout autre prestataire intervenant pour son compte auront un libre accès à leurs installations tant pour les besoins de l'implantation du matériel que pour ceux de leur maintenance et entretien.

## **ARTICLE 8 – AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES**

Les parties reconnaissent que, préalablement à l'implantation de l'antenne, des études ont été menées pour s'assurer que ladite implantation ne nuise pas au bon fonctionnement des autres installations techniques.

Le propriétaire s'engage, avant d'autoriser tout nouvel arrivant à installer ses équipements techniques sur le toit de l'immeuble, à ce que soient réalisées les études de compatibilités avec les installations de la Commune. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par le nouvel arrivant ne pourront être installés.

La Commune pourra procéder aux modifications et/ou extensions rendues nécessaires au bon fonctionnement de l'installation technique.

## **ARTICLE 9 – LOYER ET INDEXATION**

La mise à disposition d'une partie du toit de l'immeuble du propriétaire est consentie contre le versement d'un loyer de 1000 euros par an.

Cette somme sera versée en une seule fois après émission d'une facture adressée à la Commune par le propriétaire.

Le loyer visé ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction. La variation s'appréciera à l'expiration de chaque période triennale, à la date anniversaire de la prise d'effet de la présente convention, l'indice de base étant celui en vigueur au jour de la prise d'effet de la présente, et l'indice de référence celui en vigueur au jour de la réévaluation.

Le loyer pourra faire l'objet d'une réévaluation à l'issue de la durée de la convention.

## **ARTICLE 10 – RACCORDEMENT EN FLUIDES**

La Commune s'engage à souscrire l'abonnement inhérent au raccordement en électricité de l'antenne et à faire procéder au raccordement de l'antenne dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 11 – COMMUNICATION DE MODIFICATIONS**

Le propriétaire s'engage à informer la Commune de toute modification effectuée sur l'immeuble qui pourrait porter préjudice au bon fonctionnement de l'installation technique.

## **ARTICLE 13 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de dix-huit mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 14 - RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. : 05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour le Propriétaire,**

**Pour la Commune  
Le Maire,**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-17 : Renouvellement de la convention communale de coordination entre la police municipale et la gendarmerie nationale

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La police Municipale et la Gendarmerie Nationale ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de Soorts-Hossegor. En aucun cas, il ne peut être confié à la Police Municipale de mission de maintien de l'ordre.

Dans ce cadre, il convient de signer une convention avec les forces de sécurité de l'État qui sont représentées par la Gendarmerie Nationale et qui a pour but de préciser la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale.

Elle détermine également les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la Gendarmerie Nationale (Communauté de brigades de Capbreton.)

La précédente convention établie pour une durée de 3 ans arrive à échéance le 5 juillet 2024, il est donc proposé de procéder à son renouvellement et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Vu la loi n° 95-73 du 21 Janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité notamment ses Art. 10 et 10-1 ;  
Vu la loi n° 99-291 du 15 Avril 1999 relative aux polices municipales ;  
Vu la loi n° 2007-297 du 5 Mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;  
Vu la loi n° 211-267 du 14 Mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 Octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance pris pour application des Art. 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 Janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;  
Vu le décret no 2000-276 du 24 Mars 2000 fixant les modalités d'application de l'Art. 412-51 du code des communes et relatif à l'armement des agents de Police Municipale ;  
Vu le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant code de déontologie des agents de Police Municipale ;  
Vu le décret n° 2007-1126 du 23 Juillet 2007 relatif au conseil local et intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le département ;  
Vu le décret 2012-2 du 2 Janvier 2012 relatif aux conventions de coordination en matière de Police Municipale ;  
Vu la circulaire du ministère de l'Intérieur du 11 Août 2004 concernant la simplification de la procédure de modification des conventions de coordination des Polices Municipales avec les forces de sécurité de l'État ;  
Vu la circulaire du ministère de l'Intérieur du 30 Janvier 2013 relative aux nouvelles conventions de coordination entre la Gendarmerie Nationale et la Police Municipale ;  
- Vu les articles L. 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article L. 131-1 du Code de la Sécurité Intérieure ;  
Vu l'article 21 du Code de Procédure Pénal ;  
Vu l'article L. 130-4 du Code de la Route ;  
Vu la convention de coordination en date du 6 juillet 2021 pour une durée de 3 ans ;  
Considérant que la convention arrive à échéance le 5 juillet 2024

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le renouvellement de la convention de coordination de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale à intervenir entre la commune de Soorts-Hossegor et l'Etat (projet annexé à la présente délibération) ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente ;

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site



www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



PREFECTURE DES LANDES

## **CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION ENTRE LA POLICE MUNICIPALE ET LA GENDARMERIE NATIONALE**

Entre l'État représenté par :

- Monsieur TAHERI Françoise, préfète des Landes

Et

- Monsieur Christophe VIGNAUD, maire de la commune de Soorts-Hossegor;

et après avis du Procureur de la République près le Tribunal de grande Instance de Dax ;

Il est convenu ce qui suit :

- Vu la loi n° 95-73 du 21 Janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses Art, 10 et 10-1 ;
- Vu la loi n° 99-291 du 15 Avril 1999 relative aux polices municipales ;

- Vu la loi n° 2007-297 du 5 Mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;
- Vu la loi n° 211-267 du 14 Mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
- Vu le décret n° 96-926 du 17 Octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance pris pour application des Art, 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 Janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
- Vu le décret n° 2000-276 du 24 Mars 2000 fixant les modalités d'application de l'Art, 412-51 du code des communes et relatif à l'armement des agents de Police Municipale ;
- Vu le décret du 1<sup>er</sup> Août 2003 portant code de déontologie des agents de Police Municipale ;
- Vu le décret n° 2007-1126 du 23 Juillet 2007 relatif au conseil local et intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le département ;
- Vu le décret 2012-2 du 2 Janvier 2012 relatif aux conventions de coordination en matière de Police Municipale ;
- Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 11 Août 2004 concernant la simplification de la procédure de modification des conventions de coordination des Polices Municipales avec les forces de sécurité de l'État ;
- Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 30 Janvier 2013 relative aux nouvelles conventions de coordination entre la Gendarmerie Nationale et la Police Municipale ;
- Vu les articles L. 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'article L. 131-1 du Code de la Sécurité Intérieure ;
- Vu l'article 21 du Code de Procédure Pénal ;
- Vu l'article L. 130-4 du Code de la Route ;

## **Préambule**

La police Municipale et la Gendarmerie Nationale ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de SOORTS-HOSSEGOR.

En aucun cas, il ne peut être confié à la Police Municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention établie conformément aux dispositions de l'article L.2212-6 du Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L. 512-4 à L 512-7 du Code de la Sécurité Intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la Gendarmerie Nationale.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont représentées par la Gendarmerie Nationale. Le responsable des forces de sécurité de l'État est le commandant de la Communauté de brigades de CAPBRETON.

## **Article 1 :**

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par la



Gendarmerie Nationale, avec le concours de la commune signataire, le cas échéant dans le cadre du conseil local de sécurité de prévention de la délinquance, fait apparaître les besoins et les priorités suivants :

- ▶Prévention des atteintes aux biens ;
  - ▶La lutte contre les infractions à la législation des stupéfiants ;
  - ▶Sécuriser les manifestations publiques ;
  - ▶La sécurité routière et les règles de stationnement ;

## **TITRE 1 - COORDINATION DES SERVICES**

### **Chapitre 1 - NATURE ET LIEUX DES INTERVENTIONS**

#### **Article 2 :**

La Police Municipale assure une mission de surveillance générale de la voie publique et des bâtiments communaux sur l'ensemble du territoire de la collectivité.

La police Municipale a vocation d'intervenir sur l'ensemble du territoire communal dans les domaines du ressort des pouvoirs de police du Maire ainsi que ceux qui leur sont attribués pour les lois et règlements en matière de police administrative et judiciaire.

Celle-ci exerce ses prérogatives selon les ordres reçus de sa hiérarchie directe dans les domaines qui lui sont confiés en matière de prévention, de surveillance du bon ordre, de tranquillité, de sécurité et de salubrité publique au sens de l'article L.511-1 de Code de la Sécurité Intérieure.

#### **Article 3 :**

La Police Municipale participe à la surveillance de la crèche et des établissements scolaires de la commune. Elle prend en charge, selon ses disponibilités, la surveillance des entrées et sorties des élèves et notamment encadre la traversée de route entre la cantine et le groupe scolaire de SOORTS.

#### **Article 4 :**

Dans le cadre du plan particulier de mise en sureté, la police municipale et la gendarmerie assure une veille quotidienne auprès des établissements scolaires en étant reliées par une solution d'alerte mise à disposition par la collectivité.

#### **Article 5 :**

La Police Municipale assure la surveillance des foires et des marchés, en particulier du mois d'avril au mois d'octobre, le Marché au détail non sédentaire (Place du Marché). Elle assure également la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune dont elle coordonne la mission de sécurité avec la Gendarmerie nationale.

#### **Article 6 :**

La surveillance des autres manifestations notamment des manifestations sportives, récréatives, culturelles ou commerciales, nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale, soit par la Police Municipale soit par la Gendarmerie Nationale, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service. Celles-ci pourront coordonner leurs

actions durant les manifestations exceptionnelles, à fortes fréquentations (Compétitions de Surf, Ronde des sables, etc...).

### **Article 7 :**

La Police Municipale assure en collaboration avec la Gendarmerie Nationale la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10.

Elle surveille et met en œuvre, suivant ses heures de service, les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sur prescription du responsable de la Police Municipale ou par l'agent qui occupe ces fonctions, à l'exception des voies publiques ou privées où ne s'applique pas le code de la route, dont la compétence est réservée à l'Officier de Police Judiciaire Territorialement Compétent.

### **Article 8 :**

La Police Municipale de Soorts-Hossegor et la communauté de brigades de Gendarmerie de Capbreton s'informent mutuellement des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions diverses qu'elles assurent dans le cadre de leurs compétences respectives, dans l'objectif de donner une réponse à des problématiques clairement identifiées.

Dans le cadre de l'application de l'article 73 du Code de Procédure Pénale, les auteurs de crimes ou délits flagrants punis d'une peine d'emprisonnement, interpellés par des personnels de la Police Municipale, sont mis à disposition ou immédiatement conduits devant l'Officier de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale selon les règles fixées par l'article 13 de la présente convention.

### **Article 9 :**

Sans exclusivité, la Police Municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance des secteurs qui composent la commune (le secteur océanique, le tour du lac, le centre-ville, le Parc d'Activités Pédebert, les secteurs et quartiers résidentiels de SOORTS-HOSSEGOR).

La Police Municipale travaille selon les plages horaires suivantes :

- 15 octobre à fin mars : 08h30/12h30 et 13h30/17h30 du lundi au vendredi.  
Le Week-end, astreinte funéraire et urgences (le personnel de la police municipale pouvant être requis uniquement par le Maire, un Adjoint spécialement désigné et le responsable de la Police Municipale) ;
- 15 avril à fin mai : 8h30/18h du lundi au vendredi, 8h30/13h-14h/17h30 le samedi et de 6h30/13h-14h30/17h le dimanche.
  - Juin et septembre : 08h/18h le lundi et mardi, 6h30/19h du mercredi au vendredi, 8h30/13h-14h/17h30 le samedi et 6h30/13h-14h30/17h le dimanche.
  - Juillet et août : 8h/22h le lundi et samedi, 6h30/22h du mardi au vendredi, 6h30/21h le dimanche.

Ces horaires pourront être adaptés en fonction des impératifs de service et en tenant compte de faits ou événements inhabituels.

### **Article 10 :**

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le Représentant de

l'État et le Maire de SOORTS-HOSSEGOR, dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositions de chacun des deux services.

## **Chapitre 2 - MODALITES DE LA COORDINATION**

### **Article 11 :**

Le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publiques dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévue par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Les conditions de ces réunions sont les suivantes :

Une fois par mois à la basse saison de septembre à juin ;  
Une fois par semaine, pendant la période estivale, juillet et août.

Ces réunions se tiennent alternativement à la mairie et à la brigade de Gendarmerie de CAPBRETON.

### **Article 12 :**

Le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie et le responsable de la Police Municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les militaires de la communauté de brigades de gendarmerie et les agents de la Police Municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la Police Municipale informe le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie du nombre des agents armés et du type des armes portées.

Le responsable de la Police Municipale informe le responsable de la Gendarmerie Nationale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

La Police Municipale donne toutes informations à la Gendarmerie sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions. La Gendarmerie Nationale informe sans délai la Police Municipale des opérations de recherches sur la voie publique des véhicules et des personnes dangereuses.

Le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie et le responsable de la Police Municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du commandant de la communauté de brigades de gendarmerie ou de son représentant, le Procureur de la République gardant nécessairement l'initiative en matière judiciaire, et plus particulièrement en police de la route. Le Maire de SOORTS-HOSSEGOR en est systématiquement informé.

### **Article 13 :**

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la Gendarmerie Nationale et la Police Municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. De même celles concernant les secteurs où se sont opérés des cambriolages et où ont eu lieu des accidents de la circulation.



En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la Police Municipale en informe la Gendarmerie. De la même manière, en cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la Gendarmerie Nationale en informe la Police Municipale. Dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions, les policiers municipaux auront connaissance des informations contenues dans le fichier des personnes recherchées et dans le fichier des véhicules volés.

#### **Article 14 :**

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale et par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L.

233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

À cette fin, le responsable de la Gendarmerie Nationale et le responsable de la Police Municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

#### **Article 15 :**

Les communications entre la Police Municipale et la Gendarmerie Nationale pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables, par les moyens usuels (ligne téléphonique fixe ou portable, liaisons radiophoniques, télécopie, courriel) et ce, de jour comme de nuit.

### **TITRE II - COOPERATION OPERATIONNELLE RENFORCEE**

#### **Article 16 :**

Le Préfet des Landes et le Maire de la commune de SOORTS-HOSSEGOR conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la Police Municipale de SOORTS-HOSSEGOR et la communauté de brigades de gendarmerie de CAPBRETON.

#### **Article 17 :**

En conséquence, la communauté de brigades de gendarmerie de CAPBRETON et la Police Municipale de SOORTS-HOSSEGOR amplifient leur coopération dans les domaines suivants :

- le partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition ;
- l'information quotidienne et réciproque par les moyens suivants : téléphone fixe, téléphone portable, télécopie et courriel.
- la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines suivants : police administrative, police de la circulation et éventuellement police judiciaire.

►la communication opérationnelle : par le prêt exceptionnel de matériel radio, sous convention, permettant l'accueil de la Police Municipale sur le réseau « Rubis » afin d'échanger les informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence

commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet, etc...). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la Police Municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la Police Municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par la Préfète. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation ;

►de la vidéoprotection par la rédaction des modalités d'interventions consécutives à l'accès aux images et la saisine de ces dernières par la brigade de Gendarmerie Nationale. Les modalités de saisine sont définies par la Loi et les règlements en vigueur : La police Municipale est gestionnaire opérationnelle du dispositif. Les services d'enquêtes de la Gendarmerie nationale peuvent, sous condition d'une demande écrite, avoir accès aux archives des enregistrements dans le cadre des nécessités de l'enquête en cours et d'une manière plus générale de tout élément permettant d'identifier l'auteur d'une infraction.

►les missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle conjointe du commandant de la communauté de brigades de gendarmerie et du Maire, ou de leurs représentants, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions : opération anti-délinquance ; contrôles routiers ; lutte contre les conduites addictives ;

►la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise : mise en application des mesures du plan communal de sauvegarde ;

►la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions de la Préfète et du procureur de la République ainsi que par la définition conjointe des besoins et des réponses apportées en matière de fourrière automobile : surveillance du stationnement abusif ;

►de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances (opération tranquillité vacances), à protéger les personnes vulnérables ou dans les relations avec les différents partenaires.

►de la préparation et l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, afin de faire respecter l'ordre public.

►des objets perdus et/ou trouvés dont la gestion est confiée à la police municipale qui assure la garde et la restitution des objets trouvés, en relation avec les services de la Gendarmerie Nationale. Pour ce faire, les services communiquent régulièrement sur la liste des objets déclarés afin de pouvoir faire le lien avec tout objet pouvant être restitué ou intéresser l'autorité judiciaire.

►de la mise en fourrière des véhicules permettant au Chef de la Police Municipale d'effectuer les prescriptions et les mains levées de fourrières automobiles, il est convenu que la police municipale effectue ces opérations sur son territoire suivant les horaires de fonctionnement de son service et suivant ses disponibilités.

La Police Municipale assure les procédures de suivi administratif. Pour ce faire, chaque procédure fait l'objet d'un signalement aux services de la Gendarmerie Nationale qui communiquent en retour le résultat de la recherche ainsi que l'identité du propriétaire du véhicule et les caractéristiques techniques de ce dernier. Lorsque le véhicule se trouve sur le domaine privé, lorsqu'il est muni de fausses plaques d'immatriculation, lorsqu'il a été volé ou que son propriétaire n'a pu être identifié, sa mise en fourrière ne peut être prescrite que par un Officier de Police Judiciaire de la Gendarmerie Nationale.

### **Article 18 :**

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives de la communauté de brigades de gendarmerie et de la Police Municipale, le Maire de Soorts-Hossegor précise qu'il adapte et renforce l'action de la Police Municipale par les moyens suivants :

- lutte contre les conduites addictives en période estivale ;
- contrôles routiers coordonnés avec la gendarmerie ;
- une coordination avec la gendarmerie pour une meilleure répartition des patrouilles de surveillance sur la commune et de ses points les plus vulnérables ;
- mise en place dispositif « opération Tranquillité-Vacances ».

## **TITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 19 :**

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre peut impliquer l'organisation de formations au profit de la Police Municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus de la Gendarmerie Nationale qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministère de l'intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

### **Article 20 :**

Un rapport périodique est établi une fois par an, dans les conditions fixées d'un commun accord par le responsable de la Gendarmerie Nationale et de la Police Municipale, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué à Madame la Préfète et au Maire. Une copie en est transmise au Procureur de la République.

### **Article 21 :**

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion entre le Maire et le responsable de la Gendarmerie Nationale. Le Procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

### **Article 22 :**

La présente convention annule et remplace la précédente convention en date du 30 juin 2014. Elle est conclue pour une durée de trois ans, reconductible pour la même durée par voie expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

### **Article 23 :**

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire de Soorts-Hossegor et le Préfet des Landes, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'association des maires de France.



**Fait à Soorts-Hossegor, en 3 exemplaires, le**

**Le Préfète des Landes  
Soorts-Hossegor**

**Le Maire de**

TAHERI Françoise

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-18 : Signature d'une convention de mandat avec le prestataire Easypark pour la gestion des recettes dématérialisées de stationnement de la commune**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Introduite par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et confirmée par l'art.73 de la loi 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la réforme de dépenalisation et de décentralisation du stationnement payant sur voirie est entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

Depuis, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public. En conséquence, le non-paiement spontané n'est plus une infraction sanctionnée par une amende pénale mais un choix de paiement forfaitaire ultérieur.

Ainsi la réforme du stationnement payant sur voirie a créé un produit local, le forfait post stationnement (FPS).

Pour mémoire doivent être distingués les produits suivants :

- La redevance de stationnement acquittée dès le début du stationnement (paiement immédiat à l'horodateur par voie numéraire ou via une application par voie dématérialisée),
- Le forfait post-stationnement (FPS) dû en cas de défaut ou d'insuffisance du paiement immédiat, exigible dans un délai de 3 mois à compter de la notification du FPS.

En application des articles L 1611-7-1 et D 1611-32-9 du Code Général des collectivités territoriales, la commune peut donner mandat à un tiers pour collecter les recettes liées à la redevance de stationnement par voie dématérialisée dès le début du stationnement.

Le mandataire agit au nom et pour le compte de la commune dans les conditions définies dans le cadre d'une convention de mandat.

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le mandataire est habilité à réaliser les opérations suivantes :

- Collecte et gestion des redevances sous forme dématérialisée,
- Reversement à la commune de ces recettes nettes collectées.

Il est donc proposé de signer une convention de mandat pour la gestion des recettes de stationnement dématérialisées.

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et confirmée par l'art.73 de la loi 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU les articles L 1611-7-1, L1611-7-2 et D 1611-32-9 du Code Général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2022-1307 du 12 octobre 2022 relatif aux mandats confiés par les collectivités territoriales,

VU l'article D 1611-26 du CGCT, la reddition doit être soumise à l'approbation de l'ordonnateur mandant,

VU les dispositions combinées du III de l'article D 1611-26 et de l'article D1611-32-8 du CGCT astreignant le mandataire aux mêmes contrôles que peuvent subir les régisseurs d'avances et de recettes en application de l'article R 1617-17 du CGCT,

VU le marché public de prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie

VU le projet de convention de mandat ci-annexé,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la signature de la convention de mandat avec la société Easy Park pour la gestion des recettes collectées par voie dématérialisée de stationnement de la commune.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR****CONVENTION DE MANDAT****CONFIÉE À EASYPARK****Pour l'encaissement des droits de stationnement par téléphone mobile****ENTRE LES SOUSSIGNÉS**

La ville de Soorts-Hossegor, représentée Monsieur le Maire, agissant en cette qualité au nom et pour le compte de ladite ville,

Ci-après dénommée « la ville »,

d'une part,

La société EasyPark SARL, dont le siège social est 4 Rue Marconi 57070 Metz, représentée par le Directeur France, Monsieur Olivier KOCH,

Ci-après dénommée « le tiers-mandataire »

d'autre part,

**IL EST D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIIT :**

Dans le cadre du marché confié à la société Transdev Park Voirie (gestion du stationnement payant), il a été confié au tiers-mandataire EasyPark, la mise en place d'une solution de gestion mobile du stationnement.

La mise en place de la solution prévoit l'encaissement par le tiers-mandataire avec un reversement à la ville. L'encaissement n'étant pas direct pour la ville de Soorts-Hossegor il convient d'autoriser le tiers-mandataire à manier les fonds, par cette convention de mandat.

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :****1. OBJET**

La Ville confie au tiers-mandataire l'encaissement des redevances de stationnement sous forme dématérialisée des véhicules sur voirie, conformément à l'article 40 de la loi MAPTAM du 20 décembre 2014. Cela permet néanmoins la :

- **simplification de gestion** : les opérations d'encaissement de chaque recette individuelle ne sont pas réalisées par la commune qui procède à un encaissement global, au vu de justificatifs, ce qui présente une économie de temps pour l'ordonnateur et l'agent comptable ;

- **amélioration de la visibilité et de l'accès de l'usager au service** : le recours à des prestataires spécialisés, l'accès à différents canaux (physique, téléphone, internet), permettent de proposer un service plus accessible ;
- **augmentation des recettes** : grâce aux services de prestataires spécialisés disposant d'un large réseau de commercialisation ;

## **2. CONDITIONS**

Le tiers-mandataire assure l'encaissement, au nom et pour le compte de la ville, des redevances de stationnement sous forme dématérialisée mentionnées à l'article I, en application des articles L1611-7-1 et D1611-16 à D 1611-26 du CGCT.

Il doit agir dans le respect du décret 2012-1246 du 7/11/2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

## **3. TARIFS**

Le tiers-mandataire appliquera la grille tarifaire délibérée par la collectivité. Il procèdera au recouvrement des recettes liées à sa solution de stationnement par mobile.

## **4. MODALITÉS DE REVERSEMENT ET DE REDDITION DE COMPTE**

L'intégralité de la recette perçue sera reversée à la Ville par le tiers-mandataire, sans aucune déduction de frais bancaires inhérents à la vente.

Reversement :

Ce reversement sur le compte bancaire du Comptable Public interviendra dans son intégralité dans les 5 premiers jours du mois N+1 suivant le mois de stationnement. La pièce justificative liée à cet encaissement sera disponible le premier jour du mois N+1 suivant le mois de stationnement sur le backoffice EasyPark mis à disposition de personnes habilitées à sa réception. Ce rapport liste l'ensemble des stationnements effectués dans le mois.

Reddition des comptes :

L'ensemble des pièces mentionnées à l'article D1611-25 du CGCT sera remis à la reddition des comptes fixé au 31 décembre n, afin de permettre au Trésorier de la ville de Soorts-Hossehor de produire son compte de gestion.

En cas de résiliation anticipée, la reddition des comptes devra être effectuée selon les mêmes modalités, avant la fin de la date d'effet de la résiliation.

## **5. REMBOURSEMENT DES RECETTES ENCAISSÉS À TORT**

Le tiers-mandataire est chargé du remboursement des recettes encaissées à tort, à savoir le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat. Ces remboursements viendront en déduction du reversement mensuel.

Le tiers-mandataire remettra respectivement, pour chacune des causes mentionnées à l'article D. 1611-32-6 du CGCT :

1. Le remboursement des montants encaissés selon les modalités définies pour chaque prestation par le contrat ou la réglementation qui lui est applicable ;
2. Le reversement des excédents de versement ;
3. La restitution des sommes indûment perçues.

## **6. RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE**

La rémunération des prestataires est détaillée dans le marché confié à la société Transdev Park Voirie et précisée dans le contrat signé entre la société EasyPark et la société Transdev Park Voirie.

## **7. DURÉE ET FIN DE CONVENTION**

La présente convention est conclue pour la durée du marché signé avec la société Transdev Park Voirie.

Elle est résiliable dans les mêmes conditions.

En cas de manquement du tiers-mandataire à ses obligations (absence de recouvrement ou de pièces justificatives suffisantes par exemple), seules les sanctions contractuelles prévues à son encontre peuvent être mises en œuvre par le mandant.

## **8. COMPÉTENCE JURIDIQUE**

En cas de litige portant sur l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Metz, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Fait à Soorts-Hossegor,  
Le 29/03/2024

Pour le Maire,

Pour le Directeur France,



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-19 : Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur des parcelles communales**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre des travaux d'amélioration de la forêt communale, 42 hectares de forêt communale sont soumis au plan de gestion de l'Office National des Forêts. Parmi ces 42 hectares, une coupe d'éclaircie doit être effectuée en 2025.

Les parcelles doivent être marquées avant d'être mises en vente par l'intermédiaire du gestionnaire de la forêt communale, l'Office National des Forêts.



**Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,**

**AUTORISE :**

- Le martelage des bois par l'ONF ;
- La vente des coupes de bois par l'ONF situés sur les parcelles précisés sur le document ci-annexé.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**Le Maire**

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n°240628-20 : Signature d'une convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « agence postale communale »**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Mise en place depuis 2005, l'Agence postale communale de Soorts est un service apprécié sur la commune.

Sa mise en place entre dans le cadre du contrat de présence postale conclu entre l'Etat, l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité et l'entreprise La Poste. Cette convention fixe le cadre pour la mise en œuvre de la mission d'aménagement du territoire confiée à La Poste.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la convention de partenariat pour la gestion d'un point de contact de l'Agence postale communale avec l'entreprise de La Poste va arriver prochainement à échéance.

Dans le contexte d'un changement des pratiques des clients et d'une baisse des ventes de la Poste, un nouveau modèle de convention est mis en place pour le renouvellement du conventionnement des offres entre l'entreprise de La Poste et les communes.

La convention jointe à la présente délibération rajoute cinq nouveaux points :

- Un minimum d'ouverture hebdomadaire de l'agence de 12 heures,
- La fin du renouvellement tacite, la convention étant convenue pour une durée comprise en 1 et 9 ans,
- La mise en place d'une rémunération variable avec un minimum forfaitaire garanti,
- La mise en place de produits complémentaires en plus de minimum garanti,
- La mise en place de l'identification en corrélation avec la loi sur la lutte contre le gaspillage et les substances dangereuses pour la santé.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du 19 décembre 2005 portant création d'une agence postale communale et adoptant la convention relative à l'organisation d'une agence postale communale,

VU la délibération du 19 octobre 2006 portant avenant à la convention initiale,

VU le projet de convention relative à la poursuite de l'organisation du point de contact « La Poste Agence Communale » pour une durée comprise entre 1 et 9 ans renouvelable non tacitement,

Considérant que ladite convention arrive à son terme et qu'il convient de poursuivre le fonctionnement du service public local offert aux administrés de Soorts-Hossegor, notamment au regard de la fréquentation constatée.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la convention de partenariat avec La Poste pour la gestion d'un point de contact « agence postale communale »

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



05/07/2024

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



**Maelle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



CONVENTION LPAC
Convention : \${document.id}
Date génération du document : \${document.date_generation}

\${intercalaire.codebarre}

\${intercalaire.id}

\${intercalaire.codeclient}

## CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA GESTION D'UN POINT DE CONTACT LA POSTE AGENCE COMMUNALE (NON ELIGIBLE AU FONDS DE PEREQUATION)

Convention LPAC
Point de Contact : \${pcontact.code_regate} - \${pcontact.libelle}
Nom de la commune : \${geo.commune}
Etablissement d'attache : \${pcontact.n1.libelle} - \${pcontact.n1.code_regate}
Type de point de contact : \${pcontact.type_libelle}
Type de partenariat : \${partenariat.type_libelle}
Type de dispositif : \${dispositif.libelle}
Date de début de validité : \${document.date_debut}
Première période de fin de validité : \${document.date_fin}

Entre

LA POSTE, Société Anonyme, au capital de 5 857 785 892 euros, dont le siège social est situé au 9 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 356 000 000, représentée par [Prénom NOM] en qualité de Directeur Exécutif de La Poste de [Région],

Dénommée ci-après « La Poste »,

D'une part,

Et

La Commune de [Commune], représentée par [Prénom NOM] en qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du [jour, mois, année], Dénommé ci-après «

la Commune »,

D'autre part.

Ci-après dénommées ensemble « les Parties » et individuellement « la Partie ». Il a été

préalablement exposé ce qui suit :

## Préambule

Pour accomplir sa mission d'aménagement du territoire, conformément à la loi du 2 juillet 1990 modifiée, La Poste s'appuie sur un réseau d'au moins 17 000 points de contact.

C'est pourquoi La Poste a souhaité proposer aux communes la gestion de points de contact « La Poste Agence Communale » offrant les prestations postales courantes, conformément aux dispositions prévues par la loi du 4 février 1995 « d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire » modifiée, autorisant la mise en commun de moyens entre les établissements publics et les collectivités territoriales pour garantir la proximité des services publics sur le territoire.

Si les conditions d'un partenariat équilibré sont réunies, la Commune et La Poste définissent ensemble au plan local les modalités d'organisation d'une « La Poste Agence Communale ». Cette agence devient l'un des points de contact du réseau de La Poste suivi par un établissement de rattachement, au sein d'un territoire offrant toute la gamme des services de La Poste.

La présente convention établit les conditions dans lesquelles certains services de La Poste sont proposés en partenariat avec les communes, ainsi que les droits et obligations de chacune des parties. Les articles décrits ci-dessous ont vocation pour l'ensemble des parties prenantes à permettre la mise en œuvre des attendus notamment en termes de qualité de service.

**Ceci exposé, il a été arrêté et convenu des dispositions suivantes : DEFINITIONS :**

**Convention** : désigne le présent document, et l'ensemble de ses annexes.

**Données à caractère personnel** : désigne toute donnée relative à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification ou un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

**Etablissement d'attache** : désigne l'entité postale qui assure les liaisons avec la Commune dont les coordonnées sont indiquées en annexe.

**Jours ouvrés** : désigne les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés légaux français et lundi de Pentecôte.

**Manquements à la Probité** : Les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou tout autre manquement à la probité.

**Matériel(s)** : désigne l'ensemble des matériels et équipements qui sont confiés et mis à disposition de la Commune par La Poste, dans le cadre de l'exécution de la Convention.

**Missions** : désigne l'ensemble des missions décrites en Annexe 3 de la Convention.

**Point d'accueil** : désigne le lieu dans laquelle la Commune accueille du public et qui a été retenu pour accueillir un point de contact « La Poste Agence Communale ».

**LPAC** : désigne le point de contact « La Poste Agence Communale » implanté au sein des locaux de la Commune.

## **ARTICLE 1.    OBJET**

La présente Convention définit les conditions dans lesquelles les services de La Poste sont proposés dans le cadre de la LPAC.

## **ARTICLE 2.    SERVICES DE LA POSTE PROPOSES PAR LA LPAC**

La LPAC propose au public les services décrits en Annexe 3.

## **ARTICLE 3.    GESTION DE LA LPAC**

### **3.1. Personnel affecté à la LPAC par la Commune**

La Commune charge un ou plusieurs de ses agents d'assurer les prestations postales énumérées dans l'Annexe 3, conformément à l'article 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 et à l'article 6 de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 modifiée.

L'agent territorial est un agent titulaire ou non de la fonction publique territoriale.

Chargé de la gestion de la LPAC, il effectue les opérations visées à l'Annexe 3 conformément aux procédures et aux conditions de vente définies par La Poste, avec l'appui des agents de La Poste qui dépendent de son Etablissement d'attache.

La Commune, en tant qu'employeur, s'engage à faire respecter à l'agent désigné pour assurer la gestion de la LPAC l'ensemble des obligations liées aux missions confiées visées à l'Annexe 1.

La commune veille à informer l'agent de tout avenant à la présente convention modifiant le champ et l'exercice des missions qui lui sont confiées, à charge pour La Poste d'assurer la formation et informer l'agent des nouvelles procédures et obligations.

### **3.2. Formations des agents de la LPAC**

La Poste s'engage à former la personne désignée par la Commune pour la gestion de la LPAC en lui délivrant une formation adaptée, notamment par la mise à disposition d'une plateforme de formation en ligne accessible depuis n'importe quel poste de travail disposant d'une connexion internet (pc, smartphone, tablette...). Cette plateforme permet aux agents concernés de suivre les formations réglementaires ainsi que se former sur l'écosystème de La Poste et l'utilisation des outils mis à disposition de la Commune.

Les Missions doivent être réalisées par l'agent conformément à la formation et aux procédures que La Poste fournit.

Les dépenses éventuelles liées aux formations sont prises en charge par La Poste sur présentation des justificatifs pour les frais de déplacements et dans la limite de 20 euros TTC / personne pour les frais de repas. Le remplacement de l'agent pendant la formation n'est pas pris en charge par La Poste.

Une attestation sera délivrée à l'agent ayant suivi une formation et remis à la Commune sur la plateforme à distance.

Dans le cas où La Poste aurait connaissance du fait qu'un agent n'a pas suivi ces formations obligatoires, elle s'engage à en informer la Commune afin que cette dernière puisse mettre en place les actions nécessaires au bon suivi des formations.

### **3.3. Amplitude horaire de la LPAC**

La Commune détermine les jours et horaires d'ouverture, après en avoir informé La Poste, de manière à satisfaire les besoins de la clientèle, et à assurer dans des conditions satisfaisantes la continuité du service public.

L'amplitude horaire est détaillée en Annexe 4.

L'amplitude horaire minimum d'ouverture de la LPAC est de douze (12) heures par semaine.

La Commune doit prévenir son Etablissement d'attache trente (30) jours calendaires à l'avance :

- en cas d'évolution de ces horaires d'ouverture,
- en cas de fermeture temporaire du Point d'accueil (ex : congés annuels).

En cas de fermeture exceptionnelle du Point d'accueil ne pouvant être anticipée, la Commune doit prévenir son Etablissement d'attache dans les plus brefs délais.

En cas de fermeture temporaire de la LPAC, notamment lors des congés de l'agent territorial, la Commune communique par écrit à La Poste la fermeture et sa durée et indique à la population, par voie d'affichage et, le cas échéant, par tout autre support notamment numérique les coordonnées des points de contact de La Poste les plus proches et du bureau où les objets en instance sont disponibles.



## **ARTICLE 4. FONCTIONNEMENT DE LA LPAC**

### **4.1. Local de la LPAC**

La Commune s'engage à fournir un local ou un emplacement pour l'exercice des activités de la LPAC, à l'entretenir et en assurer le bon fonctionnement (eau, électricité, chauffage, téléphone, ...). Le local doit être maintenu en bon état par la Commune tant en ce qui concerne la propreté que la sécurité des lieux.

Ce Point d'accueil est conforme à la réglementation applicable aux établissements recevant du public, notamment en ce qui concerne les normes d'accessibilité.

Afin de matérialiser la présence de la LPAC, une enseigne « La Poste » est installée par La Poste en façade du Point d'accueil, à laquelle est accolée, solidairement, une enseigne complémentaire « Agence communale ».

### **4.2. Matériels mis à disposition par La Poste**

La Poste s'engage à approvisionner la LPAC en petit matériel, imprimés et fournitures nécessaires à son activité. Cette liste est recensée dans l'Annexe 4.

La Commune apporte aux Matériels qui lui sont confiés le même soin et la même protection que ceux réservés aux autres éléments de son Point d'accueil.

S'agissant des matériels informatiques, elle s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles expressément prévues à la Convention.

En cas de panne, perte, vol ou détérioration des Matériels, la Commune doit en informer La Poste selon les modalités définies en Annexe 4.

### **4.3. Conditions particulières de fourniture des produits et services aux usagers**

La Commune est informée que La Poste est libre de faire évoluer les tarifs et les conditions de vente de ses produits et services pendant la durée de la Convention.

La Poste s'engage à en informer la Commune dans un délai raisonnable avant leur entrée en vigueur, afin que cette dernière soit en mesure d'en informer ses agents et la clientèle.

Dans l'hypothèse où La Poste déciderait d'arrêter la commercialisation d'un produit ou service de la liste figurant en Annexe 3, elle s'engage à en informer la Commune dans les plus brefs délais.

Celle-ci doit, dans le délai fixé par La Poste, en arrêter la commercialisation et restituer à l'Etablissement d'attache le stock restant, sauf décision contraire expresse de La Poste.

En cas d'évolution des produits et services postaux, La Poste en informe la Commune dans les meilleurs délais pour mise sa en œuvre. Elle s'engage en outre, en tant que de besoin, à former par tout moyen les agents de la Commune sur les changements liés à cette évolution.

Cette notification par La Poste emporte modification de l'Annexe 3.

#### **4.4. Conservation des produits et des envois postaux**

La Commune s'engage à conserver les produits et les envois postaux qui sont sous sa garde dans les meilleures conditions, notamment de sécurité.

#### **4.5. Information des usagers sur les tarifs et les conditions de vente**

La Poste s'engage à fournir à la LPAC les supports d'information suivants :

- Une affiche sur les principaux tarifs des produits et services postaux proposés par La Poste,
- Une affiche sur les conditions et tarifs des prestations de dépannage financier applicables aux clients de La Banque Postale effectuées dans une « La Poste Agence Communale »,
- Un dispositif d'information sur les tarifs et conditions de vente.

La Commune doit apposer les affiches visées ci-dessus de façon visible et lisible pour le public, dans le respect des consignes que lui donne La Poste.

En outre, elle doit veiller à ce que soit mis à la disposition des usagers le dispositif d'information sur les tarifs et conditions de ventes remis par La Poste, et selon les modalités communiquées par La Poste.

La Poste s'engage à fournir à la LPAC les supports d'information actualisés à chaque changement de tarifs ou conditions de vente. Ces supports doivent être actualisés par la Commune en fonction des mises à jour communiquées par La Poste.

#### **4.6. Services financiers et services associés**

Pour l'ensemble des services financiers et services associés détaillés en Annexe 3, l'agent s'engage à respecter les procédures qui lui auront été fournies par La Poste, notamment afin de lutter contre le blanchiment et la fraude.

#### **4.7. Comptabilité et caisse**

La LPAC dispose d'une comptabilité et d'une caisse dédiées distincte de la Commune pour les activités effectuées au nom et pour le compte de La Poste.

La Poste veille à son alimentation, en fonction notamment du niveau des opérations financières et postales réalisées par la LPAC. Il est toutefois convenu que si l'agent constate que les fonds sont insuffisants pour effectuer les opérations, il en avertira l'Etablissement d'attache dans les plus brefs délais afin que ce dernier puisse, le cas échéant, ajuster le montant des fonds.

La Poste reste l'unique propriétaire des fonds de la caisse. L'agent s'engage à utiliser les fonds de la caisse exclusivement dans le cadre des opérations effectuées pour le compte de La Poste prévues dans la présente Convention.

La Commune doit en outre sécuriser les fonds selon les consignes communiquées par La Poste.

Afin de garantir le bon fonctionnement de la LPAC et de permettre une offre de service la plus complète possible, La Poste assure et prend à sa charge la solution de transport de fonds.

La Commune ratifiera le protocole de desserte conjointement avec le responsable de l'Etablissement d'attache.

Toutes les opérations comptables de la LPAC effectuées au nom de La Poste sont intégrées dans la comptabilité de l'Etablissement d'attache.

Les pièces comptables sont transmises chaque jour à l'Etablissement d'attache.

#### **4.8. Inventaire**

Un inventaire du stock au sein du Point d'accueil est effectué contradictoirement avec l'Etablissement d'attache au minimum une (1) fois par an.

Un inventaire est également réalisé en cas de survenance d'un événement affectant la gestion de la LPAC : incendie, inondation, catastrophe naturelle, fin de la Convention...

### **ARTICLE 5.    MODALITES FINANCIERES**

En contrepartie des prestations fournies par la LPAC La Poste s'engage à verser à la Commune une commission variable fixée en Annexe 5.

Cette commission est accompagnée d'un état mensuel détaillé des activités. Elle est versée mensuellement, à terme échu, par La Poste à la Commune.

### **ARTICLE 6.    RESPONSABILITE**

Pour l'ensemble des services proposés par la LPAC, La Poste engage sa responsabilité à l'égard de ses clients et des tiers, conformément aux dispositions légales qui lui sont applicables.

La Poste assume par ailleurs l'entière responsabilité de tous les litiges, dommages ou accidents liés directement ou indirectement aux opérations effectuées à la LPAC, objet de la présente Convention.

Toutefois, la Commune assure l'entière responsabilité de tous les dommages ou accidents qui pourraient survenir au sein de la LPAC et qui trouveraient leur origine dans l'absence ou le défaut d'entretien des locaux.

Par ailleurs, la Commune et La Poste veillent au respect des obligations découlant de la présente Convention.

La Commune ne saurait être tenue pour responsable des fautes détachables ou non détachables qui pourraient être commises par l'agent territorial dans l'exercice de l'activité de la LPAC, dans la mesure où celui-ci est directement placé sous la responsabilité de La Poste. La responsabilité pécuniaire de ces fautes incombe à La Poste, laquelle se réserve la possibilité de se retourner contre l'agent fautif en cas de faute détachable. De son côté, la Commune informe La Poste des procédures qu'elle engage, si besoin est, à l'encontre de l'agent.

L'agent territorial en charge des services délivrés au sein de la LPAC est soumis aux dispositions du Code Pénal en matière de secret professionnel et de secret des correspondances.

## **ARTICLE 7. DUREE**

La Convention est conclue pour une durée de 9 ans à compter de sa signature.

## **ARTICLE 8. RESILIATION**

### **9.1 Résiliation**

En cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles, la Convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie, si la Partie défaillante n'apporte pas remède à son manquement dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de réception de la notification que lui aura faite l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Dans les cas de manquement ne pouvant donner lieu à correction, ou dans les cas expressément prévus à la Convention, la Partie concernée par le manquement peut résilier la Convention de plein droit avec effet immédiat.

La résiliation prononcée pour manquement est réalisée aux torts de la Partie défaillante et sans préjudice des dommages et intérêts que la Partie victime du manquement sera en droit de réclamer.

A la fin de la Convention, et quelles qu'en soient les circonstances, les équipements et le matériel fournis par La Poste pour le fonctionnement de la LPAC restent la propriété de La Poste.

### **9.2 Force majeure**

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dû à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

La Partie qui invoque la force majeure doit le notifier par tout moyen à l'autre Partie dès qu'elle en a eu connaissance.

Si l'empêchement est temporaire, la force majeure suspend l'exécution des obligations contractuelles concernées pendant la durée de l'événement de force majeure.

En cas de suspension d'une durée supérieure à soixante (60) jours calendaires, chaque Partie peut prononcer la résiliation de la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressé à l'autre Partie. La Partie empêchée de remplir ses obligations s'efforce d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais par tout moyen raisonnablement approprié.

Si l'empêchement est définitif, la Convention est résiliée de plein droit et les Parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil.

## **ARTICLE 9. ASSURANCES**

En sa qualité de propriétaire des locaux, il appartient à la Commune de garantir son patrimoine au titre de la garantie des dommages aux biens et de souscrire une garantie responsabilité civile propriétaire d'immeuble permettant de couvrir les dommages et



accidents qui pourraient être occasionnés aux personnes (notamment les clients) et aux biens de La Poste.

De la même manière, La Poste s'oblige à garantir l'ensemble des dommages qui pourraient être occasionnés aux personnes (notamment les agents territoriaux) et aux biens de la Commune et qui lui seraient directement imputables.

La Poste s'engage également à souscrire une assurance permettant de couvrir les préjudices matériels, corporels ou moraux subis par les agents territoriaux et à la suite d'une agression, c'est-à-dire faits dûment établis de menace, de voie de fait, d'injure, de diffamation, d'outrage, d'acte violent ou de harcèlement dans l'exercice de l'activité qu'ils effectuent au sein de la LPAC pour le compte de La Poste et donnant lieu à un dépôt de plainte par l'agent victime de l'agression contre les auteurs, identifiés ou non, auprès des autorités de police ou de gendarmerie compétentes. Ces dernières garanties couvriront l'indemnisation de l'agent versée par la Commune au titre de la protection prévue aux articles L 134-1 et suivants du Code général de la fonction publique.

#### **ARTICLE 10. COMMUNICATION - MARQUES**

La Commune s'engage à respecter l'image de marque de La Poste. Elle ne pourra pas en utiliser les signes distinctifs pour un autre objet que les prestations fournies dans le cadre de la présente Convention.

Chacune des Parties reste propriétaire exclusif de ses marques, emblèmes, logos, modèles et tous autres signes distinctifs la concernant.

Ainsi, une Partie ne peut en aucun cas utiliser les signes distinctifs de l'autre Partie (logo...), ni concéder de quelque manière que ce soit un quelconque droit à un tiers sur leur utilisation, sauf autorisation préalable et expresse de l'autre Partie.

En conséquence, les Parties s'engagent à soumettre, préalablement à toute diffusion, les projets d'opérations de communication concernant la présente Convention, quel que soit le support de communication envisagé.

La Partie saisie fait connaître dans un délai aussi bref que possible, et au plus tard trente (30) jours calendaires après la notification, son acceptation ou son refus. Il est toutefois convenu que le silence de la Partie saisie à l'expiration de ce délai vaut rejet.

Il est convenu que La Poste aura la possibilité de prendre une photographie de la devanture du Point d'accueil pour pouvoir référencer la LPAC sur Internet (notamment sur le site de La Poste ou sur des sites de localisation) avec l'accord préalable de la Commune pour le visuel choisi.

#### **ARTICLE 11. SUIVI DU PARTENARIAT**

**12.1** Les Parties conviennent de collaborer étroitement et de maintenir un dialogue actif et permanent, et ce tout au long de la Convention de façon à assurer sa bonne exécution.

**12.2** Un suivi du Partenariat est assuré entre les correspondants des Parties identifiés en Annexe 4.

Une rencontre est organisée au minimum une (1) fois par an entre le chef d'établissement de l'Etablissement d'attache, le maire de la Commune ou son représentant et le ou les agents territoriaux assurant la gestion de la LPAC, afin que chacun soit informé de l'activité constatée et de la bonne application de la présente Convention.

## **ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE**

Chaque Partie assure la confidentialité des informations, documents et/ou objets dont elle a eu connaissance ou qu'elle a obtenus à l'occasion de la négociation et/ou de l'exécution de la Convention. Dans ce cadre, la Commune s'engage notamment, à assurer la confidentialité des informations relatives à l'identité des clients ainsi que la nature des opérations auxquelles ils ont procédé.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leur personnel, représentant, et plus généralement par toute personne ayant accès à ces données dans le cadre de l'exécution de la Convention.

Ne sont pas confidentielles les informations :

- tombées officiellement dans le domaine public ou préalablement diffusées au public ;
  - diffusées au public sans violation de l'obligation de confidentialité par la Partie les ayant reçus ;
  - signalées comme non confidentielles par la Partie concernée ;
  - requises par une autorité publique ou un tiers par obligation légale ou réglementaire ou par décision de justice.
- Toutefois, l'obligation de confidentialité demeure vis-à-vis de toute autre personne.

Lors de la cessation des relations contractuelles, les informations, documents ou objets sont rendus à la Partie concernée ou détruits à sa demande, ce qui ne libère aucune des Parties de la présente obligation de confidentialité.

Cette obligation de confidentialité perdure au-delà de la cessation de la Convention, qu'elle qu'en soit la cause durant (3) trois années.

## **ARTICLE 13. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les Missions confiées à la LPAC impliquent que la Commune traite des données à caractère personnel pour le compte de La Poste (saisie et consultation de données à caractère personnel dans le système d'information de La Poste, collecte de formulaires papier contenant des données clients ...). Ce traitement de données à caractère personnel est décrit à l'Annexe 6 de la Convention.

Dans ce cadre, La Poste a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel tandis que la Commune à celle de sous-traitant intervenant dans la réalisation du traitement pour le compte de La Poste.

Chacune des Parties engage sa responsabilité pour ce qui la concerne.

La Commune traite les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées par La Poste par la Convention, dans le respect des obligations rappelées dans l'Annexe 6.

## **ARTICLE 14. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Chacune des Parties, pendant toute la durée d'exécution de la Convention, respecte l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales afférents aux Manquements à la probité.

Chacune des Parties engage sa responsabilité pour ce qui la concerne.

Dans ce cadre, La Poste portera à la connaissance de la Commune le Code Ethique et Anti- Corruption de La Poste (lequel comprend la Politique Cadeaux et Invitations) consultable sur le site <https://www.lapostegroupe.com/fr>

Chaque Partie s'engage, pendant toute la durée d'exécution de la Convention, à faire preuve d'une parfaite transparence en informant immédiatement l'autre Partie par écrit en cas de survenance d'un Manquement à la probité qui serait porté à sa connaissance (commission avérée ou soupçonnée, condamnation ou ouverture d'une enquête), que ce Manquement la concerne directement ou l'une des personnes qui lui est associée (notamment représentant, collaborateur, agent, prestataire, sous-traitant).

#### **ARTICLE 15. SANCTIONS INTERNATIONALES**

Les Parties reconnaissent et garantissent, qu'elles respectent les réglementations nationales et internationales relatives aux mesures de restriction, gel des avoirs ou embargo et à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, imposées notamment par les régimes internationaux de sanctions applicables, et n'entreprendront sciemment aucune action susceptible de les enfreindre pendant toute la durée de la Convention.

Chacune des Parties s'engage à notifier dans les meilleurs délais à l'autre Partie toute connaissance qu'elle pourrait avoir sur le fait qu'elle ou l'un de ses agents serait en violation des réglementations susmentionnées.

Chacune des Parties engage sa responsabilité pour ce qui la concerne. Le non-respect des dispositions du présent article pourra entraîner la résiliation immédiate de plein droit de la Convention.

#### **ARTICLE 16. CONTROLES**

La Commune autorise La Poste, pendant toute la durée de la Convention, à procéder à toute mesure nécessaire, afin de déterminer si les Missions sont réalisées conformément aux dispositions de la Convention. Ces contrôles permettent à La Poste de s'assurer de la bonne réalisation des Missions et, le cas échéant, d'identifier les mesures particulières qui pourraient être mises en place pour améliorer le service (formation complémentaire, dotation en équipements, mobiliers ...).

La Poste s'engage à informer préalablement la Commune avant tout contrôle.

Par ailleurs, la Commune s'engage à permettre tout contrôle qui serait sollicité par les autorités externes compétentes (DGCCRF, CNIL etc.).

Dans cette hypothèse, elle s'engage à en avertir immédiatement l'Etablissement d'attache. Dans le cas où le contrôle est annoncé préalablement par l'autorité externe, un représentant de La Poste accompagnera la Commune lors de ce contrôle dès lors que l'Etablissement d'attache aura été informé au moins trois (3) jours ouvrés avant.

#### **ARTICLE 17. LITIGES**

Toute contestation née de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente Convention donnera lieu à tentative de règlement amiable entre les parties hors les cas relevant de la compétence du juge des référés pour lesquels les Parties conviennent que la saisine du juge peut intervenir sans tentative de règlement amiable préalable.



Faute pour les Parties de parvenir à un accord dans un délai de soixante (60) jours calendaires, ces dernières peuvent, à l'initiative de la Partie la plus diligente, porter leur différend devant le Tribunal administratif compétent.

**Pour signature électronique**



## ANNEXE 1

# PRINCIPALES MISSIONS DES AGENTS DANS LES LPAC

L'agent de la LPAC a en charge de délivrer les produits et services tels que décrits dans l'Annexe 3 de la Convention durant les horaires d'ouverture de la LPAC.

Il s'agit principalement de :

### **L'Accueil des clients**

- Accueil des clients
- Ecoute du besoin et conseil sur les produits et services proposés par la LPAC

### **La vente de produits et services de la LPAC, notamment :**

- Affranchissements (lettres et colis ordinaires ou recommandés),
- Vente de produits :
  - Timbres à usage courant dont timbres et carnets de timbres philatéliques,
  - Enveloppes Prêt-à-Poster par lots,
  - Emballages Colissimo,
  - Emballages à affranchir,
  - Prêt-à-Expédier Chronopost France Métropolitaine,
  - Pack déménagement, pack garde du courrier, enveloppes de réexpédition,
  - Services de proximité : contrat de réexpédition du courrier, garde du courrier, abonnement mobilité,
  - Fourniture d'autres produits et services.

### **La Réalisation de services postaux**

- Dépôts d'objets y compris recommandés (hors objets sous contrat, objets en nombre et valeur déclarée),
- Retraits d'objets y compris recommandés (hors poste restante, valeur déclarée et Chronopost),
- Dépôt des procurations courrier.

### **La Réalisation de services financiers et prestations associées**

- Retrait d'espèces sur compte courant postal,
- Retrait d'espèces sur Postépargne ou livret d'épargne,
- Transmission au bureau de rattachement pour traitement direct :
  - des demandes de services liées aux CCP,
  - des procurations liées aux services financiers,
  - des versements d'espèces sur un compte courant postal,
  - des versements d'espèces sur un Postépargne ou livret d'épargne.
- Transmission au centre financier pour traitement direct des demandes de dépôt de chèques sur CCP et comptes épargne.

### **La réalisation de services complémentaires**

- o Pochettes proposant l'accès à certains services notamment « Veiller sur mes parents », et « tablette Ardoiz » pour une clientèle senior,
- o Abonnement téléphoniques La Poste Mobile,
- o Téléphones mobiles.

### **La Gestion administrative de la LPAC, notamment :**

- Tenue de la caisse de la LPAC,

- Envoie des pièces administratives au bureau de rattachement (notamment les pièces comptables qui sont transmises chaque jour à l'Etablissement d'attache),
- Suivi du stock des produits physiques et demande d'approvisionnement,
- Réalisation de l'inventaire du stock au minimum une fois par an ou en cas de survenance d'un évènement affectant la gestion de LPAC.

Dans le cadre de ses missions, l'agent sera amené à utiliser un matériel informatique composé d'un PC, d'une imprimante, d'un flasheur et d'un TPE.

L'agent sera formé à toutes les procédures ainsi qu'à l'utilisation de l'application informatique dédiée permettant de réaliser les prestations postales.

L'agent devra en outre :

- respecter l'image de La Poste auprès de ses clients,
- adopter un comportement professionnel et les règles d'accueil préconisés par La Poste,
- respecter un devoir de discrétion sur les opérations réalisées pour ou par les clients,
- respecter le secret de la correspondance,
- permettre aux clients de réaliser les opérations postales dans la confidentialité,
- respecter la charte de bonne utilisation du système d'information de La Poste par les partenaires jointe en Annexe 2,
- respecter les procédures communiquées par La Poste.

## ANNEXE 2

### Charte de bonne utilisation du Système d'Information (SI) par les partenaires

#### **A. Objet**

La présente charte de bonne utilisation du Système d'Information de La Poste (ci-après dénommée « Charte ») a pour objectif de définir les droits et devoirs des utilisateurs du Système d'Information (ci-après dénommé « SI ») de La Poste d'une part, et les modalités des contrôles relatifs aux usages de ce SI, d'autre part.

Le SI de La Poste inclut aussi bien les ressources logicielles et matérielles mises à disposition par La Poste (incluant ordinateurs, smartphones, tablettes, ainsi que leurs socles d'accueil et leurs éventuels périphériques, bornes tactiles, imprimantes, points d'accès internet et éventuels répéteurs Wifi), que les informations reçues, émises, traitées, et conservées par ces ressources logicielles et matérielles.

Toute personne dont l'activité est contractualisée par la présente convention de service devient un utilisateur du SI (ci-après dénommé « Utilisateur »), et est à ce titre soumis aux obligations présentées dans la Charte, quel que soit son statut (agent territorial, commerçant, partenaire public ou privé).

#### **B. Pourquoi sécuriser le SI ?**

Les SI accédés par les Utilisateurs sont la propriété de La Poste. Leur vol, perte, ou utilisation frauduleuse peut avoir d'importantes conséquences économiques et/ou d'image pour La Poste et pour les partenaires.

C'est pourquoi il est essentiel de protéger les accès au SI qui sont attribués aux Utilisateurs du SI et les données qui y sont reçues / émises / traitées / conservées.

La présente Charte présente quelques règles simples d'hygiène informatique pour parvenir à cet objectif.

#### **C. Les règles essentielles pour protéger le SI**

##### **Règle 01 - Protéger son mot de passe.**

Tout Utilisateur qui se connecte au SI de La Poste utilise un identifiant et un mot de passe qui lui ont été attribués individuellement. L'identifiant n'est pas nominatif, mais strictement individuel. Le Partenaire s'engage à tenir un registre d'affectation de chaque identifiant individuel et l'Utilisateur concerné. Cette traçabilité est nécessaire pour imputer les actions réalisées par l'Utilisateur en cas de contrôle / audit a posteriori.

La connaissance de cet identifiant et de ce mot de passe ne doit pas être partagée avec d'autres personnes, ni avec des collègues, ni avec des collaborateurs, ni avec les responsables hiérarchiques, ni avec le service informatique, ni à une autre tierce personne.

Un Utilisateur ne doit pas utiliser les identifiants et les mots de passe d'une autre personne. Tout manquement à cette règle est susceptible d'engager la responsabilité de l'Utilisateur ainsi que celle de la personne qui lui a communiqué son identifiant et son mot de passe.

Dans le cas où un accès Internet est mis à disposition du public, par exemple au travers d'une borne d'accès Wifi, l'identifiant et le mot de passe de connexion pour paramétrer la borne d'accès à Internet doivent être tenus secrets auprès du public.

**En pratique**

- Ne copiez jamais un mot de passe sur un post-it
- En cas de mise à disposition auprès du public d'un poste partagé (tablette), veillez à ce que les mots de passe ne soient jamais enregistrés dans le navigateur Internet.

## Règle 02 — Protéger son équipement

Les équipements (smartphones, ordinateurs, tablettes, clé USB, disques externes...) mis à disposition des Utilisateurs peuvent attirer des convoitises et doivent être protégés contre le vol. L'Utilisateur doit en assurer la conservation sécurisée et utiliser les moyens de protection disponibles pour garantir leur protection et leur sécurité. Il doit manipuler les équipements avec le plus grand soin pour éviter une détérioration anticipée du matériel.

En cas de perte ou de vol d'un équipement de La Poste, Le Partenaire s'engage à en informer immédiatement La Poste par téléphone au numéro suivant 0810 258 369 et par écrit à l'Etablissement d'attache dans les 48 heures.

**En pratique**

- Sécurisez votre équipement avec un dispositif adapté
- Si vous avez un dispositif nomade (tablettes, smartphones, ordinateurs portables...), vous devez les conserver en lieu sûr après utilisation (local et/ou armoire fermés)

## Règle 03 — Protéger la confidentialité des données échangées

Les opérations effectuées au travers du SI de La Poste (achats, envoi en recommandés, opérations bancaires de dépannage...) peuvent attirer des convoitises. Le Partenaire doit aider les clients à réaliser les opérations postales ou bancaires en toute confidentialité, à l'abri des regards indiscrets.

**En pratique**

- Si une borne tactile est mise à disposition des clients, sa configuration doit limiter l'exposition de l'écran aux regards indiscrets
- Installer une distance minimale entre la position de travail avec le public lors de la saisie et/ou l'affichage des données confidentielles d'un client (exemple : visualisation d'un solde)
- Les opérations des clients de La Poste peuvent être encadrées par le secret professionnel. Elles ne doivent jamais être divulguées à des tiers.

## Règle 04 - Ne pas brancher d'équipements non autorisés par La Poste, ni en modifier la configuration

L'Utilisateur ne doit jamais modifier la configuration des équipements, au-delà des droits dont il dispose, pour ne pas dégrader le paramétrage de sécurité.

Le raccordement aux SI d'équipements et l'installation de logiciels ou outils non fournis, ni référencés par les services spécialisés de La Poste, sont interdits. Le raccordement ne doit



être réalisé que pour des équipements référencés et fournis par les techniciens spécialisés de La Poste.

La connexion d'équipement personnel au SI de La Poste est interdite.

**En pratique**

- Ne désactivez jamais l'antivirus installé sur les équipements fournis par La Poste
- N'installez jamais de logiciel venant d'Internet sur les équipements fournis par La Poste, sauf ceux expressément autorisés par La Poste.
- Ne branchez jamais une clé USB, ni un smartphone (même pour le recharger), car ils peuvent contenir un programme malveillant (« virus ») et le propager dans le SI.

**Règle 05 — N'utiliser les ressources de La Poste qu'à des usages professionnels**

Les capacités de stockage des équipements mis à disposition du Partenaire ne doivent être utilisées qu'à des fins professionnelles.

Il est interdit d'utiliser ces capacités de stockage pour télécharger, stocker et/ou partager des données non professionnelles soumises à des droits d'auteurs ou qui pourraient être qualifiées de frauduleuses, illégales, à connotations sexuelles, pornographiques, pédophiles, obscènes, racistes, ludiques (jeux d'argent) et /ou non conformes aux bonnes mœurs et à la loi.

Une tolérance pour un usage privé/personnel étant possible lorsque celui-ci est raisonnable, il est rappelé à l'Utilisateur que La Poste peut prendre connaissance, hors sa présence, du contenu de l'ensemble des données à caractère professionnel. En l'absence de l'une des mentions « privé », « perso » ou « personnel », les fichiers et répertoires de l'Utilisateur sont présumés professionnels.

L'Utilisateur est informé qu'en cas d'urgence ou de motifs impérieux, La Poste pourra accéder aux fichiers identifiés comme personnels, en présence de l'Utilisateur ou celui-ci dûment appelé.

De la même manière, l'usage de la messagerie et d'Internet doit rester exclusivement professionnel.

La Poste peut prendre connaissance de l'ensemble des messages émis, reçus sur la messagerie.

L'Utilisateur est responsable des messages émis depuis sa messagerie. Cette responsabilité s'applique aux messages et aux pièces jointes. Il est rappelé que l'Utilisateur :

- Ne doit pas faire suivre des chaînes de solidarité ;
- Ne doit pas abuser des listes de diffusions de la messagerie, en ne communiquant qu'aux personnes nécessaires et suffisantes ;
- Ne doit pas diffuser des messages portant atteinte à l'intimité de la vie privée de tiers (information couverte par le secret professionnel, œuvre protégée par le Code de la Propriété Intellectuelle).

L'Utilisateur fait preuve de vigilance à l'égard des messages qu'il reçoit. Il n'ouvre pas les messages dont l'objet ou l'expéditeur est douteux. En cas de doute, il suit les méthodes/principes de vérifications communiqués par La Poste. Quand ils existent, il utilise les outils de vérification mis à sa disposition et suit les procédures de signalement mises en place par le Groupe La Poste.

En complément de l'usage professionnel, il est toléré un usage à titre privé de la messagerie mise à disposition par La Poste. Cet usage est encadré par les dispositions suivantes :

- L'usage doit être limité en volume et en durée de façon à n'affecter en rien le bon fonctionnement du SI ;
- L'utilisateur doit faire figurer la mention « privé » / « perso » / « personnel » dans le champ « objet » des mails et en début des messages qu'il reçoit et/ou envoie pour son usage privé/personnel et ce quel que soit le système utilisé (mail, SMS...) ; en l'absence de l'une de ces mentions, les messages électroniques de l'Utilisateur sont présumés professionnels ;
- L'Utilisateur s'engage à supprimer toute mention relative à La Poste dans ses mails privés. En particulier, toute mention relative à La Poste dans la signature du mail (tout en bas de son message) doit être retirée ;
- L'Utilisateur s'assure que le contenu du message n'est pas utilisé à des fins malveillantes, frauduleuse ou toute autre utilisation contraire à la loi ou aux bonnes mœurs.

L'Utilisateur est informé qu'en cas d'urgence ou de motifs impérieux, La Poste pourra accéder aux messages identifiés comme personnel, en présence de l'Utilisateur ou celui-ci dûment appelé.

Il est interdit de transférer ses messages professionnels vers ses messageries personnelles. L'utilisateur s'engage à ne pas détourner les données professionnelles dont il a la charge dans l'exercice de ses missions et dont il a eu connaissance dans le cadre de son activité professionnelle, en la requalifiant frauduleusement d'information privée.

La consultation de sites internet, avec l'équipement mis à disposition par La Poste, est réalisée sous la responsabilité de l'Utilisateur, que ce soit à titre privé ou professionnel. L'accès à des sites contraires à la loi ou contraires à l'ordre public peut engager la responsabilité légale de l'Utilisateur.

Dans le cas où l'Utilisateur accède à internet (ou un autre réseau externe) depuis les équipements mis à sa disposition par La Poste, La Poste installe des filtres automatisés aux sites internet afin de protéger l'Utilisateur contre des accès / téléchargements qui pourraient notamment être qualifiés de frauduleux, illégaux, à connotation sexuelle, pornographique, pédophile, obscène, raciste, contenant des virus informatique, ludique (jeux d'argent ...) et non compatibles avec les valeurs de La Poste. En cas de tentative d'accès à ce genre de sites, les outils de sécurité de La Poste bloquent les connexions et affichent un message à l'Utilisateur dans sa page de navigation.

Malgré les filtres mis en œuvre par La Poste, certains sites internet dangereux ou illégaux peuvent échapper au blocage automatisé. Si au cours de sa navigation sur internet, l'Utilisateur consulte par mégarde un site manifestement dangereux ou illégal non-bloqué, il doit arrêter la consultation du site concerné et avertir le support informatique.

L'Utilisateur est informé que La Poste met en place des dispositifs de surveillance, notamment pour protéger les SI contre toutes formes de menaces propagées par Internet.

Dans ce cadre, La Poste conserve la totalité des traces et tentatives d'accès à Internet pendant une durée légale d'un an. Elle peut les communiquer dans le cadre des réquisitions judiciaires, administratives et, peut les utiliser dans le cadre des enquêtes internes et des procédures disciplinaires.

L'Utilisateur est informé que La Poste met en place des dispositifs de surveillance pour se protéger de fuites d'information, mais également de solutions de détection d'accès aux

sites interdits par la loi et ceux contraires à l'ordre public, et en assure le filtrage pour des questions de sécurité des SI.

L'Utilisateur est informé que La Poste met en œuvre une surveillance des sites diffusant des informations publiques et qu'elle se réserve le droit de poursuivre les auteurs de messages ayant porté atteinte à son image ou à caractère diffamatoire.

L'Utilisateur est informé que La Poste peut organiser des contrôles ou des analyses sur les équipements qu'elle fournit. Ces contrôles, comme la saisie de ces équipements, sont réalisés conformément aux règles édictées par le Groupe La Poste. Lors des analyses, il est rappelé l'obligation légale de La Poste, comme de toutes les autres entreprises, de signaler au procureur de la République les consultations ou les téléchargements de contenu sur des sites pédopornographiques (article 434-3 du Code Pénal).

#### **En pratique**

- N'utilisez pas les capacités de stockage pour stocker et/ou partager des données non professionnelles (musique, vidéo, documents...)
- Ne copiez pas de données appartenant à La Poste sur des sites de stockage en ligne
- N'utilisez jamais votre accès internet pour consulter des sites interdits par la loi ou incompatibles avec un usage professionnel (jeux, pornographie...)
- Ne participez jamais à une chaîne de mails. Son seul effet est d'engorger les infrastructures techniques avec des mails non-professionnels

### **Règle 06 — Etre vigilant vis-à-vis toute demande externe**

Beaucoup d'attaques informatiques nécessitent une action de l'Utilisateur pour infecter les postes de travail ou le SI. Le mail est un moyen habituellement utilisé pour inciter l'Utilisateur à commettre une action au profit de l'attaquant.

Dans le cas des emails, l'Utilisateur doit prendre les précautions suivantes :

- Vérifier la cohérence entre l'expéditeur du message et le contenu du message. En cas de doute, n'hésitez pas à contacter directement l'émetteur du mail par téléphone.
- Ouvrir seulement les pièces jointes dont la réception a été convenue à l'avance avec l'expéditeur ;
- Ne pas ouvrir les pièces jointes provenant d'expéditeur inconnus ou dont le titre ou le format paraissent incohérents avec les fichiers que vous envoient habituellement vos contacts
- Si des liens figurent dans un email, passer votre souris dessus avant de cliquer pour vérifier la cohérence entre le contenu du mail, l'expéditeur du mail, et le nom de domaine complet du lien. En tout cas, cliquer seulement sur un lien dont la réception a été convenue à l'avance avec l'expéditeur.
- ne jamais répondre par courriel à une demande d'informations personnelles ou confidentielles (ex : code confidentiel, mot de passe, numéro de votre carte bancaire)

#### **En pratique**

- Ne répondez jamais à un email qui vous semble suspicieux et ne cliquez jamais sur les liens contenus dans un tel mail. Si vous suspectez une tentative d'hameçonnage (aussi appelée « phishing »), transférez tout mail suspect à l'adresse suivante : [phishing@laposte.fr](mailto:phishing@laposte.fr)
- Ne répondez à aucune sollicitation téléphonique non préalablement authentifiée (ex : support informatique). En cas de doute, contactez votre bureau de poste d'attache.
- Limitez votre navigation Internet à des sites sûrs.

## Règle 07 — Signaler les incidents

L'Utilisateur s'engage à signaler au correspondant La Poste (0810 258 369) tout événement qui l'amène à soupçonner :

- Accès ou tentative d'accès non-autorisé à un équipement confié par La Poste
- Intervention non-autorisée sur des fichiers ou données du SI
- Tout dysfonctionnement ou événement qui apparaît anormal.

L'Utilisateur s'engage à signaler, sans délai, à sa hiérarchie et à son support informatique, tout dysfonctionnement anormal ; toute perte, détournement ou vol d'un équipement en mentionnant les circonstances du dysfonctionnement, avec le détail nécessaire afin de faciliter le diagnostic.

### **En pratique**

- Si votre équipement a un comportement inhabituel et que vous soupçonnez une intrusion (lenteurs inhabituelles, accès refusés, fichiers supprimés à votre insu), votre équipement est peut-être infecté. Dans ce cas, déconnectez l'équipement du réseau et appelez votre support Informatique habituel qui vous indiquera la marche à suivre.

## **D. Le dispositif de surveillance**

Afin d'assurer la sécurité de son SI, La Poste effectue régulièrement des contrôles pour s'assurer du respect par le Partenaire de ses engagements et notamment la bonne mise en œuvre des procédures communiquées par La Poste :

- Détection d'accès aux sites interdits par la loi ou portant atteinte à la dignité humaine,
- Contrôles des logiciels installés sur les équipements,
- Inventaires du matériel mis à disposition des utilisateurs.

Dans le respect des principes de transparence et de proportionnalité, à des fins de sécurité et de vérification du bon accès et d'usage des ressources informatiques et télécommunications, ainsi que du bon fonctionnement des SI, La Poste met en place et assure le bon fonctionnement des systèmes de surveillance des usages, de filtrage et de contrôle : pare-feu, systèmes de contrôle des accès, antivirus, sonde de détection d'intrusion, Endpoint Detection and Response (EDR), filtrage des supports amovibles (USB), Contrôle Web, Data Loss Prevention (DLP), analyse forensic, collecte/corrélation des journaux d'événements, audit de conformité, Cyber Threat Intelligence (CTI), etc.

L'Utilisateur est informé que les traces suivantes sont conservées :

- L'ensemble des contenus ou services auxquels l'Utilisateur a eu accès sur l'Internet ou les intranets du Groupe La Poste ;
- De façon générale, l'ensemble des paramètres techniques de gestion des accès/connexion ou tentative d'accès/connexion à tout réseau de communication interne ou externe ;
- L'ensemble des paramètres techniques de gestion des accès à tout matériel (serveurs, imprimante, etc.), logiciel (applicatifs, etc.) ou donnée (fichiers, etc.) auxquels il a accédé à partir du compte de l'Utilisateur ;
- L'ensemble des paramètres techniques de gestion des services de messagerie électronique ;
- les journaux (logs) ou traces diverses permettant de détecter, de circonscrire, d'empêcher ou de prouver l'existence ou la survenance d'incidents de sécurité, de malveillance et/ou de fraudes informatiques, de fuites d'informations.



Des contrôles portant notamment sur la volumétrie ou la fréquence des connexions à des sites internet, des services web, des messageries ou plus globalement de l'utilisation des ressources du SI du Groupe La Poste sont mis en place et réalisés et ce, à des fins statistiques relatives aux connexions et échanges réalisés.

Dans ce cadre, La Poste conserve la totalité des traces pendant une durée légale d'un an. Elle les communique dans le cadre des réquisitions judiciaires, administratives et peut les utiliser dans le cadre des enquêtes internes.

L'Utilisateur dispose d'un droit d'accès à ces traces en précisant l'objet de sa demande, qui est à transmettre à : La Poste DSRH/Données personnelles, 6 rue François BONVIN 75015 PARIS.

L'Utilisateur ne doit en aucun cas empêcher, tenter de contourner ou gêner le fonctionnement normal de ces contrôles. Au besoin et en fonction du résultat des contrôles opérés, l'utilisation des ressources matérielles et logicielles, les services accédés (site internet...) ainsi que les échanges, quel que soit leur nature ou leur objet, effectués via les SI peuvent notamment être limités ou interdits sans préavis ni information.

#### ***En pratique***

- Suivez toutes les règles listées dans le paragraphe C.
- Prêtez assistance aux auditeurs de La Poste s'ils requièrent votre participation et aux autorités judiciaires

Pour toute question sur la présente Charte, vous pouvez contacter les équipes cybersécurité de La Poste à l'adresse de messagerie [ld-bgn.cybersecurite@laposte](mailto:ld-bgn.cybersecurite@laposte)

## ANNEXE 3

# LISTE DES PRODUITS ET SERVICES PROPOSES DANS LA LPAC

### 1. Vente de produits et services postaux

- Affranchissements (lettres et colis ordinaires ou recommandés),
- Vente de produits :
  - Timbres à usage courant dont timbres et carnets de timbres philatéliques,
  - Enveloppes Prêt-à-Poster par lots,
  - Emballages Colissimo,
  - Emballages à affranchir,
  - Prêt-à-Expédier Chronopost France Métropolitaine,
  - Pack déménagement, pack garde du courrier, enveloppes de réexpédition,
  - Fourniture d'autres produits postaux sur demande.
- Services de proximité : contrat de réexpédition du courrier, garde du courrier, abonnement mobilité.

### 2. Réalisation de services postaux

- Dépôts d'objets y compris recommandés (hors objets sous contrat, objets en nombre et valeur déclarée),
- Retraits d'objets y compris recommandés (hors poste restante, valeur déclarée et Chronopost),
- Dépôt des procurations courrier.

### 3. Réalisation de services financiers et prestations associées

- Retrait d'espèces sur compte courant postal,
- Retrait d'espèces sur Postépargne ou livret d'épargne,
- Transmission au bureau de rattachement pour traitement direct :
  - des demandes de services liées aux CCP,
  - des procurations liées aux services financiers,
  - des versements d'espèces sur un compte courant postal,
  - des versements d'espèces sur un Postépargne ou livret d'épargne.
- Transmission au centre financier pour traitement direct des demandes de dépôt de chèques sur CCP et comptes épargne.

### 4. Vente de produits et services complémentaires

- Pochettes proposant l'accès à certains services notamment « Veiller sur mes parents », et « tablette Ardoiz » pour une clientèle senior,
- Abonnement téléphoniques La Poste Mobile,
- Téléphones mobiles.

Dans l'hypothèse où l'une des Parties souhaite arrêter la commercialisation des produits et services complémentaires du point 4, au sein de la LPAC, elle devra notifier par courrier sa décision à l'autre Partie au moins un (1) mois avant la cessation effective de la commercialisation. Cette notification, dans la mesure où elle est effectuée dans les délais, vaudra modification de la présente annexe à la date de cessation de la commercialisation indiquée dans la notification.

Les Parties pourront également, d'un commun accord, décider d'ajouter ou de supprimer des produits et services complémentaires de la liste prévue au point 4. Cet accord conjoint

devra être formalisé par écrit par tout moyen (échange de courriers ou de mails, compte- rendu de réunion validé par les deux Parties ....). Cet accord emportera modification de la liste prévue ci-dessus, sans qu'il ne soit nécessaire de signer un avenant.

Ces services doivent être rendus dans les limites et selon les conditions communiquées par La Poste.

La Commune sera informée par tous moyens de toute évolution de ces limites et/ou conditions. Elle devra rendre les services conformément à ces évolutions.

Des communications portant sur les offres du Groupe La Poste et/ ou de ses partenaires pourront être affichées ou distribuées dans la LPAC. La Commune pourra en outre proposer aux clients intéressés d'être recontactés pour avoir plus de précisions sur ces offres, selon les modalités définies par La Poste.

## ANNEXE 4

### MODALITES D'ORGANISATION

La présente annexe a pour objet de définir les modalités opérationnelles dans lesquelles la LPAC sera implantée au sein du Point d'accueil.

#### 1. Identification du Point d'accueil

Date d'ouverture prévisionnelle de la LPAC : .....

Coordonnées du Point d'accueil : .....

Amplitude horaire du Point d'accueil :

Lundi	de [XX] heure à [XX] heure	Jeudi	de [XX] heure à [XX] heure
Mardi	de [XX] heure à [XX] heure	Vendredi	de [XX] heure à [XX] heure
Mercredi	de [XX] heure à [XX] heure	Samedi	de [XX] heure à [XX] heure

Mesures particulières pendant les périodes de congés : .....

.....  
.....

#### 2. Etablissement d'attache

Coordonnées de l'Etablissement d'attache du Point d'accueil : .....

**Liaisons avec l'Etablissement d'attache :**

Heures et jours de livraison du courrier et des colis à la LPAC :

.....

Heures et jours de collecte du courrier, des colis et des pièces comptables :

.....

L'agent s'engage à envoyer au bureau de rattachement les pièces comptables dès la première liaison qui suit la réalisation de l'opération.

La Poste se réserve la possibilité de changer à tout moment l'Etablissement d'attache, les heures et jours de livraison ou de collecte indiquées ci-dessus moyennant une information préalable et écrite de la Commune au moins un (1) mois avant la mise en œuvre.

#### 3. Bénéficiaires des services

**Vente d'objets et dépôt du courrier :** tout client en faisant la demande.

**Remise des instances courrier :** tout habitant de la zone d'instance définie ci-dessous :



**Services bancaires et prestations associées** : tout client en faisant la demande.

4. **Plan général du Point d'accueil** faisant apparaître l'emplacement de la LPAC (et faisant apparaître les emplacements/aménagements des Matériels (signalétique intérieure et extérieure, mobiliers et équipements) fournis par La Poste, les branchements électriques, les affiches tarifaires et les supports de communication.

**[Espace réservé aux plans]**

**5. Descriptif des Matériels mis à disposition par La Poste**

- § Une enseigne « La Poste », installée par La Poste à l'extérieur du Point d'accueil, à laquelle est accolée, solidairement, une enseigne complémentaire « Agence communale »,
- § Une boîte aux lettres sur le bâtiment de la LPAC ou aussi près que possible de la LPAC,
- § Un équipement informatique (PC fixe et imprimante raccordée au système d'information de La Poste) permettant à la Commune de réaliser des opérations clients telles que l'affranchissement, la vente de produits et de services, le dépôt et le retrait d'objets, l'édition de factures et de réaliser des fonctions de gestion,

L'équipement informatique mis à disposition de la Commune par La Poste est installé par cette dernière et raccordé au système d'information de La Poste.

Pour le bon fonctionnement de ces équipements, La Poste prend à sa charge le coût de l'abonnement Internet ainsi que les coûts de raccordement.

Cet accès Internet est exclusivement dédié à la réalisation des Missions, objet des présentes et la Commune s'interdit de l'utiliser dans le cadre d'une autre activité.

- § Un terminal de paiement électronique (TPE),
- § Un coffre (ou une armoire forte), installé dans un local non accessible au public et fermé à clef,

§ Une balance conforme aux obligations légales et réglementaires,  
La balance est exclusivement dédiée à la réalisation des prestations, objet des présentes et ne doit pas être utilisée dans le cadre d'une autre activité.

L'entretien et le dépannage de la balance ne peuvent être effectués que par le personnel de La Poste ou un prestataire de La Poste.

La Commune ne peut effectuer toute intervention, de quelque nature que ce soit, sur ladite balance, sans une autorisation écrite préalable de La Poste.

La Commune s'engage à permettre au personnel de La Poste ou au prestataire désigné par La Poste de procéder aux vérifications périodiques réglementaires et aux opérations de maintenance/dépannage.

Elle s'engage en outre à permettre tout contrôle de cet équipement qui serait sollicité par les autorités compétentes.

- § Le(s) mobilier(s), la signalétique et les supports de communication suivants :

**A compléter**

La Poste, via l'Etablissement d'attache, approvisionne également la LPAC en petits matériels, imprimés et fournitures postales normalisées nécessaires à son activité. Un cachet postal, ayant valeur probante reconnue par la loi, est également fourni par La Poste à la Commune.

En cas de panne des Matériels confiés par La Poste, la Commune s'engage à en avertir dès qu'elle en a connaissance La Poste par téléphone au numéro communiqué dans les procédures, et l'Etablissement d'attache par tous moyens. La Poste s'engage à accompagner la Commune pendant cette période afin qu'elle puisse continuer à réaliser les Prestations dans les meilleures conditions.

En cas de perte, vol ou détérioration des Matériels, après leur réception par la Commune, ce dernier s'engage à ce que La Poste en soit informée immédiatement par téléphone et par écrit à l'Etablissement d'attache dans les 48 heures ouvrées.

En cas de perte, vol ou détérioration des mobiliers, la Commune s'engage à en informer dès qu'elle en a connaissance l'Etablissement d'attache.

## 6. Prérequis – installation équipement informatique

La Commune est informée de la nécessité de disposer de 4 prises électriques pour le branchement du Matériel à l'endroit où le service postal est rendu.

## 7. Formations

Les formations doivent être suivies par tous les collaborateurs susceptibles d'intervenir dans la LPAC.

Formation	Description	Durée	Suivi
<b>« Vous devenez partenaire »</b>	<p>Comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les engagements à tenir vis-à-vis des clients et de La Poste;</li> <li>La Poste et ses missions</li> </ul> <p>Découvrir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les opérations les plus courantes pour être autonome face au client</li> <li>les produits et services de La Poste</li> </ul> <p>Prendre en main les outils</p> <p>Accéder aux ressources et contacts nécessaires</p>	30 min	Obligatoire démarrage au
<b>Marchandises dangereuses</b>	<p>Être sensibilisé à la réglementation liée aux marchandises dangereuses</p> <p>Connaitre les essentiels de cette réglementation</p> <p>Être capable de l'appliquer lors de la prise en charge des objets et la restriction des envois postaux tout en maintenant une expérience client de qualité</p>	2h	Obligatoire démarrage au + <b>À renouveler obligatoirement tous les 2 ans</b>
<b>Formation Espace Co3.0</b>	Savoir utiliser l'outil métier permettant de réaliser les prestations postales sur le matériel informatique mis à disposition	Formation en présentiel + modules de	Obligatoire démarrage. au

		formation à distance	
<b>Cybersécurité (optionnel)</b>	Développer la culture en matière de cybersécurité Connaitre la charte de bonne utilisation des SI Adopter les bons réflexes lors de l'utilisation des SI et d'Internet aussi bien à titre professionnel que personnel	30 min	A renouveler tous les ans

## 8. Coordonnées des correspondants

Pour le suivi opérationnel de la Convention, les Parties ont désignées à la date de signature de la Convention les correspondants ci-dessous :

Pour La Poste :

[Prénom NOM] Numéro de

téléphone :

Adresse mail :

Pour la Commune :

[Prénom NOM] [Fonction] Numéro de

téléphone :

Adresse mail :

## 9. Adresse d'émission du titre exécutoire

La Poste devra envoyer les titres exécutoires à l'adresse suivante :

(à compléter)

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE DE LA COMMUNE			
Titulaire ..... [à compléter]			
Etablissement ..... [à compléter]			
Domiciliation ..... [à compléter]			
<b>Identification Nationale</b>			
CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLE RIB
..... [à compléter]	..... [à compléter]	..... [à compléter]	..... [à compléter]
<b>Identification Internationale</b>			
IBAN ..... [à compléter]			
BIC ..... [à compléter]			

## ANNEXE 5

### MODALITES FINANCIERES

1. En contrepartie de la réalisation des opérations de ventes des produits et services décrits à l'Annexe 3 et en fonction du chiffre de ventes HT réalisé sur le mois sur ces produits et services, la Commune est rémunérée par la commission suivante :

CV : chiffre de vente

Rémunération variable	CV Mensuel € HT
1%	de 0 à 942,99
2%	A partir de 943
3%	A partir de 990
4%	A partir de 1043
5%	A partir de 1100
6%	A partir de 1165
7%	A partir de 1238
8%	A partir de 1321
9%	A partir de 1415
10%	A partir de 1524
11%	A partir de 1651
12%	A partir de 1701
13%	A partir de 1850
14%	A partir de 2201

2. En contrepartie des opérations de services décrites au point 2 de l'Annexe 3, la Commune perçoit une commission de 0,50 € par objet flashé remis ou déposé par les clients. Il est entendu entre les Parties que cette commission couvre également les opérations de services décrites au point 2 de l'Annexe 3 non flashables.
3. En contrepartie des opérations de retraits d'espèces et des opérations de transmission de versements d'espèces, décrites au point 3 de l'Annexe 3, la Commune perçoit une commission de 0,76 € par opération. Il est entendu entre les Parties que cette commission couvre également les autres opérations de transmission décrites au point 3 de l'Annexe 3.
4. Les commissions prévues aux présentes ne sont pas soumises à TVA dans la mesure où la Commune bénéficie des dispositions de l'article 293 B du Code Général des Impôts. Le titre exécutoire émis par La Poste portera la mention « TVA non applicable, article 293 B du Code Général des Impôts ». Dans le cas où la Commune ne bénéficie pas de l'exemption de TVA, elle s'engage à en informer immédiatement La Poste afin de déterminer les modalités d'application de la TVA et de convenir des modalités de facturation.



## ANNEXE 6

# CONDITIONS DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La présente annexe a pour objet de détailler les engagements des Parties relatifs au traitement de données à caractère personnel ainsi que la nature et les conditions du traitement de Données à caractère personnel par la Commune.

### 1. Engagements des Parties relatifs au traitement de données à caractère personnel

#### 1.1 Traitements de Données à caractère personnel

Les Missions confiées à la LPAC impliquent que la Commune traite des données à caractère personnel pour le compte de La Poste (saisie et consultation de données à caractère personnel dans le système d'information de La Poste, collecte de formulaires papier contenant des données clients ...). Ce traitement de données à caractère personnel est décrit ci-après dans la présente annexe.

Dans ce cadre, La Poste a la qualité de responsable de traitement au sens de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel tandis que la Commune à celle de sous-traitant intervenant dans la réalisation du traitement pour le compte de La Poste.

La Commune traite les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées par La Poste par la Convention, dans le respect des obligations fixées dans le présent article.

Elle s'engage à ne pas traiter ces données à caractère personnel à d'autres fins que celles prévues par la Convention. Les Données à caractère personnel ne pourront, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autre que celles prévues par la Convention.

En conséquence, la Commune s'engage :

- à ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que suivant les instructions de La Poste figurant dans la présente convention, complétées le cas échéant, par des instructions écrites de La Poste ;
- s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes à ces instructions ou étrangers à l'exécution de la Convention ;
- ne faire aucun usage pour son propre compte ou pour le compte de tiers des Données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste ;
- ne conserver les Données à caractère personnel traitées que le temps nécessaire à l'exécution des missions ;
- porter assistance à La Poste afin de répondre à toute demande d'exercice de droits adressée à La Poste par les personnes concernées et informer La Poste de toute demande d'exercice de droits qui lui serait adressée directement ;
- informer sans délai La Poste de toute demande d'information ou de tout contrôle des autorités de contrôle et de protection des données
- informer sans délai La Poste de toute demande qui lui serait adressée directement et plus généralement de tout événement affectant le traitement des données à caractère personnel.

Par ailleurs, la Commune s'engage à ne pas sous-traiter à un tiers tout ou partie du traitement de Données à caractère personnel.

La Commune déclare avoir respecté lors de la collecte des données à caractère personnel et de leur traitement, l'ensemble des obligations découlant de l'application de la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, s'agissant notamment de la déclaration du traitement dans son registre des activités de traitement en tant que sous-traitant.

## **1.2. Sécurité et confidentialité des Données à caractère personnel**

La Commune prendra toute mesure nécessaire pour préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données à caractère personnel.

La Commune s'engage notamment à mettre en place les mesures permettant d'assurer un niveau de confidentialité et un niveau de sécurité appropriés aux risques présentés par le traitement et la nature des Données à caractère personnel traitées.

La Commune s'engage en particulier à :

- protéger les Données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ;
- ne rendre accessibles et consultables les Données à caractère personnel traitées qu'aux seuls agents de la Commune dûment habilités en raison de leurs fonctions et qualité, dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Ces agents sont tenus par une obligation de confidentialité.

La Commune s'engage à notifier sans délai à La Poste tout incident ayant pu affecter potentiellement les Données à caractère personnel qu'elle traite pour le compte de La Poste, ainsi que toute violation de Données à caractère personnel. Dans ce contexte, la Commune communiquera sans délai à La Poste tous les éléments dont elle dispose concernant les conditions entourant l'incident de sécurité, notamment la nature et l'étendue des Données à caractère personnel impactées, le nombre de personnes concernées, les conséquences probables et les conditions techniques dans lesquelles l'incident a eu lieu.

La Commune assistera La Poste afin de répondre aux éventuelles demandes des autorités concernant l'incident.

## **1.3 Communication à des tiers**

Les Données à caractère personnel traitées en exécution de la Convention ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers en dehors des cas prévus par une disposition légale et/ou réglementaire.

La Commune devra informer La Poste de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires. Avant tout accès ou communication, la Commune devra informer La Poste d'une telle demande avant d'y répondre.

## **1.4 Conservation des Données à caractère personnel**

Au terme de la Convention, la Commune s'engage à restituer, selon les instructions et dans les délais indiqués par La Poste, l'ensemble des Données à caractère personnel traitées pour le compte de La Poste.

## **1.5 Suivi des mesures**

La Poste, si elle le souhaite, pourra réaliser un suivi de la mise en œuvre de ces mesures, tant au cours de l'exécution de la Convention qu'à son issue, directement ou par l'intermédiaire d'un représentant.

La Commune s'engage à permettre toute demande de suivi qui serait sollicitée par La Poste, moyennant le respect par cette dernière d'un délai de préavis d'au moins dix (10) jours ouvrés.

La Commune communiquera toutes informations, documents ou explications nécessaires à la réalisation de ce suivi.

Le cas échéant, la Commune s'engage à mettre en œuvre dans les meilleurs délais les mesures correctives nécessaires identifiées au cours de ce suivi.

## **1.6 Données à caractère personnel des personnels et collaborateurs**

Dans l'hypothèse où les Parties seraient amenées à traiter des Données à caractère personnel des personnels et collaborateurs dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution de la Convention, elles garantissent être en conformité avec la réglementation française et européenne applicable en matière de Données à caractère personnel.

Elles s'engagent notamment à collecter, enregistrer, transmettre et traiter ces données en conformité avec la réglementation française et européenne en vigueur applicable en matière de protection des Données à caractère personnel.

Les Parties s'interdisent à utiliser à des fins de prospection commerciale pour leur propre compte ou pour le compte de tiers les Données à caractère personnel des personnels et collaborateurs traitées en exécution de la présente Convention.

Elles s'engagent à mettre en place les mesures de sécurité physique, organisationnelle et logique nécessaire adaptées aux risques identifiés permettant d'assurer, compte tenu de l'état des règles de l'art, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard de la catégorie de Données à caractère personnel traitées.

A cet effet, les Parties s'engagent à mettre à la charge de leur (ou leurs) éventuel(s) sous-traitant(s) toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des Données à caractère personnel des personnels et collaborateurs, et pour que lesdites Données à caractère personnel ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies à la Convention et se portent-fort du respect par ledit ou lesdits sous-traitants de leurs obligations.

## **2. Nature et conditions du traitement de Données à caractère personnel**

**2.1 Objet et finalité du Traitement pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du Responsable de traitement** La Poste confie à la LPAC le soin de réaliser des opérations postales diverses, en son nom et pour son compte (ex : fourniture de contrat de réexpédition du courrier, garde du courrier, abonnement mobilité, LRAR, dépôt des procurations courrier, opérations de dépannage financier etc...).

Ces prestations seront notamment réalisées via l'accès par la LPAC au SI de La Poste.

## **2.2 Durée du Traitement**

La durée du traitement correspond à la durée de la Convention + durée nécessaire pour traiter toute réclamation éventuelle (notamment client), en lien avec les traitements de données confiés à la LPAC.

### 2.3 Catégories de Données à caractère personnel traitées

*Les données sensibles éventuellement traitées et les limitations ou garanties appliquées tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus tels que par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.*

[Cochez la(es) case(s) applicable(s)]

- ☒ Données d'identification (état civil, identité, adresse...)
- ☐ Vie professionnelle (CV, parcours professionnel, formation...)
- ☐ Vie personnelle (habitude de vie, situation familiale...)
- ☐ Information d'ordre économique (revenus, situation financière...)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM...)
- ☐ Données de connexion (adresse IP, logs...)
- ☐ Appréciation sur les difficultés des personnes (recours aux services d'une assistante sociale, difficultés financières...)
- ☐ Numéro de Sécurité Sociale (NIR)
- ☐ Données biométriques
- ☐ Infractions, condamnations, mesures de sûreté
- ☐ Données de santé
- ☐ Données génétiques
- ☐ Autres (préciser) Cliquez ici pour saisir du texte.

### 2.4 Catégories de Personnes concernées

[Cochez la(es) cases applicable(s)]

- ☒ Clients
- ☐ Collaborateurs
- ☐ Autres (Préciser) Cliquez ici pour saisir du texte.

### 2.5 Préciser l'objet, la nature et la durée du traitement pour chaque sous- traitant ultérieur :

Pas de sous-traitant ultérieur

### 2.6 Mesures de sécurité mises en place

Engagements de la Commune :



- Respecter la Charte SI de La Poste
- Mettre en œuvre et gérer les habilitations nécessaires pour l'accès de son personnel au SI LP (octroi des identifiants & mots de passe)
- Mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité afin de garantir la sécurité physique et logique des données confiées (tant celles sur support papier que celles accessibles via connexion au SI de La Poste)
- Respect du secret des correspondances en préservant la confidentialité des données indiquées sur les envois postaux
- Mettre en œuvre toutes les mesures afin de garantir la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données confiées

**Mesures de sécurité logiques et physiques :**

- Mesures de sécurité physiques, notamment :
  - Sécuriser l'accès aux locaux
  - Sécuriser l'accès à tout endroit permettant le stockage des données confiées sur support papier (ex : armoire sécurisée, local de stockage accessible par personne habilitée ou identifiée...)
- Mesures de sécurité logiques, notamment :
  - Sécurisation de l'accès au SI de La Poste à un personnel habilité et identifié
  - Gestion des identifiants et des mots de passe permettant l'accès au SI de La Poste



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-21 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHÉRON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHÉRON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** l'attribution à l'association Hossegor Surf Club d'une subvention de 15 000 € par le Conseil Municipal le 8 mars 2024.

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribué l'usage de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor Surf Club, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2024.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN

  
Christophe VIGNAUD

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
ANNÉE 2024

**ENTRE :**

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : 18 avenue de Paris 40150 Soorts-Hossegor  
Tél : 05 58 41 79 10  
Courriel : associations@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

**ET :**

**L'association Hossegor Surf Club**, représentée par son président Christopher RIOLS, dûment habilité.  
Domiciliée : 22 impasse de la Digue Nord 40150 Soorts-Hossegor

Téléphone : 05 58 43 80 52  
Courriel : admi@hossegor-surfclub.com  
N°SIRET : 39748786900018  
Numéro d'enregistrement au registre national des associations : W401003237

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

**PRÉAMBULE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1<sup>er</sup>
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention
- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

Considérant que le projet initié et conçu par **l'Association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du surf sous l'égide, le cas échéant, de la Fédération française de Surf, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

La commune de Soorts-Hossegor souhaite contractualiser son partenariat avec l'Association afin de formaliser son soutien aux actions et projets portés par celle-ci.



## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à mettre en œuvre **les projets définis en ANNEXE I**.

Au regard de l'intérêt présenté par les différentes missions de l'association, la Commune entend accorder son soutien selon des modalités détaillées ci-après. Les subventions annuelles, en nature ou financières, sont dédiées à la réalisation de l'objet statutaire de l'association et à la participation aux actions reconnues d'intérêt communal. La Commune n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour **une durée qui s'étend jusqu'au 31 décembre, à compter de la signature**.

## LES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

### ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

#### 3.1.- Subvention annuelle

La Commune s'engage à soutenir financièrement l'association. Elle fixe annuellement le montant de son concours en fonction des objectifs poursuivis, tels que décrits dans **le projet de l'Association en ANNEXE I**, à concurrence d'une somme qui fait chaque année l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Toute demande de subvention doit faire l'objet, **avant le 30 septembre** de l'année précédente, du **dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**, qu'elle corresponde à un besoin de fonctionnement annuel ou à une aide à l'organisation d'un événement ponctuel. La subvention demandée peut être :

- financière
- en nature : mise à disposition de matériel, locaux, espace public, personnel...

#### 3.2 - Valeur de la contribution

##### 3.2.1. Financière :

Les actions de l'association formalisées dans son projet donnent lieu au règlement par la Commune d'un montant voté au Conseil municipal chaque année.

**Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention votée en conseil municipal pour l'association**

##### 3.2.2. En nature :

L'Association valorise, dans ses comptes, la mise à disposition gratuite de locaux, de matériel et/ou de personnel à hauteur d'un montant indiqué par la Commune.

Le financement public n'excède pas **les coûts liés à la mise en œuvre du projet estimé en ANNEXE 2**.

**Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention en nature votée en conseil municipal pour l'association**

#### 3.3 - Modalités de versement de la subvention

L'aide de la Commune est créditée au compte de l'Association sous réserve du respect des engagements figurant sur la présente convention et sous réserve de l'évaluation de l'intérêt communal des activités programmées ainsi que selon les procédures comptables en vigueur. Les comptes de l'Association qui seront présentés chaque année à la commune doivent être certifiés par un expert-comptable et, le cas échéant, par un commissaire aux comptes sous peine de non-versement de la subvention.

## ARTICLE 4 – AUTRES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

#### 4.1. - Option : mise à disposition de matériel et/ou de locaux □ Annexe 4 ou SANS OBJET selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition du matériel et/ou des locaux selon les conditions figurant en annexe.

#### 4.2. -Option : mise à disposition d'espace public □ Annexe 4 bis ou SANS OBJET selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition à titre révocable et précaire un espace public défini selon les conditions figurant en annexe.

#### 4.3. -Option : mise à disposition de personnel □ Annexe 5 ou SANS OBJET selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition du personnel pour concourir à la réussite des activités de l'association selon les conditions figurant en annexe.

## LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

## **ARTICLE 5 - PARTICIPATION AU PROJET MUNICIPAL**

L'Association s'engage à participer, pendant la durée de validité de la convention, à une dynamique de qualité et à respecter les critères indiqués ci-dessous.

### **5.1.- Qualité de l'accueil et du service**

- Participer au forum des associations organisé par la Commune chaque année à la rentrée de septembre et être présent dans la mesure du possible aux manifestations organisées ou soutenues par la commune
- Mettre en œuvre un projet d'animation s'inscrivant dans le projet de la Commune
- Fournir à la Commune le planning des activités hebdomadaires, des animations, des initiations...
- Mettre à disposition des adhérents les informations tant obligatoires que pratiques dont : coût de l'adhésion, frais supplémentaires, planning des activités, brochures pédagogiques, agenda des manifestations sportives et culturelles, charte « Plage sans déchets », consignes de tri des déchets, charte de bonne conduite
- Afficher les recommandations en matière de santé pour les activités sportives (protection solaire, hydratation...)
- Proposer, selon le domaine d'activité de l'Association, des avantages aux détenteurs de cartes spécifique (Pass Culture, Chèque sports...) ou mettre en place les dispositifs d'aide proposés par les institutions publiques (Pack XL...)

### **5.2.- Participation à l'accueil des personnes en situation de handicap**

L'association doit favoriser l'accessibilité de ses activités personnes en situation de handicap.

### **5.3.- Qualité du matériel**

Lorsque du matériel est mis à disposition des adhérents pour pratiquer des activités :

- Proposer du matériel en bon état, sans aspérités dangereuses ni arêtes tranchantes
- Proposer du matériel adapté au niveau des adhérents, expérimentés comme débutants
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité préconisées, effectuer l'entretien du matériel nécessaire à la pratique des activités proposées.

### **5.4.- Qualité de l'encadrement et du projet de l'association**

- Les cours sont assurés par des encadrants titulaires des qualifications permettant d'exercer cette activité
- Les diplômes des encadrants doivent être affichés dans le local de l'association ou à proximité immédiate de l'accueil des adhérents
- Mettre en œuvre un projet pédagogique et un plan d'animations
- Construire un projet social vis-à-vis du public accueilli
- S'assurer que la sécurité des adhérents est assurée en particulier lorsque les activités sont pratiquées en milieu naturel
- Participer dans la mesure du possible et dans le cadre du Projet Éducatif Territorial de Soorts-Hossegor (PEDT), aux échanges et aux actions mises en œuvre par l'École Municipale des Sports (EMS) ainsi que par les structures d'accueil de mineurs de la Commune
- Se référer aux recommandations de sa fédération de tutelle concernant les diplômes des encadrants et la pratique sportive de l'activité de loisirs au sport de haut niveau
- Proposer et mettre en œuvre des projets intégrant l'association et ses adhérents au contexte communal : intégration au contexte local, participation aux animations de la commune au cours de l'année, implication locale, partenariat avec des acteurs locaux, relations et échanges interstructures, activité de l'association face à l'environnement.

### **5.6.- Qualité de la promotion**

- Solliciter le service communication de la Commune pour toute demande d'intégration du logo de la commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- La commune se réserve le droit de demander l'apposition du logo de la Commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- Entretenir de bonnes relations avec la Commune, éviter toute mise en cause publique de la commune et de ses services (y compris sur les réseaux sociaux), modérer les commentaires négatifs qui pourraient être exprimés par les adhérents de l'association.
- Être présent sur le site internet de la commune par le biais de la plateforme HelloAsso et fournir chaque année les informations actualisées relatives à l'Association.

### **5.7. Respect de l'environnement et développement durable**

- Sensibiliser et impliquer le personnel et les adhérents au respect du domaine public, des espaces naturels, des écosystèmes dunaires et marins ainsi qu'à leur préservation
- N'utiliser aucune vaisselle en plastique jetable et mettre en œuvre toute action concourant à atteindre cet objectif
- Utiliser des gobelets réutilisables lors des événements sportifs organisés par l'Association
- S'inscrire dans la dynamique de la Charte d'engagement « Plage sans déchet plastique » signée par la Commune en 2021. La charte est disponible sur le site du Ministère de la transition écologique et solidaire : [https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05\\_charte\\_plagesansdechets.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05_charte_plagesansdechets.pdf)
- Pratiquer et promouvoir le tri des déchets

- Organiser ou participer à des événements pédagogiques ou citoyens de nettoyage des plages et des dunes proposés par la Commune
- Utiliser et promouvoir l'utilisation de produits de nettoyage respectueux de l'environnement ou biodégradables
- Mettre en place des moyens de réaliser des économies d'eau (nettoyage du matériel et douches)
- Utiliser du papier recyclé (affiches, flyers, pochettes d'accueil)
- Utiliser de manière raisonnée les ressources en électricité (ampoule LED, éteindre en sortant, chauffage modéré...)
- Recycler les matériels hors d'usage ou en obsolescence
- Limiter l'usage des véhicules motorisés
- Assurer le nettoyage de l'emplacement utilisé s'il s'agit du domaine public et s'assurer qu'aucun déchet n'y est laissé à l'issue de la séance ou de l'exposition

#### **ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS CONCERNANT LA MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL ET DE LOCAUX**

L'Association s'engage à respecter les conditions de mise à disposition du matériel et des locaux par la Commune comme définis dans l'annexe de mise à disposition (figurant en annexe 2 et 4) et notamment à en assurer l'entretien.

#### **ARTICLE 7 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ CIVILE**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association doit obligatoirement contracter une assurance couvrant sa responsabilité civile et l'utilisation matériel et de locaux par les différents tiers s'ils sont mis à leur disposition. À la signature de la présente convention, **l'Association doit fournir à la Commune une attestation d'assurance en cours de validité** et s'engage à le renouveler si le contrat vient à échoir durant l'année civile.

#### **ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS**

L'Association s'engage à fournir **dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice** les documents ci-après : **le rapport d'activité, les comptes annuels certifiés** et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel. L'Association s'engage à fournir le dossier de demande de subvention (fonctionnement et manifestations) avant le **30 septembre**. Dans le même envoi, elle y intègre un **bilan des actions menées en matière de protection de l'environnement** (limitations de production de déchets, économies en matière de fluides, actions de sensibilisation...) et des objectifs qu'elle se fixe en la matière pour l'année suivante.

#### **LES OBLIGATIONS ET SANCTIONS**

##### **ARTICLE 9 – INCESSIBILITÉ DES DROITS**

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne de fait l'annulation de la subvention accordée et son remboursement par l'Association.

##### **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES STATUTS**

L'Association informe sans délai la Commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Commune sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

##### **ARTICLE 11– SANCTIONS**

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'objet de la présente convention et notamment de son annexe 1 et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de celle-ci par l'Association sans l'accord écrit de la Commune, cette dernière peut respectivement ordonner le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 8 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune informe l'Association de ses décisions par lettre ou par envoi numérique.

##### **ARTICLE 12– CONTRÔLES DE L'ADMINISTRATION**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents

dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

**La Commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.** Conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

#### **ARTICLE 13 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### **ARTICLE 14 - RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. : 05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour la Commune  
Le Maire,**



## ANNEXE 1 : OBJECTIFS

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### **1 Intitulé :**

- Ecole d'enseignement du surf
- Séances d'entraînements pour préparation compétitions poussins, minimes, cadets, juniors, seniors, masters, handisport
- Participation aux activités de l'école municipale des sports et plus largement du Service des Sports
- Participer au forum des associations organisé par la Commune
- Participer à au moins une manifestation organisée ou soutenue par la Commune

### **2 Objectifs :**

- Pérenniser l'enseignement du surf : initiation et perfectionnement
- Ouvrir la structure à de nouveaux pratiquants
- Dynamiser la vie du club autour d'événements sportifs rassemblant toutes les générations
- Développer notre pôle d'entraînement Para-Surf
- Coacher nos athlètes sur l'ensemble des compétitions des circuits professionnels : Jeux Olympiques 2024 ; WSL ; International

### **3 Description :**

- Utiliser tous les moyens et matériels (locaux, matériel, terrains, personnel) mis à disposition par la Commune
- Continuer à proposer des prestations extérieures pour les scolaires et tous publics
- Répondre aux sollicitations des collectivités partenaires

### **4 Bénéficiaires :**

- Ouverture de la pratique à tout usager dès le plus jeune âge
- Continuer à pratiquer des tarifs attractifs pour faciliter l'accès au sport du plus grand nombre
- Développer des prestations qualitatives qui participent à l'économie de la structure et permettent le maintien de tarifs abordables pour les usagers

### **5 Moyens matériels et humains :**

Bénévoles : 15

Educateurs salariés à temps complet : 1 CDI 2 CDD (10mois) 1 CDD (8mois) 2 Apprentits

Educateurs salariés à temps partiel : (moniteurs de surf)

Educateur communal mis à disposition par la ville : 0

Agent de développement : 1 CDI

Sites de pratique :

	Horaires	Sites
Lundi	17h30 – 19h30	Hossegor Seignosse ou Capbreton selon les conditions
Mardi	15h00 – 18h00	Hossegor Seignosse ou Capbreton selon les conditions
Mercredi	9h30 – 11h00 / 14h30 – 18h30	Hossegor Seignosse ou Capbreton selon les conditions
Jeudi	8h00 – 12h00	Hossegor Seignosse ou Capbreton selon les conditions
Vendredi	8h00 – 12h00 / 15h00 – 18h30	Hossegor Seignosse ou Capbreton selon les conditions

Samedi	9h00 – 12h30	Hossegor Seignosse ou Capbreton selon les conditions
Dimanche		

## ANNEXE 2 : Budget prévisionnel

### Année 2024

Charges	Montant	Produits	Montant
<b>Charges Directes</b>		<b>Ressources Directes</b>	
<b>60 Achats</b>	<b>19300</b>	<b>70 Produits des activités</b>	<b>172500</b>
6011 - Achats de matières premières (boissons, etc.)	5000	701003 - Bodeguitas	9000
6020 - Achat de prestations de service	450	7062 - Coaching fédéral	7500
6040 - Étude et prestation de service	6000	7060 - Recettes cours école, coaching	120000
6063 - Fournitures pour les activités - petit matériel	7500	7080 - Location Surf	10000
6064 - Fournitures administratives	250	7080 - Location Stand-up Paddle	23000
6068 - Autres matières et fournitures	100	7070 - Vente de marchandise	3000
<b>61 Services extérieurs</b>	<b>14200</b>	7088 - Autres recettes d'activités	0
6110 - Sous traitance	4000		
6130 - Locations (matériel et équipements)	4700		
6150 - Entretien et réparations	1500		
6160 - assurances	4000		
<b>62 Autres services extérieurs</b>	<b>47100</b>	<b>74 Subventions d'exploitation</b>	<b>35436</b>
6226 - Honoraires (comptables ou autres)	6000	7410 : subvention MACS	436
6231 - Annonces et insertions publicitaires	2000	7420 : subvention ANS	10000
6251 - Frais de déplacement	15000	7430 : subvention départementale	2000
6252 - Frais de restauration	1500	7440 : subvention communale	15000
6253 - Frais d'hébergement	2000	7445 : subvention apprentissage	8000
6256 - Frais de missions et de représentation	12000		
6265 - Téléphone	1500		
6270 - Services bancaires	2600		
6281 - Cotisation club et secteur taxable	4500		
<b>64 Charges de personnel</b>	<b>185900</b>		
641 - Salaires	118600		
6450,6470 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	67300		
<b>65 Autres charges de gestion courante</b>	<b>8800</b>	<b>75 Autres produits de gestion courante</b>	<b>72400</b>
6510 - Droits d'auteur (SACEM), redevance concession	2800	7582 - Licences	10000
6513 - Achat de licences	6000	7560 - Cours et entraînements	35000
<b>66 Charges financières</b>	<b>1036</b>	7585 : soirée club	1400
6611 - Intérêts et emprunts	1036	7589 : Déplacement compétition	26000
<b>68 Dotation aux amortissements et provisions</b>	<b>4000</b>		
6810 - Amortissements sur charges d'exploitation	2000		
6890 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	2000		

<b>TOTAL DES CHARGES DIRECTES</b>	<b>280336</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE</b>	<b>280336</b>
-----------------------------------	---------------	---	---------------

<b>86 - Emploi des contributions volontaires</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Personnel communal	2095,92	Bénévolat	
Mise à disposition gratuite salles communales ou terrains	42 546	Participation Personnel Commune	2095,92
Prestations en espèces		Dons en nature	
Personnel bénévole		Prestation en nature de la ville	42546
		Et valorisation des locaux	
<b>TOTAL</b>	<b>324977,92</b>	<b>TOTAL</b>	<b>324997,92</b>





	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Mini-surfeurs 1	Mercredi/Week end/Jours fériés/Vacances						
Mini-surfeurs 2	À la carte (Janv./février)						
Les Pitchouns	8 à 11 ans		9h30 - 11h		17h - 18h30		
Little Tiger	9 à 12 ans		14h30 - 16h				
Espoir	13 à 14 ans		16h - 17h30				
Young Guns	15 à 17 ans		15h30 - 17h			11h - 12h30	
Rookies	18 à 20 ans		17h - 18h30			9h - 10h30	
Team A	Projet HEC 18 à 20 ans						
Semaine A	Adjuvés						
Week-end A	+ 18 ans 65 ans et plus apte						
	( )	( )	( )	( )	( )	( )	1 ENT/semaine ( )
Hand'surf	14h30						2 ENT/semaine
Pôle France Externe	8h-13h	8h-12h	8h-12h				
Section Sportive	15h-18h				15h-18h		

Entraînement de Mars à Décembre

Cours 2 ENT/semaine
100eur 1 ENT/semaine
ENT à la carte ciblent conditions de pratique spécifique
Préparation pour la FTS
Préparation scolaire

### **ANNEXE 3 : Les montants des subventions**

#### **Article 1 : Subvention**

La Commune s'engage à apporter un soutien financier à l'association. Pour ce faire et en réponse à la demande de subvention présentée par l'association, la Commune a fixé le montant de l'aide apportée.

Pour l'année concernée le montant a été proposé au vote du Conseil Municipal.

Période	Date du vote en conseil municipal	Subvention
<b>Année</b>	8 mars 2024	<b>15000 €</b>

#### **Article 2 : Mises à disposition immobilières et valorisation**

La Commune met à disposition de l'Association, à titre précaire et révocable, à compter de la date de signature pour la période concernée, **le rez de chaussée, le premier étage et la partie ouest du deuxième étage de la Maison de la Glisse** dont elle est propriétaire et situé.e.s :

Adresse : 22 impasse de la Digue Nord, 40150 Soorts-Hossegor

L'association s'engage à ne les utiliser que conformément à son objet statutaire.

La mise à disposition des locaux est accordée à l'association à titre gratuit.

Les installations et les locaux sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation immobilière
<b>Année</b>	<b>42 546 €</b>

#### **Article 3 : Mises à disposition de personnel (ou sans objet)**

Pour lui permettre de remplir ses missions, la Commune apporte un soutien à l'association par la mise à disposition de personnel d'encadrement des activités sportives.

Les mises à disposition de personnel sont valorisées dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
<b>Année</b>	<b>Sans objet</b>

#### **Article 4 : Mises à disposition de personnel pour l'organisation d'évènements**

Pour lui permettre d'accomplir ses missions, la Commune apporte un soutien logistique à l'association par la mise à disposition gratuite, ponctuelle et sous le contrôle des responsables communaux, le matériel nécessaire à la bonne organisation des manifestations.

Il est convenu que ces moyens fassent l'objet, à chaque fois, de demandes spécifiques de la part de l'association, qui doit les formuler dans des délais raisonnables permettant leur mise en œuvre.

Le matériel mis à disposition sont valorisés dans les comptes de l'association par le biais de la mise à disposition de personnel à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
<b>Année</b>	<b>2095,92 €</b>

**ANNEXE 4**  
**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE PRECAIRE ET**  
**REVOCABLE DE LOCAUX ET MATERIELS**

**CONVENTION**

**ENTRE :**

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : Commune de Soorts-Hossegor  
18 avenue de Paris  
40150 Soorts-Hossegor  
Tél : 05 58 41 79 10  
Courriel : associations@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

**ET :**

**L'association Hossegor Surf Club**, représentée par son président Christopher RIOLS, dûment habilité.

Domiciliée : 22 impasse de la Digue Nord 40150 Soorts-Hossegor

Téléphone : 05 58 43 80 52  
Courriel : admi@hossegor-surfclub.com  
N°SIRET : 39748786900018  
Numéro d'enregistrement au registre national des associations : W401003237

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

**PRÉAMBULE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1<sup>er</sup>
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention
- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations

- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

La mise à disposition des locaux obéit à un certain nombre de règles visant à assurer l'égalité de traitement entre les citoyens. L'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés [...]. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation ».

Autant dans l'intérêt de la collectivité que dans celui de l'association, il est toujours préférable d'en clarifier et formaliser, dans une convention écrite de mise à disposition, les conditions d'utilisation. L'établissement d'une telle convention doit donc être justifié par une nécessité d'intérêt général entrant dans le champ des compétences de la collectivité publique concernée. Il est à relever que la mise à disposition de matériel ou d'un local par une collectivité territoriale est une subvention en nature au sens de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 – art. 59 (dite loi ESS).

Considérant que le projet initié et conçu par **l'association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du surf sous l'égide de la Fédération française de surf, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

#### **Article 1 : Mise à disposition de locaux**

La commune, visant l'objet statutaire de l'association, décide de soutenir celle-ci dans la réalisation de ses objectifs en mettant à sa disposition à titre gratuit, **les locaux désignés à l'article 3 de la présente convention.**

La convention vaut autorisation d'occupation du domaine privé de la commune. Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Les locaux pourront être fermés occasionnellement pour différentes nécessités de sécurité, travaux ou maintenance de l'équipement.

#### **Article 2 : Durée et renouvellement**

La convention est conclue pour **une durée qui s'étend jusqu'au 31 décembre, à compter de la signature.**

#### **Article 3 : Désignation des locaux**

##### **3.1. Désignation**

- La commune met à disposition à titre permanent de l'Association le rez de chaussée, le premier étage et la partie ouest du deuxième étage de la Maison de la Glisse dont elle est propriétaire et situés :

Adresse : 22 impasse de la Digue Nord 40150 Soorts-Hossegor

Le planning des activités (en fonction des périodes) est fourni chaque année en annexe de la présente convention.

##### **3.2. Descriptif des locaux**

Superficie des locaux de la **Maison de la Glisse** mis à disposition de l'Association :

- Le rez de chaussée comprenant des pièces de stockage, des vestiaires, l'accueil et des bureaux : 296 m<sup>2</sup>
- Le 1<sup>er</sup> étage : comprenant des pièces de stockage et des bureaux : 167 m<sup>2</sup>
- La partie ouest du 2eme étage : 43,5 m<sup>2</sup>

Soit une superficie une superficie totale de **506,5 m<sup>2</sup>.**

##### **3.3 Destination**

L'association s'engage à exercer dans ces locaux, les activités suivantes : activités liées à la pratique du surf.

Toute modification de cet objet devra être portée à la connaissance de la commune.

En aucun cas, une manifestation ou une réunion étrangère à l'activité, ne pourra être organisée par l'association que ce soit dans l'enceinte du stade ou dans les locaux visés en 3.2. sans l'accord préalable de la Commune.



## **Article 4 : Etat des locaux**

### **4.1. Etat initial**

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Il appartient à l'association, en tant qu'utilisateur, de signaler à la commune avant son utilisation toutes les anomalies ou dégradations constatées. Un état des lieux contradictoire est dressé et annexé aux présentes.  
**(ANNEXE : état des lieux initial)**

### **4.2. Entretien des locaux**

L'association doit tenir les locaux dans l'état initial durant toute la durée de la mise à disposition et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

L'association prend à sa charge l'entretien quotidien des locaux en mettant en place un système de nettoyage régulier.

### **4.3. Transformations ou réparation dans les locaux**

L'association doit aviser immédiatement la commune de toute réparation à la charge de cette dernière dont celle-ci est à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

L'association s'engage à ne réaliser **sans l'accord express** de la commune aucuns travaux de transformation ou d'embellissement dans les locaux mis à disposition.

Tous les aménagements et installations faits par l'association deviennent, sans indemnité, propriété de la commune à la fin de l'occupation, sauf si la commune préfère que les lieux soient rétablis dans leur état initial.

Toute demande de maintenance ou de travaux doit être faite par courriel adressé à la mairie sauf cas d'urgence pour la sécurité du bâtiment (à l'adresse [service-technique@hossegor.fr](mailto:service-technique@hossegor.fr) | copie [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)).

## **Article 5 : Destination des locaux**

Ces locaux seront utilisés par l'association à usage exclusif pour les activités de celle-ci pour la réalisation de son objet tel que mentionné dans ses statuts. L'association s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de son activité et au maintien de l'ordre, tant dans ses locaux qu'aux abords immédiats.

Tout changement à cette destination qui ne serait pas autorisé par la commune entrainerait la résiliation immédiate de la présente convention.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- se conformer au règlement du bâtiment qui existe ou viendrait à exister ainsi qu'à toute décision prise par la commune concernant celui-ci
- se conformer aux lois et règlements en vigueur notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière
- les véhicules doivent être stationnés sur les emplacements dédiés. Aucun véhicule ne doit être stationné de façon à gêner l'accès des lieux aux secours, aux forces de l'ordre, aux services communaux et de façon générale aux autres usagers.

L'Association, dans la mesure du possible, facilite l'accès à ses locaux et au matériel dans le cadre du fonctionnement de l'École Municipale des Sports ou de tout autre service de la commune.

## **Article 6 : Entretien, mobilisation et réparation du matériel et du mobilier**

La Commune reste propriétaire du matériel et du mobilier mis à disposition, le cas échéant, dans les locaux.

L'association doit s'assurer de l'usage conforme du matériel mis à sa disposition.

La maintenance, l'entretien et la mise en conformité du matériel fixe est à la charge de la commune. Les interventions en cas de vétusté de ce matériel et mobilier sont assurées par les services de cette dernière (toute demande est adressée à [service-technique@hossegor.fr](mailto:service-technique@hossegor.fr) | copie [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)).

La mobilisation de tout matériel à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment est assurée par l'association à sa convenance et à ses frais.

### **Article 7 : Consignes de sécurité**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Commune, compte tenu de l'activité engagée ;
- avoir reconnu avec le représentant de la Commune l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage expressément :

- à faire respecter les règles de sécurité par ses adhérents et visiteurs
- à laisser les extincteurs à leurs emplacements d'origine
- à ne pas introduire ni stocker de matériel inflammable
- à laisser les issues de secours dégagées sans stocker de matériel gênant l'évacuation des occupants ou l'arrivée des secours
- à signaler immédiatement à la Commune toute dégradation des dispositifs d'alerte ou des moyens d'extinction
- à vérifier, lors de son départ, la fermeture des portes, des fenêtres, de l'éclairage, des robinets d'eau et du bon fonctionnement au ralenti des appareils de chauffage (maintenant le local hors gel), s'assurant ainsi d'une bonne sécurité du local.

### **Article 8 : Charges**

#### **8.1. Les frais supportés par l'association**

Les frais d'assurance concernant l'usage du bâtiment.

Les impôts et les taxes relatifs à l'activité de l'association.

Les réparations de tout ce qui est détérioré du fait de l'activité des membres de l'association ou des personnes dont elle autorise la présence dans les lieux.

Les frais liés au nettoyage et à l'entretien des locaux (dont les murs intérieurs) et du mobilier.

#### **8.2. Les frais supportés par la commune**

Les impôts et taxes relatifs à l'immeuble.

Les dégradations occasionnées par la vétusté du bâtiment ou des équipements, des vices de construction, de malfaçon ou encore des éventuels cas de force majeure causés par exemple par les intempéries.

Le remplacement des tuiles, les gouttières, les cheminées, volets, portes, installation électrique défectueuse, équipement de plomberie.

L'entretien des abords immédiats, l'extérieur du bâtiment, les espaces extérieurs (terrasses, enlèvement des mousses...). L'entretien des espaces verts : entretien des pelouses, massifs, taille des arbustes.

Les raccords de peintures, maintien des sols en bon état de propreté, remplacement ou réparation des sols en cas de taches et de trous.

L'ouvertures : graissage des gonds, remplacement des boutons de poignées, réfection des mastics, remplacement des vitres cassées.

L'entretien courant des équipements. Et les réparations de tout ce qui est détérioré par l'usage habituel.

Les fluides consommables : eau et électricité selon le local mis à disposition. Le chauffage du bâtiment entraîné par son usage, l'entretien du matériel de chauffage.

**L'association s'engage à avoir un usage raisonné des ressources naturelles et à limiter au maximum l'utilisation d'eau et d'électricité au strict minimum.**

L'assainissement.

#### **Article 9 : Incessibilité des droits**

La présente convention est consentie « intuitu personae » et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultat est interdite.

De même, il est interdit, sans l'accord express de la Commune, à l'association de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement, que cela soit à titre gratuit ou à titre onéreux.

#### **Article 10 : Clauses financières**

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit à l'association.

Le local, le mobilier et matériel sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur du montant voté en conseil municipal (calcul effectué à partir du coût pour la Commune et proportionnellement à la superficie des divers locaux concernés et au temps d'occupation par l'association bénéficiaire).

Une annexe est ajoutée à la convention avec les montants actualisés. (ANNEXE 1 : Montant des subventions votées en Conseil Municipal)

#### **Article 11 : Assurances**

Les locaux sont assurés par la Commune en qualité de propriétaire et par l'association en qualité de locataire. Lorsque la destination des locaux est mutualisée entre plusieurs associations, la Commune peut prendre à sa charge l'assurance des lieux.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie honorablement connue et solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition (en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité).

L'association fournira une attestation de son assureur certifiant que sa responsabilité civile est couverte pour l'activité qu'elle organise dans le local. L'association doit s'acquitter du paiement des primes et en justifier chaque année par remise au maire de l'attestation d'assurance.

L'association s'engage à aviser immédiatement la Commune de tout sinistre survenant dans le bâtiment mis à disposition.

Le matériel appartenant à l'Association stocké dans les locaux doit faire l'objet d'une assurance souscrite par celle-ci. L'Association ne pourra se retourner contre la Commune en cas de vol ou détérioration.

#### **Article 12 : Responsabilités**

L'association est personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres.

L'association répond des dégradations causées dans le bâtiment mis à disposition pendant le temps qu'elle en a la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou de ses préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou interventions pour son compte.

#### **Article 13 : Obligations générales de l'association**

L'association s'engage à mettre en valeur la mise à disposition des locaux et mobiliers par la commune auprès de ses adhérents ainsi qu'auprès du public. Elle modère les commentaires négatifs qui pourraient être émis par ses adhérents sur l'état des locaux, notamment sur les réseaux sociaux et dans les expressions publiques.

Les obligations suivantes doivent être observées par les membres de l'association, de même que par les personnes qu'elle introduit ou laisse s'introduire dans les locaux :

- S'interdire tout acte à caractère discriminatoire et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. S'assurer que les activités respectent la tranquillité et le repos du voisinage,
- Respecter strictement les règlements de sécurité incendie des ERP. Ne pas utiliser d'appareils dangereux. Ne pas détenir de produits explosifs ou inflammables, autres que ceux d'un usage courant, autorisés par les règlements de sécurité,
- Observer tous les règlements en vigueur dont le règlement intérieur, le règlement sanitaire départemental, la réglementation sur les débits de boissons.

#### **Article 14 : Visite et contrôle des lieux, du mobilier et du matériel**

L'association doit permettre à tout moment aux représentants de la commune, à ses agents et à ses entrepreneurs de pénétrer dans les lieux mis à disposition, pour visiter, contrôler, réparer ou entretenir les locaux.

En aucun cas, l'association ne peut changer les clés du local mis à disposition sans accord préalable du maire de Soorts-Hossegor. Le cas échéant, un double des clés sera fourni à la commune.

Une visite de contrôle de l'ensemble des locaux, en présence d'un représentant de l'association, aura lieu chaque année par les représentants de la commune.

#### **Article 15 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai deux mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention est résiliée de plein droit par la dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

La convention peut être résiliée par la Commune à tout moment, pour un motif d'intérêt général, après notification par la Commune à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

En outre, chaque partie aura la faculté de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception en observant un préavis égal à deux mois.

#### **Article 16 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, doit faire l'objet d'un avenant.

#### **Article 17 : Recours**

En cas de litiges, les parties s'engagent à trouver une solution amiable. A défaut, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. :05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour la Commune  
Le Maire,**





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-22 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** l'attribution à l'association Hossegor Sauvetage Côtier d'une subvention de 15 000 € par le Conseil Municipal le 8 mars 2024.

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribué l'usage de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'Unanimité,*

*Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor Sauvetage Côtier, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2024.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ANNÉE 2024

### ENTRE :

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : 18 avenue de Paris 40150 Soorts-Hossegor

Tél : 05 58 41 79 10

Courriel : [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

### ET :

**L'association Hossegor Sauvetage Côtier**, représentée par son Président, Hervé Bouhineau, dûment habilité.

Domiciliée : 30 Impasse de la Digue Nord 40150 Soorts-Hossegor

Téléphone : 06 42 18 06 43

Courriel : [hossegor.sauvetage@gmail.com](mailto:hossegor.sauvetage@gmail.com) | [hossegor.sauvetage.president@gmail.com](mailto:hossegor.sauvetage.president@gmail.com)

N°SIRET : 40 496 800 000 28

N° d'enregistrement au Registre National des Associations : W401002093

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

## IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

### PRÉAMBULE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1<sup>er</sup>
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention
- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

Considérant que le projet initié et conçu par **l'Association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du sauvetage sportif sous l'égide, le cas échéant, de la Fédération française de sauvetage et de secourisme, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

La commune de Soorts-Hossegor souhaite contractualiser son partenariat avec l'Association afin de formaliser son soutien aux actions et projets portés par celle-ci.

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à mettre en œuvre **les projets définis en ANNEXE I**.

Au regard de l'intérêt présenté par les différentes missions de l'association, la Commune entend accorder son soutien selon des modalités détaillées ci-après. Les subventions annuelles, en nature ou financières, sont dédiées à la réalisation de l'objet statutaire de l'association et à la participation aux actions reconnues d'intérêt communal. La Commune n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour **une durée qui s'étend jusqu'au 31 décembre, à compter de la signature**.

## LES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

### ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

#### 3.1.- Subvention annuelle

La Commune s'engage à soutenir financièrement l'association. Elle fixe annuellement le montant de son concours en fonction des objectifs poursuivis, tels que décrits dans **le projet de l'Association en ANNEXE I**, à concurrence d'une somme qui fait chaque année l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Toute demande de subvention doit faire l'objet, **avant le 30 septembre** de l'année précédente, du **dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**, qu'elle corresponde à un besoin de fonctionnement annuel ou à une aide à l'organisation d'un événement ponctuel. La subvention demandée peut être :

- financière
- en nature : mise à disposition de matériel, locaux, espace public, personnel...

#### 3.2 - Valeur de la contribution

##### 3.2.1. Financière :

Les actions de l'association formalisées dans son projet donnent lieu au règlement par la Commune d'un montant voté au Conseil municipal chaque année.

**Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention votée en conseil municipal pour l'association**

##### 3.2.2. En nature :

L'Association valorise, dans ses comptes, la mise à disposition gratuite de locaux, de matériel et/ou de personnel à hauteur d'un montant indiqué par la Commune.

Le financement public n'excède pas **les coûts liés à la mise en œuvre du projet estimé en ANNEXE 2**.

**Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention en nature votée en conseil municipal pour l'association**

#### 3.3 - Modalités de versement de la subvention

L'aide de la Commune est créditée au compte de l'Association sous réserve du respect des engagements figurant sur la présente convention et sous réserve de l'évaluation de l'intérêt communal des activités programmées ainsi que selon les procédures comptables en vigueur. Les comptes de l'Association qui seront présentés chaque année à la commune doivent être certifiés par un expert-comptable et, le cas échéant, par un commissaire aux comptes sous peine de non-versement de la subvention.

## ARTICLE 4 – AUTRES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

#### 4.1. - Option : mise à disposition de matériel et/ou de locaux □ **Annexe 4** ou **SANS OBJET** selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition du matériel et/ou des locaux selon les conditions figurant en annexe.

#### 4.2. -Option : mise à disposition d'espace public □ **Annexe 4 bis** ou **SANS OBJET** selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition à titre révocable et précaire un espace public défini selon les conditions figurant en annexe.

#### 4.3. -Option : mise à disposition de personnel □ **Annexe 5** ou **SANS OBJET** selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition du personnel pour concourir à la réussite des activités de l'association selon les conditions figurant en annexe.

## LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION



## **ARTICLE 5 - PARTICIPATION AU PROJET MUNICIPAL**

L'Association s'engage à participer, pendant la durée de validité de la convention, à une dynamique de qualité et à respecter les critères indiqués ci-dessous.

### **5.1.- Qualité de l'accueil et du service**

- Participer au forum des associations organisé par la Commune chaque année à la rentrée de septembre et être présent dans la mesure du possible aux manifestations organisées ou soutenues par la commune
- Mettre en œuvre un projet d'animation s'inscrivant dans le projet de la Commune
- Fournir à la Commune le planning des activités hebdomadaires, des animations, des initiations...
- Mettre à disposition des adhérents les informations tant obligatoires que pratiques dont : coût de l'adhésion, frais supplémentaires, planning des activités, brochures pédagogiques, agenda des manifestations sportives et culturelles, charte « Plage sans déchets », consignes de tri des déchets, charte de bonne conduite
- Afficher les recommandations en matière de santé pour les activités sportives (protection solaire, hydratation...)
- Proposer, selon le domaine d'activité de l'Association, des avantages aux détenteurs de cartes spécifique (Pass Culture, Chèque sports...) ou mettre en place les dispositifs d'aide proposés par les institutions publiques (Pack XL...)

### **5.2.- Participation à l'accueil des personnes en situation de handicap**

L'association doit favoriser l'accessibilité de ses activités personnes en situation de handicap.

### **5.3.- Qualité du matériel**

Lorsque du matériel est mis à disposition des adhérents pour pratiquer des activités :

- Proposer du matériel en bon état, sans aspérités dangereuses ni arêtes tranchantes
- Proposer du matériel adapté au niveau des adhérents, expérimentés comme débutants
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité préconisées, effectuer l'entretien du matériel nécessaire à la pratique des activités proposées.

### **5.4.- Qualité de l'encadrement et du projet de l'association**

- Les cours sont assurés par des encadrants titulaires des qualifications permettant d'exercer cette activité
- Les diplômes des encadrants doivent être affichés dans le local de l'association ou à proximité immédiate de l'accueil des adhérents
- Mettre en œuvre un projet pédagogique et un plan d'animations
- Construire un projet social vis-à-vis du public accueilli
- S'assurer que la sécurité des adhérents est assurée en particulier lorsque les activités sont pratiquées en milieu naturel
- Participer dans la mesure du possible et dans le cadre du Projet Éducatif Territorial de Soorts-Hossegor (PEDT), aux échanges et aux actions mises en œuvre par l'École Municipale des Sports (EMS) ainsi que par les structures d'accueil de mineurs de la Commune
- Se référer aux recommandations de sa fédération de tutelle concernant les diplômes des encadrants et la pratique sportive de l'activité de loisirs au sport de haut niveau
- Proposer et mettre en œuvre des projets intégrant l'association et ses adhérents au contexte communal : intégration au contexte local, participation aux animations de la commune au cours de l'année, implication locale, partenariat avec des acteurs locaux, relations et échanges interstructures, activité de l'association face à l'environnement.

### **5.6.- Qualité de la promotion**

- Solliciter le service communication de la Commune pour toute demande d'intégration du logo de la commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- La commune se réserve le droit de demander l'apposition du logo de la Commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- Entretenir de bonnes relations avec la Commune, éviter toute mise en cause publique de la commune et de ses services (y compris sur les réseaux sociaux), modérer les commentaires négatifs qui pourraient être exprimés par les adhérents de l'association.
- Être présent sur le site internet de la commune par le biais de la plateforme HelloAsso et fournir chaque année les informations actualisées relatives à l'Association.

### **5.7. Respect de l'environnement et développement durable**

- Sensibiliser et impliquer le personnel et les adhérents au respect du domaine public, des espaces naturels, des écosystèmes dunaires et marins ainsi qu'à leur préservation
- N'utiliser aucune vaisselle en plastique jetable et mettre en œuvre toute action concourant à atteindre cet objectif
- Utiliser des gobelets réutilisables lors des événements sportifs organisés par l'Association
- S'inscrire dans la dynamique de la Charte d'engagement « Plage sans déchet plastique » signée par la Commune en 2021. La charte est disponible sur le site du Ministère de la transition écologique et solidaire : [https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05\\_charte\\_plagesansdechets.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05_charte_plagesansdechets.pdf)
- Pratiquer et promouvoir le tri des déchets

- Organiser ou participer à des événements pédagogiques ou citoyens de nettoyage des plages et des dunes proposés par la Commune
- Utiliser et promouvoir l'utilisation de produits de nettoyage respectueux de l'environnement ou biodégradables
- Mettre en place des moyens de réaliser des économies d'eau (nettoyage du matériel et douches)
- Utiliser du papier recyclé (affiches, flyers, pochettes d'accueil)
- Utiliser de manière raisonnée les ressources en électricité (ampoule LED, éteindre en sortant, chauffage modéré...)
- Recycler les matériels hors d'usage ou en obsolescence
- Limiter l'usage des véhicules motorisés
- Assurer le nettoyage de l'emplacement utilisé s'il s'agit du domaine public et s'assurer qu'aucun déchet n'y est laissé à l'issue de la séance ou de l'exposition

#### **ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS CONCERNANT LA MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL ET DE LOCAUX**

L'Association s'engage à respecter les conditions de mise à disposition du matériel et des locaux par la Commune comme définis dans l'annexe de mise à disposition (figurant en annexe 2 et 4) et notamment à en assurer l'entretien.

#### **ARTICLE 7 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ CIVILE**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association doit obligatoirement contracter une assurance couvrant sa responsabilité civile et l'utilisation matériel et de locaux par les différents tiers s'ils sont mis à leur disposition. À la signature de la présente convention, **l'Association doit fournir à la Commune une attestation d'assurance en cours de validité** et s'engage à le renouveler si le contrat vient à échoir durant l'année civile.

#### **ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS**

L'Association s'engage à fournir **dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice** les documents ci-après : **le rapport d'activité, les comptes annuels certifiés** et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel. L'Association s'engage à fournir le dossier de demande de subvention (fonctionnement et manifestations) avant le **30 septembre**. Dans le même envoi, elle y intègre un **bilan des actions menées en matière de protection de l'environnement** (limitations de production de déchets, économies en matière de fluides, actions de sensibilisation...) et des objectifs qu'elle se fixe en la matière pour l'année suivante.

#### **LES OBLIGATIONS ET SANCTIONS**

##### **ARTICLE 9 – INCESSIBILITÉ DES DROITS**

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne de fait l'annulation de la subvention accordée et son remboursement par l'Association.

##### **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES STATUTS**

L'Association informe sans délai la Commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Commune sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

##### **ARTICLE 11– SANCTIONS**

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'objet de la présente convention et notamment de son annexe 1 et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de celle-ci par l'Association sans l'accord écrit de la Commune, cette dernière peut respectivement ordonner le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 8 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune informe l'Association de ses décisions par lettre ou par envoi numérique.

##### **ARTICLE 12– CONTRÔLES DE L'ADMINISTRATION**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents

dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

**La Commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.** Conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

#### **ARTICLE 13 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### **ARTICLE 14 - RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. : 05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour la Commune  
Le Maire,**

## **ANNEXE 1 : OBJECTIFS**

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### **1 Intitulé :**

- Ecole d'enseignement du sauvetage sportif
- Séances d'entraînements pour préparation compétitions avenir, poussins, minimes, cadets, juniors, seniors, masters, handisport
- Participation aux activités de l'école municipale des sports et plus largement du Service des Sports
- Participer au forum des associations organisé par la Commune
- Participer à au moins une manifestation organisée ou soutenue par la Commune

### **2 Objectifs :**

- Pérenniser l'enseignement du sauvetage sportif : initiation et perfectionnement
- Former les futurs sauveteurs de la commune
- Maintenir le club dans l'élite française
- Organiser des manifestations sportives
- Ouvrir la structure à de nouveaux pratiquants
- Sensibiliser le grands publics aux dangers de l'océan

### **3 Description :**

- Utiliser tous les moyens et matériels (locaux, matériel, terrains, personnel) mis à disposition par la Commune
- Continuer à proposer des prestations extérieures pour les scolaires et tous publics
- Répondre aux sollicitations des collectivités partenaires

### **4 Bénéficiaires :**

- Ouverture de la pratique à tout usager dès 5 ans
- Continuer à pratiquer des tarifs attractifs pour faciliter l'accès au sport du plus grand nombre
- Développer des prestations qualitatives qui participent à l'économie de la structure et permettent le maintien de tarifs abordables pour les usagers

### **5 Moyens matériels et humains :**

Bénévoles : 110

Educateurs salariés à temps complet : 3

Educateurs salariés à temps partiel : 8

Educateur communal mis à disposition par la ville : 0

Sites de pratique :

	Horaires	Sites	Sites
Lundi	17h-20h	Salle Chabas	
Mardi	18h-21h	Piscine (Civelle)	
Mardi	17h-20h	Plage centrale	Salle Chabas
Mercredi	14h-17h	Plage centrale	
Jeudi	17h-20h	Plage centrale	Salle Chabas
Vendredi	17h-20h	Plage centrale	
Samedi	8h-11h	Piscine (Civelle)	
Samedi	14h-17h	Plage centrale	

## **ANNEXE 2 : Budget prévisionnel** *Année 2024*

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
<b>Charges directes</b>		<b>Ressources directes</b>	
<b>60 - Achats</b>	30000	<b>70 - Produits des activités</b>	12000
Achats alimentaires	7000	Recettes des buvettes	9000
Achats stockés	18000	Recettes vente (manifestations)	1000
Fluides	4000	Ventes diverses	2000
Fournitures - petit équipement		Recettes	
Équipement bénévoles		Équipement bénévoles	
Fournitures administratives	1000	Maillots compétition	
Frais administratifs			
Abonnement			
Carburant			
Achat petit matériel			
Autres matières et fournitures			
<b>61 - Services extérieurs</b>	11000		
Locations	1000		
Entretien et réparations	10000		
Assurances			
Primes d'assurance			
Documentation			
Divers			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	80000	<b>74 - Subventions d'exploitation</b>	27500
Transports collectifs	30000	Commune	15000
Publicité et Relations publiques	500	Communauté de communes MACS	
Frais de restauration		Conseil départemental CD 40	1000
Frais de déplacement	20000	Pass sport	
Remboursement frais de déplacement	14000	Autres	
Frais hébergement		FFSS	
Repas réunion		État (préciser)	
Frais de téléphone	500		
Indemnités officiels	5000		
Frais divers (rémunération d'intermédiaires)	5000		
Frais divers	5000	Compte Licence	
<b>63 - Impôts, taxes et versements assimilés</b>		Autres	
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
<b>64 - Charges de personnel</b>	164000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	10000
Rémunérations des personnels	140000		
Charges et cotisations sociales	24000	Participation de la Fédération	1500
Autres frais de personnel			
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	193000
Droits Inscription			
Achat de licences		Cotisations (licences + adhésions)	80000
Frais de mutation		Prestation commerciale	53000
Cotisations		Formation secourisme	60000
Frais spécifiques pour les événements			
Frais spécifiques Assemblée Générale			
Dons			
<b>66 - Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
Intérêts des emprunts et dettes		Intérêts des fonds placés	
Autres charges financières			
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	30000
Amendes et pénalités		Partenariat privés	30000
Charges exceptionnelles diverses		Produits des amendes et pénalités	
<b>70 - Dotations</b>	5000	<b>78 - Reprise sur amortissements et provisions</b>	
Dotations		Reprise sur amortissements et provisions	
Engagements à réaliser sur ressources affectées		Report des ressources non utilisées	
<b>69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; participation des salariés</b>		<b>79 - Transfert de charges</b>	22500
<b>TOTAL DES CHARGES DIRECTES</b>	<b>285000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE</b>	<b>285000</b>
<b>86 - Emploi des contributions volontaires</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Personnel communal	2328,80	Bénévolat	
Mise à disposition gratuite salles communales ou terrains	18774	Participation Personnel Commune	2328,80
Prestations en espèces		Dons en nature	
Personnel bénévole		Prestation en nature de la ville et valorisation des locaux	18774
<b>TOTAL</b>	<b>306102,80</b>	<b>TOTAL</b>	<b>306102,80</b>



### **ANNEXE 3 : Les montants des subventions**

#### **Article 1 : Subvention**

La Commune s'engage à apporter un soutien financier à l'association. Pour ce faire et en réponse à la demande de subvention présentée par l'association, la Commune a fixé le montant de l'aide apportée.  
Pour l'année concernée le montant a été proposé au vote du Conseil Municipal.

Période	Date du vote en conseil municipal	Subvention
<b>Année</b>	8 mars 2024	<b>15000 €</b>

#### **Article 2 : Mises à disposition immobilières et valorisation**

La Commune met à disposition de l'Association, à titre précaire et révocable, à compter de la date de signature pour la période concernée, des locaux sur la plage centrale et la partie est du deuxième étage de la maison de la Glisse et la salle Chabas (3 fois par semaine en période scolaire) dont elle est propriétaire et situés :

Adresse : Plage Centrale (locaux de stockage) ; 30 Impasse de la Digue Nord (locaux administratifs) ; salle du Studio 40 au dessus des Halles 40150 Soorts-Hossegor

L'association s'engage à ne les utiliser que conformément à son objet statutaire.

La mise à disposition des locaux est accordée à l'association à titre gratuit.

Les installations et les locaux sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation immobilière
<b>Année</b>	<b>18 774 €</b>

#### **Article 3 : Mises à disposition de personnel (ou sans objet)**

Pour lui permettre de remplir ses missions, la Commune apporte un soutien à l'association par la mise à disposition de personnel d'encadrement des activités sportives.

Les mises à disposition de personnel sont valorisées dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
<b>Année</b>	<b>Sans objet</b>

#### **Article 4 : Mises à disposition de personnel pour l'organisation d'évènements**

Pour lui permettre d'accomplir ses missions, la Commune apporte un soutien logistique à l'association par la mise à disposition gratuite, ponctuelle et sous le contrôle des responsables communaux, le matériel nécessaire à la bonne organisation des manifestations.

Il est convenu que ces moyens fassent l'objet, à chaque fois, de demandes spécifiques de la part de l'association, qui doit les formuler dans des délais raisonnables permettant leur mise en œuvre.

Le matériel mis à disposition sont valorisés dans les comptes de l'association par le biais de la mise à disposition de personnel à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
<b>Année</b>	<b>2328,28 €</b>

**ANNEXE 4**  
**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE PRECAIRE ET**  
**REVOCABLE DE LOCAUX ET MATERIELS**

**CONVENTION**

**ENTRE :**

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : Commune de Soorts-Hossegor  
18 avenue de Paris  
40150 Soorts-Hossegor  
Tél : 05 58 41 79 10  
Courriel : [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

**ET :**

**L'association Hossegor Sauvetage Côtier**, représentée par son Président, Hervé Bouhineau, dûment habilité.

Domiciliée : 30 Impasse de la Digue Nord 40150 Soorts-Hossegor  
Téléphone : 06 42 18 06 43  
Courriel : [hossegor.sauvetage@gmail.com](mailto:hossegor.sauvetage@gmail.com) | [hossegor.sauvetage.president@gmail.com](mailto:hossegor.sauvetage.president@gmail.com)  
N°SIRET : 40 496 800 000 28  
N° d'enregistrement au Registre National des Associations : W401002093

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

**PRÉAMBULE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1<sup>er</sup>
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention
- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

La mise à disposition des locaux obéit à un certain nombre de règles visant à assurer l'égalité de traitement entre les citoyens. L'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés [...]. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation ».

Autant dans l'intérêt de la collectivité que dans celui de l'association, il est toujours préférable d'en clarifier et formaliser, dans une convention écrite de mise à disposition, les conditions d'utilisation. L'établissement d'une telle convention doit donc être justifié par une nécessité d'intérêt général entrant dans le champ des compétences de la collectivité publique concernée. Il est à relever que la mise à disposition de matériel ou d'un local par une collectivité territoriale est une subvention en nature au sens de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 – art. 59 (dite loi ESS).

Considérant que le projet initié et conçu par **l'association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du sauvetage sportif sous l'égide de la Fédération française de sauvetage et de secourisme, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

#### **Article 1 : Mise à disposition de locaux**

La commune, visant l'objet statutaire de l'association, décide de soutenir celle-ci dans la réalisation de ses objectifs en mettant à sa disposition à titre gratuit, **les locaux désignés à l'article 3 de la présente convention.**

La convention vaut autorisation d'occupation du domaine privé de la commune. Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Les locaux pourront être fermés occasionnellement pour différentes nécessités de sécurité, travaux ou maintenance de l'équipement.

#### **Article 2 : Durée et renouvellement**

La convention est conclue pour **une durée qui s'étend jusqu'au 31 décembre, à compter de la signature.**

#### **Article 3 : Désignation des locaux**

##### **3.1. Désignation**

La commune met à disposition de l'Association des **locaux sur la plage centrale et la partie est du deuxième étage de la maison de la Glisse et la salle Chabas** (3 fois par semaine en période scolaire) dont elle est propriétaire et situés :

Adresse : Plage Centrale (locaux de stockage) ; 30 Impasse de la Digue Nord (locaux administratifs) ; salle du Studio 40 au-dessus des Halles

40150 Soorts-Hossegor

- à titre permanent : les locaux de la plage centrale et de la maison de la glisse
- la salle Chabas sur les horaires suivants (période scolaire) : lundi 17h00-20h00, mardi 18h30-19h30 et jeudi 19h00-20h00

Le planning des activités (en fonction des périodes) est fourni chaque année en annexe de la présente convention.

##### **3.2. Descriptif des locaux**

Superficie des locaux :

- Local rez de plage, plage centrale : d'une superficie de 420 m<sup>2</sup>
- Local du dernier étage de la maison de la glisse : d'une superficie de 43,5 m<sup>2</sup>
- Salle Chabas : d'une superficie de 50 m<sup>2</sup>

##### **3.3 Destination**

L'association s'engage à exercer dans ces locaux, les activités suivantes : activités liées à la pratique du sauvetage sportif.

Toute modification de cet objet devra être portée à la connaissance de la commune.

En aucun cas, une manifestation ou une réunion étrangère à l'activité, ne pourra être organisée par l'association que ce soit dans l'enceinte du stade ou dans les locaux visés en 3.2. sans l'accord préalable de la Commune.

#### **Article 4 : Etat des locaux**

##### **4.1. Etat initial**

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Il appartient à l'association, en tant qu'utilisateur, de signaler à la commune avant son utilisation toutes les anomalies ou dégradations constatées. Un état des lieux contradictoire est dressé et annexé aux présentes.  
**(ANNEXE : état des lieux initial)**

##### **4.2. Entretien des locaux**

L'association doit tenir les locaux dans l'état initial durant toute la durée de la mise à disposition et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

L'association prend à sa charge l'entretien quotidien des locaux en mettant en place un système de nettoyage régulier.

##### **4.3. Transformations ou réparation dans les locaux**

L'association doit aviser immédiatement la commune de toute réparation à la charge de cette dernière dont celle-ci est à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

L'association s'engage à ne réaliser **sans l'accord express** de la commune aucuns travaux de transformation ou d'embellissement dans les locaux mis à disposition.

Tous les aménagements et installations faits par l'association deviennent, sans indemnité, propriété de la commune à la fin de l'occupation, sauf si la commune préfère que les lieux soient rétablis dans leur état initial.

Toute demande de maintenance ou de travaux doit être faite par courriel adressé à la mairie sauf cas d'urgence pour la sécurité du bâtiment (à l'adresse [service-technique@hossegor.fr](mailto:service-technique@hossegor.fr) | copie [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)).

#### **Article 5 : Destination des locaux**

Ces locaux seront utilisés par l'association à usage exclusif pour les activités de celle-ci pour la réalisation de son objet tel que mentionné dans ses statuts. L'association s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de son activité et au maintien de l'ordre, tant dans ses locaux qu'aux abords immédiats.

Tout changement à cette destination qui ne serait pas autorisé par la commune entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- se conformer au règlement du bâtiment qui existe ou viendrait à exister ainsi qu'à toute décision prise par la commune concernant celui-ci
- se conformer aux lois et règlements en vigueur notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs
- se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière
- les véhicules doivent être stationnés sur les emplacements dédiés. Aucun véhicule ne doit être stationné de façon à gêner l'accès des lieux aux secours, aux forces de l'ordre, aux services communaux et de façon générale aux autres usagers.

L'Association, dans la mesure du possible, facilite l'accès à ses locaux et au matériel dans le cadre du fonctionnement de l'École Municipale des Sports ou de tout autre service de la commune.

## **Article 6 : Entretien, mobilisation et réparation du matériel et du mobilier**

La Commune reste propriétaire du matériel et du mobilier mis à disposition, le cas échéant, dans les locaux.

L'association doit s'assurer de l'usage conforme du matériel mis à sa disposition.

La maintenance, l'entretien et la mise en conformité du matériel fixe est à la charge de la commune. Les interventions en cas de vétusté de ce matériel et mobilier sont assurées par les services de cette dernière (toute demande est adressée à [service-technique@hossegor.fr](mailto:service-technique@hossegor.fr) | copie [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)).

La mobilisation de tout matériel à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment est assurée par l'association à sa convenance et à ses frais.

## **Article 7 : Consignes de sécurité**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Commune, compte tenu de l'activité engagée ;
- avoir reconnu avec le représentant de la Commune l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage expressément :

- à faire respecter les règles de sécurité par ses adhérents et visiteurs
- à laisser les extincteurs à leurs emplacements d'origine
- à ne pas introduire ni stocker de matériel inflammable
- à laisser les issues de secours dégagées sans stocker de matériel gênant l'évacuation des occupants ou l'arrivée des secours
- à signaler immédiatement à la Commune toute dégradation des dispositifs d'alerte ou des moyens d'extinction
- à vérifier, lors de son départ, la fermeture des portes, des fenêtres, de l'éclairage, des robinets d'eau et du bon fonctionnement au ralenti des appareils de chauffage (maintenant le local hors gel), s'assurant ainsi d'une bonne sécurité du local.

## **Article 8 : Charges**

### **8.1. Les frais supportés par l'association**

Les frais d'assurance concernant l'usage du bâtiment.

Les impôts et les taxes relatifs à l'activité de l'association.

Les réparations de tout ce qui est détérioré du fait de l'activité des membres de l'association ou des personnes dont elle autorise la présence dans les lieux.

Les frais liés au nettoyage et à l'entretien des locaux (dont les murs intérieurs) et du mobilier.

### **8.2. Les frais supportés par la commune**

Les impôts et taxes relatifs à l'immeuble.

Les dégradations occasionnées par la vétusté du bâtiment ou des équipements, des vices de construction, de malfaçon ou encore des éventuels cas de force majeure causés par exemple par les intempéries.

Le remplacement des tuiles, les gouttières, les cheminées, volets, portes, installation électrique défectueuse, équipement de plomberie.

L'entretien des abords immédiats, l'extérieur du bâtiment, les espaces extérieurs (terrasses, enlèvement des mousses...). L'entretien des espaces verts : entretien des pelouses, massifs, taille des arbustes.

Les raccords de peintures, maintien des sols en bon état de propreté, remplacement ou réparation des sols en cas de taches et de trous.

L'ouvertures : graissage des gonds, remplacement des boutons de poignées, réfection des mastics, remplacement des vitres cassées.

L'entretien courant des équipements. Et les réparations de tout ce qui est détérioré par l'usage habituel.

Les fluides consommables : eau et électricité selon le local mis à disposition. Le chauffage du bâtiment entraîné par son usage, l'entretien du matériel de chauffage.



**L'association s'engage à avoir un usage raisonné des ressources naturelles et à limiter au maximum l'utilisation d'eau et d'électricité au strict minimum.**

L'assainissement.

#### **Article 9 : Incessibilité des droits**

La présente convention est consentie « intuitu personae » et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultat est interdite.

De même, il est interdit, sans l'accord express de la Commune, à l'association de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement, que cela soit à titre gratuit ou à titre onéreux.

#### **Article 10 : Clauses financières**

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit à l'association.

Le local, le mobilier et matériel sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur du montant voté en conseil municipal (calcul effectué à partir du coût pour la Commune et proportionnellement à la superficie des divers locaux concernés et au temps d'occupation par l'association bénéficiaire).

Une annexe est ajoutée à la convention avec les montants actualisés. (ANNEXE 1 : Montant des subventions votées en Conseil Municipal)

#### **Article 11 : Assurances**

Les locaux sont assurés par la Commune en qualité de propriétaire et par l'association en qualité de locataire. Lorsque la destination des locaux est mutualisée entre plusieurs associations, la Commune peut prendre à sa charge l'assurance des lieux.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie honorablement connue et solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition (en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité).

L'association fournira une attestation de son assureur certifiant que sa responsabilité civile est couverte pour l'activité qu'elle organise dans le local. L'association doit s'acquitter du paiement des primes et en justifier chaque année par remise au maire de l'attestation d'assurance.

L'association s'engage à aviser immédiatement la Commune de tout sinistre survenant dans le bâtiment mis à disposition.

Le matériel appartenant à l'Association stocké dans les locaux doit faire l'objet d'une assurance souscrite par celle-ci. L'Association ne pourra se retourner contre la Commune en cas de vol ou détérioration.

#### **Article 12 : Responsabilités**

L'association est personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres.

L'association répond des dégradations causées dans le bâtiment mis à disposition pendant le temps qu'elle en a la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou de ses préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou interventions pour son compte.

#### **Article 13 : Obligations générales de l'association**

L'association s'engage à mettre en valeur la mise à disposition des locaux et mobiliers par la commune auprès de ses adhérents ainsi qu'auprès du public. Elle modère les commentaires négatifs qui pourraient être émis par ses adhérents sur l'état des locaux, notamment sur les réseaux sociaux et dans les expressions publiques.

Les obligations suivantes doivent être observées par les membres de l'association, de même que par les personnes qu'elle introduit ou laisse s'introduire dans les locaux :

- S'interdire tout acte à caractère discriminatoire et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. S'assurer que les activités respectent la tranquillité et le repos du voisinage,
- Respecter strictement les règlements de sécurité incendie des ERP. Ne pas utiliser d'appareils dangereux. Ne pas détenir de produits explosifs ou inflammables, autres que ceux d'un usage courant, autorisés par les règlements de sécurité,
- Observer tous les règlements en vigueur dont le règlement intérieur, le règlement sanitaire départemental, la réglementation sur les débits de boissons.

**Article 14 : Visite et contrôle des lieux, du mobilier et du matériel**

L'association doit permettre à tout moment aux représentants de la commune, à ses agents et à ses entrepreneurs de pénétrer dans les lieux mis à disposition, pour visiter, contrôler, réparer ou entretenir les locaux.

En aucun cas, l'association ne peut changer les clés du local mis à disposition sans accord préalable du maire de Soorts-Hossegor. Le cas échéant, un double des clés sera fourni à la commune.

Une visite de contrôle de l'ensemble des locaux, en présence d'un représentant de l'association, aura lieu chaque année par les représentants de la commune.

**Article 15 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai deux mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention est résiliée de plein droit par la dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

La convention peut être résiliée par la Commune à tout moment, pour un motif d'intérêt général, après notification par la Commune à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

En outre, chaque partie aura la faculté de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception en observant un préavis égal à deux mois.

**Article 16 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, doit faire l'objet d'un avenant.

**Article 17 : Recours**

En cas de litiges, les parties s'engagent à trouver une solution amiable. A défaut, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. :05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour la Commune  
Le Maire,**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-23 : Convention 2024 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Capbreton Hossegor Rugby

La Commission en charge des sports s'est réunie afin d'élaborer les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives ainsi que les conditions de mise à disposition de moyens financiers, de moyens matériels, de locaux et de terrains.

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code du Sport, et notamment son article L 113-2,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**CONSIDÉRANT** que la commune de Soorts-Hossegor soutient ses associations sportives,

**CONSIDÉRANT** l'attribution à l'association Capbreton Hossegor Rugby d'une subvention de 15 000 € par le Conseil Municipal le 8 mars 2024,

**CONSIDÉRANT** la demande de se voir attribué l'usage de terrains et de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités.

**CONSIDÉRANT** l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

**APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Capbreton Hossegor Rugby, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2024.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
ANNÉE 2024

ENTRE :

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : 18 avenue de Paris 40150 Soorts-Hossegor  
Tél : 05 58 41 79 10  
Courriel : associations@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

ET :

**L'association Capbreton Hossegor Rugby**, représentée par son Président, Eric BRETHES, dûment habilité.  
Domiciliée : Parc des sports 40130 Capbreton

Téléphone : 0698876787  
Courriel : capbreton-hossegor-rugby@orange.fr  
N°SIRET : 40317678700014  
Numéro d'enregistrement au registre national des associations : W 401001114

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

**PRÉAMBULE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1<sup>er</sup>
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention
- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

Considérant que le projet initié et conçu par **l'Association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du rugby sous l'égide, le cas échéant, de la Fédération française de rugby, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

La commune de Soorts-Hossegor souhaite contractualiser son partenariat avec l'Association afin de formaliser son soutien aux actions et projets portés par celle-ci.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'Association s'engage à mettre en œuvre **les projets définis en ANNEXE I**.

Au regard de l'intérêt présenté par les différentes missions de l'association, la Commune entend accorder son soutien selon des modalités détaillées ci-après. Les subventions annuelles, en nature ou financières, sont dédiées à la réalisation de l'objet statutaire de l'association et à la participation aux actions reconnues d'intérêt communal. La Commune n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue pour **une durée qui s'étend jusqu'au 31 décembre, à compter de la signature**.

## **LES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

### **ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION**

#### **3.1.- Subvention annuelle**

La Commune s'engage à soutenir financièrement l'association. Elle fixe annuellement le montant de son concours en fonction des objectifs poursuivis, tels que décrits dans **le projet de l'Association en ANNEXE I**, à concurrence d'une somme qui fait chaque année l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Toute demande de subvention doit faire l'objet, **avant le 30 septembre** de l'année précédente, du **dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**, qu'elle corresponde à un besoin de fonctionnement annuel ou à une aide à l'organisation d'un événement ponctuel. La subvention demandée peut être :

- financière
- en nature : mise à disposition de matériel, locaux, espace public, personnel...

#### **3.2 - Valeur de la contribution**

##### **3.2.1. Financière :**

Les actions de l'association formalisées dans son projet donnent lieu au règlement par la Commune d'un montant voté au Conseil municipal chaque année.

**Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention votée en conseil municipal pour l'association**

##### **3.2.2. En nature :**

L'Association valorise, dans ses comptes, la mise à disposition gratuite de locaux, de matériel et/ou de personnel à hauteur d'un montant indiqué par la Commune.

Le financement public n'excède pas **les coûts liés à la mise en œuvre du projet estimé en ANNEXE 2**.

**Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention en nature votée en conseil municipal pour l'association**

#### **3.3 - Modalités de versement de la subvention**

L'aide de la Commune est créditée au compte de l'Association sous réserve du respect des engagements figurant sur la présente convention et sous réserve de l'évaluation de l'intérêt communal des activités programmées ainsi que selon les procédures comptables en vigueur. Les comptes de l'Association qui seront présentés chaque année à la commune doivent être certifiés par un expert-comptable et, le cas échéant, par un commissaire aux comptes sous peine de non-versement de la subvention.

### **ARTICLE 4 – AUTRES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

#### **4.1. - Option : mise à disposition de matériel et/ou de locaux □ Annexe 4 ou SANS OBJET selon le cas**

La Commune s'engage à mettre à disposition du matériel et/ou des locaux selon les conditions figurant en annexe.

#### **4.2. -Option : mise à disposition d'espace public □ Annexe 4 bis ou SANS OBJET selon le cas**

La Commune s'engage à mettre à disposition à titre révocable et précaire un espace public défini selon les conditions figurant en annexe.

#### **4.3. -Option : mise à disposition de personnel □ Annexe 5 ou SANS OBJET selon le cas**

La Commune s'engage à mettre à disposition du personnel pour concourir à la réussite des activités de l'association selon les conditions figurant en annexe.

## **LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

## **ARTICLE 5 - PARTICIPATION AU PROJET MUNICIPAL**

L'Association s'engage à participer, pendant la durée de validité de la convention, à une dynamique de qualité et à respecter les critères indiqués ci-dessous.

### **5.1.- Qualité de l'accueil et du service**

- Participer au forum des associations organisé par la Commune chaque année à la rentrée de septembre et être présent dans la mesure du possible aux manifestations organisées ou soutenues par la commune
- Mettre en œuvre un projet d'animation s'inscrivant dans le projet de la Commune
- Fournir à la Commune le planning des activités hebdomadaires, des animations, des initiations...
- Mettre à disposition des adhérents les informations tant obligatoires que pratiques dont : coût de l'adhésion, frais supplémentaires, planning des activités, brochures pédagogiques, agenda des manifestations sportives et culturelles, charte « Plage sans déchets », consignes de tri des déchets, charte de bonne conduite
- Afficher les recommandations en matière de santé pour les activités sportives (protection solaire, hydratation...)
- Proposer, selon le domaine d'activité de l'Association, des avantages aux détenteurs de cartes spécifique (Pass Culture, Chèque sports...) ou mettre en place les dispositifs d'aide proposés par les institutions publiques (Pack XL...)

### **5.2.- Participation à l'accueil des personnes en situation de handicap**

L'association doit favoriser l'accessibilité de ses activités personnes en situation de handicap.

### **5.3.- Qualité du matériel**

Lorsque du matériel est mis à disposition des adhérents pour pratiquer des activités :

- Proposer du matériel en bon état, sans aspérités dangereuses ni arêtes tranchantes
- Proposer du matériel adapté au niveau des adhérents, expérimentés comme débutants
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité préconisées, effectuer l'entretien du matériel nécessaire à la pratique des activités proposées.

### **5.4.- Qualité de l'encadrement et du projet de l'association**

- Les cours sont assurés par des encadrants titulaires des qualifications permettant d'exercer cette activité
- Les diplômes des encadrants doivent être affichés dans le local de l'association ou à proximité immédiate de l'accueil des adhérents
- Mettre en œuvre un projet pédagogique et un plan d'animations
- Construire un projet social vis-à-vis du public accueilli
- S'assurer que la sécurité des adhérents est assurée en particulier lorsque les activités sont pratiquées en milieu naturel
- Participer dans la mesure du possible et dans le cadre du Projet Éducatif Territorial de Soorts-Hossegor (PEDT), aux échanges et aux actions mises en œuvre par l'École Municipale des Sports (EMS) ainsi que par les structures d'accueil de mineurs de la Commune
- Se référer aux recommandations de sa fédération de tutelle concernant les diplômes des encadrants et la pratique sportive de l'activité de loisirs au sport de haut niveau
- Proposer et mettre en œuvre des projets intégrant l'association et ses adhérents au contexte communal : intégration au contexte local, participation aux animations de la commune au cours de l'année, implication locale, partenariat avec des acteurs locaux, relations et échanges interstructures, activité de l'association face à l'environnement.

### **5.6.- Qualité de la promotion**

- Solliciter le service communication de la Commune pour toute demande d'intégration du logo de la commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- La commune se réserve le droit de demander l'apposition du logo de la Commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- Entretenir de bonnes relations avec la Commune, éviter toute mise en cause publique de la commune et de ses services (y compris sur les réseaux sociaux), modérer les commentaires négatifs qui pourraient être exprimés par les adhérents de l'association.
- Être présent sur le site internet de la commune par le biais de la plateforme HelloAsso et fournir chaque année les informations actualisées relatives à l'Association.

### **5.7. Respect de l'environnement et développement durable**

- Sensibiliser et impliquer le personnel et les adhérents au respect du domaine public, des espaces naturels, des écosystèmes dunaires et marins ainsi qu'à leur préservation
- N'utiliser aucune vaisselle en plastique jetable et mettre en œuvre toute action concourant à atteindre cet objectif
- Utiliser des gobelets réutilisables lors des événements sportifs organisés par l'Association
- S'inscrire dans la dynamique de la Charte d'engagement « Plage sans déchet plastique » signée par la Commune en 2021. La charte est disponible sur le site du Ministère de la transition écologique et solidaire : [https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05\\_charte\\_plagesansdechets.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05_charte_plagesansdechets.pdf)
- Pratiquer et promouvoir le tri des déchets

- Organiser ou participer à des événements pédagogiques ou citoyens de nettoyage des plages et des dunes proposés par la Commune
- Utiliser et promouvoir l'utilisation de produits de nettoyage respectueux de l'environnement ou biodégradables
- Mettre en place des moyens de réaliser des économies d'eau (nettoyage du matériel et douches)
- Utiliser du papier recyclé (affiches, flyers, pochettes d'accueil)
- Utiliser de manière raisonnée les ressources en électricité (ampoule LED, éteindre en sortant, chauffage modéré...)
- Recycler les matériels hors d'usage ou en obsolescence
- Limiter l'usage des véhicules motorisés
- Assurer le nettoyage de l'emplacement utilisé s'il s'agit du domaine public et s'assurer qu'aucun déchet n'y est laissé à l'issue de la séance ou de l'exposition

#### **ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS CONCERNANT LA MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL ET DE LOCAUX**

L'Association s'engage à respecter les conditions de mise à disposition du matériel et des locaux par la Commune comme définis dans l'annexe de mise à disposition (figurant en annexe 2 et 4) et notamment à en assurer l'entretien.

#### **ARTICLE 7 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ CIVILE**

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association doit obligatoirement contracter une assurance couvrant sa responsabilité civile et l'utilisation matériel et de locaux par les différents tiers s'ils sont mis à leur disposition. À la signature de la présente convention, **l'Association doit fournir à la Commune une attestation d'assurance en cours de validité** et s'engage à le renouveler si le contrat vient à échoir durant l'année civile.

#### **ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS**

L'Association s'engage à fournir **dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice** les documents ci-après : **le rapport d'activité, les comptes annuels certifiés** et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel. L'Association s'engage à fournir le dossier de demande de subvention (fonctionnement et manifestations) avant le **30 septembre**. Dans le même envoi, elle y intègre un **bilan des actions menées en matière de protection de l'environnement** (limitations de production de déchets, économies en matière de fluides, actions de sensibilisation...) et des objectifs qu'elle se fixe en la matière pour l'année suivante.

#### **LES OBLIGATIONS ET SANCTIONS**

##### **ARTICLE 9 – INCESSIBILITÉ DES DROITS**

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne de fait l'annulation de la subvention accordée et son remboursement par l'Association.

##### **ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES STATUTS**

L'Association informe sans délai la Commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Commune sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

##### **ARTICLE 11– SANCTIONS**

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'objet de la présente convention et notamment de son annexe 1 et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de celle-ci par l'Association sans l'accord écrit de la Commune, cette dernière peut respectivement ordonner le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 8 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune informe l'Association de ses décisions par lettre ou par envoi numérique.

##### **ARTICLE 12– CONTRÔLES DE L'ADMINISTRATION**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents

dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

**La Commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.** Conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

#### **ARTICLE 13 – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

#### **ARTICLE 14 - RECOURS**

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. : 05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour la Commune  
Le Maire,**



## ANNEXE 1 : OBJECTIFS

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### 1 Intitulé :

- Ecole d'enseignement du rugby
- Séances d'entraînements pour préparation aux compétitions baby-poussins, mini poussins, poussins, minimes, cadets, juniors, séniors
- Participation aux activités de l'école municipale des sports et plus largement du Service des Sports
- Participer au forum des associations organisé par la Commune
- Participer à au moins une manifestation organisée ou soutenue par la Commune

### 2 Objectifs :

- Pérenniser l'enseignement du rugby : initiation et perfectionnement
- Ouvrir la structure à de nouveaux pratiquants
- Ecole de rugby labélisée par la Fédération Française de Rugby
- Organisation d'un tournoi de rugby

### 3 Description :

- Utiliser tous les moyens et matériels (locaux, matériel, terrains, personnel) mis à disposition par la Commune
- Continuer à proposer des prestations extérieures pour les scolaires et tous publics
- Répondre aux sollicitations des collectivités partenaires

### 4 Bénéficiaires :

- Ouverture de la pratique à tout usager dès le plus jeune âge (moins de 6 ans)
- Continuer à pratiquer des tarifs attractifs pour faciliter l'accès au sport du plus grand nombre
- Développer des prestations qualitatives qui participent à l'économie de la structure et permettent le maintien de tarifs abordables pour les usagers

### 5 Moyens matériels et humains :

Bénévoles : 60

Educateurs salariés à temps complet : 0

Educateurs salariés à temps partiel : 0

Educateur communal mis à disposition par la ville : 0

Sites de pratique :

	Horaires	Sites	Sites
Lundi	18h00 – 19h30	Terrain de rugby	
Mardi	19h00 – 21h00		Terrain d'entraînement
Mercredi	18h30 – 20h	Terrain de rugby	Terrain d'entraînement
Jeudi	18h00 – 19h30		
Vendredi	19h30 – 21h	Terrain de rugby	Terrain d'entraînement
Samedi	10h00 – 12h00	Terrain de rugby	Terrain d'entraînement
Dimanche			

## ANNEXE 2 : Budget prévisionnel

## Année 2024

CHARGES		MONTANT	PRODUITS		MONTANT
<b>Charges directes</b>			<b>Ressources directes</b>		
<b>60 - Achats</b>		85400	<b>70 - Produits des activités</b>		148600
Fournitures alimentaires		1100	Recettes des buvettes		22000
Achats stockés (autres)		500	Recettes vente (manifestations)		55000
Achats non stockés		24400	Recettes matches à domicile		800
Electricités eau gaz		600	Ventes diverses		800
Equipement joueurs		16000	Equipement bénévoles		
Petit équipement et outillage		7500	Maillots compétition		
Fournitures administratives		300			
Achats de marchandises		61000			
Achats manifestations		58000			
Achat EDR		3000			
<b>61 - Services extérieurs</b>		113832			
Locations		93932			
Locations stades et terrains		88432			
Location matériels		5500			
Primes d'assurance		2800			
Entretien et réparations		4100			
Divers		13000			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		58200	<b>74 - Subventions d'exploitation</b>		38000
Rémunérations d'intermédiaires et honorairesDéplacement		2800	Commune		15000
Publicités, Publications et relations publiques		3000	Communauté de communes MACS		
Transports collectifs		21000	Conseil départemental CD 40		3000
Frais de déplacement, missions et réception		50800	Autre		6000
Indemnités kilométriques		26700	Autres (subvention apprenti)		14000
Indemnités Arbitres		1000			
Réception		2100	État (préciser)		
Frais de téléphone et postaux		1200			
Frais bancaires		400			
Frais divers		21840			
			Compte Licence		
<b>63 - Impôts, taxes et versements assimilés</b>		0	Autres		
Impôts et taxes sur rémunération					
Autres impôts et taxes			Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)		
<b>64 - Charges de personnel</b>		45900	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)		
Rémunérations des personnels		40200			
Charges et cotisations sociales		5700	Participation de la Fédération		
Autres frais de personnel					
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>			<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>		31500
Achat de licences et de mutations		21840	Fédération + Label		
			Cotisations (licences + adhésions)		20000
			Indemnités perçues (mutations joueurs)		3500
			Indemnités kilométriques FFR		8000
<b>66 - Charges financières</b>			<b>76 - Produits financiers</b>		
Intérêts des emprunts et dettes			Intérêts des fonds placés		
Autres charges financières					
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>			<b>77 - Produits exceptionnels</b>		
Amendes et pénalités			Partenariat privés		70000
Charges exceptionnelles diverses			Conventions mairies		42000
<b>70 - Dotations aux armoistisseurs et aux provisions</b>		6500	<b>78 - Reprise sur amortissements et provisions</b>		
			Reprise sur amortissements et provisions		
			Report des ressources non utilisées		
<b>69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; participation des salariés</b>			<b>79 - Transfert de charges</b>		1572
<b>TOTAL DES CHARGES DIRECTES</b>		<b>331672</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE</b>		<b>331672</b>

<b>86 - Emploi des contributions volontaires</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Personnel communal	4424,72	Bénévolat	
Mise à disposition gratuite salles communales ou terrains	12441,58	Participation Personnel Commune	4424,72
Prestations en espèces		Dons en nature	
Personnel bénévole		Prestation en nature de la ville et valorisation des locaux	12441,58
<b>TOTAL</b>	<b>348538,30</b>	<b>TOTAL</b>	<b>348538,30</b>

### **ANNEXE 3 : Les montants des subventions**

#### **Article 1 : Subvention**

La Commune s'engage à apporter un soutien financier à l'association. Pour ce faire et en réponse à la demande de subvention présentée par l'association, la Commune a fixé le montant de l'aide apportée.

Pour l'année concernée le montant a été proposé au vote du Conseil Municipal.

Période	Date du vote en conseil municipal	Subvention
<b>Année</b>	8 mars 2024	<b>15000 €</b>

#### **Article 2 : Mises à disposition immobilières et valorisation**

La Commune met à disposition de l'Association, à titre précaire et révocable, à compter de la date de signature pour la période concernée, **2 terrains de rugby, un club house, des vestiaires et des locaux de stockage de matériel** dont elle est propriétaire et situés dans le Parc des sports.

Adresse : Parc des Sports, 40150 Soorts-Hossegor

L'association s'engage à ne les utiliser que conformément à son objet statutaire.

La mise à disposition des locaux est accordée à l'association à titre gratuit.

Les installations et les locaux sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation immobilière
<b>Année</b>	<b>12441,58 €</b>

#### **Article 3 : Mises à disposition de personnel (ou sans objet)**

Pour lui permettre de remplir ses missions, la Commune apporte un soutien à l'association par la mise à disposition de personnel d'encadrement des activités sportives.

Les mises à disposition de personnel sont valorisées dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
<b>Année</b>	<b>Sans objet</b>

#### **Article 4 : Mises à disposition de personnel pour l'organisation d'évènements**

Pour lui permettre d'accomplir ses missions, la Commune apporte un soutien logistique à l'association par la mise à disposition gratuite, ponctuelle et sous le contrôle des responsables communaux, le matériel nécessaire à la bonne organisation des manifestations.

Il est convenu que ces moyens fassent l'objet, à chaque fois, de demandes spécifiques de la part de l'association, qui doit les formuler dans des délais raisonnables permettant leur mise en œuvre.

Le matériel mis à disposition sont valorisés dans les comptes de l'association par le biais de la mise à disposition de personnel à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
<b>Année</b>	<b>4424,72 €</b>

**ANNEXE 4**  
**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE PRECAIRE ET**  
**REVOCABLE DE TERRAINS, LOCAUX ET MATERIELS**

**CONVENTION**

**ENTRE :**

**La commune de Soorts-Hossegor**, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : Commune de Soorts-Hossegor  
18 avenue de Paris  
40150 Soorts-Hossegor  
Tél : 05 58 41 79 10  
Courriel : associations@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

**ET :**

**L'association Capbreton Hossegor Rugby**, représentée par son Président, Eric BRETHERS, dûment habilité.

Domiciliée : Parc des sports 40130 Capbreton

Téléphone : 0698876787  
Courriel : capbreton-hossegor-rugby@orange.fr  
N°SIRET : 40317678700014  
Numéro d'enregistrement au registre national des associations : W 401001114

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

**PRÉAMBULE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1<sup>er</sup>
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention

- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

La mise à disposition des locaux obéit à un certain nombre de règles visant à assurer l'égalité de traitement entre les citoyens. L'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés [...]. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation ». Autant dans l'intérêt de la collectivité que dans celui de l'association, il est toujours préférable d'en clarifier et formaliser, dans une convention écrite de mise à disposition, les conditions d'utilisation. L'établissement d'une telle convention doit donc être justifié par une nécessité d'intérêt général entrant dans le champ des compétences de la collectivité publique concernée. Il est à relever que la mise à disposition de matériel ou d'un local par une collectivité territoriale est une subvention en nature au sens de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 – art. 59 (dite loi ESS).

Considérant que le projet initié et conçu par l'**association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du rugby sous l'égide de la Fédération française de rugby, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

#### **Article 1 : Mise à disposition de locaux**

La commune, visant l'objet statutaire de l'association, décide de soutenir celle-ci dans la réalisation de ses objectifs en mettant à sa disposition à titre gratuit, **les locaux désignés à l'article 3 de la présente convention.**

La convention vaut autorisation d'occupation du domaine privé de la commune. Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Les locaux pourront être fermés occasionnellement pour différentes nécessités de sécurité, travaux ou maintenance de l'équipement.

#### **Article 2 : Durée et renouvellement**

La convention est conclue pour **une durée qui s'étend jusqu'au 31 décembre, à compter de la signature.**

#### **Article 3 : Désignation des locaux**

##### **3.1. Désignation**

La commune met à disposition de l'Association 2 terrains de rugby, le club house, les vestiaires et des locaux de stockage de matériel dont elle est propriétaire et située :

Adresse : Parc des sports

40150 Soorts-Hossegor

- à titre permanent : le club house
- les vestiaires et les 2 terrains, sur les horaires suivants

-	Horaires	Sites	Sites
Lundi	18h00 – 19h30	Terrain de rugby	
Mardi	19h00 – 21h00		Terrain d'entraînement
Mercredi	18h30 – 20h	Terrain de rugby	Terrain d'entraînement
Jeudi	18h00 – 19h30		
Vendredi	19h30 – 21h	Terrain de rugby	Terrain d'entraînement
Samedi	10h00 – 12h00	Terrain de rugby	Terrain d'entraînement

Le planning des activités (en fonction des périodes) est fourni chaque année en annexe de la présente convention.

##### **3.2. Descriptif des locaux**

Superficie des locaux :

- 2 terrains de rugby d'une superficie de 14500 m²
- des vestiaires et douches d'une superficie de 160 m²



- des locaux administratifs « club house » d'une superficie de 180 m²

### **3.3 Destination**

L'association s'engage à exercer dans ces locaux, les activités suivantes : activités liées à la pratique du rugby.

Toute modification de cet objet devra être portée à la connaissance de la commune.

En aucun cas, une manifestation ou une réunion étrangère à l'activité, ne pourra être organisée par l'association que ce soit dans l'enceinte du stade ou dans les locaux visés en 3.2. sans l'accord préalable de la Commune.

## **Article 4 : Etat des locaux**

### **4.1. Etat initial**

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Il appartient à l'association, en tant qu'utilisateur, de signaler à la commune avant son utilisation toutes les anomalies ou dégradations constatées. Un état des lieux contradictoire est dressé et annexé aux présentes.

**(ANNEXE : état des lieux initial)**

### **4.2. Entretien des locaux**

L'association doit tenir les locaux dans l'état initial durant toute la durée de la mise à disposition et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

L'association prend à sa charge l'entretien quotidien des locaux en mettant en place un système de nettoyage régulier.

### **4.3. Transformations ou réparation dans les locaux**

L'association doit aviser immédiatement la commune de toute réparation à la charge de cette dernière dont celle-ci est à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

L'association s'engage à ne réaliser **sans l'accord express** de la commune aucuns travaux de transformation ou d'embellissement dans les locaux mis à disposition.

Tous les aménagements et installations faits par l'association deviennent, sans indemnité, propriété de la commune à la fin de l'occupation, sauf si la commune préfère que les lieux soient rétablis dans leur état initial.

Toute demande de maintenance ou de travaux doit être faite par courriel adressé à la mairie sauf cas d'urgence pour la sécurité du bâtiment (à l'adresse [service-technique@hossegor.fr](mailto:service-technique@hossegor.fr) | copie [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)).

## **Article 5 : Destination des locaux**

Ces locaux seront utilisés par l'association à usage exclusif pour les activités de celle-ci pour la réalisation de son objet tel que mentionné dans ses statuts. L'association s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de son activité et au maintien de l'ordre, tant dans ses locaux qu'aux abords immédiats.

Tout changement à cette destination qui ne serait pas autorisé par la commune entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- se conformer au règlement du bâtiment qui existe ou viendrait à exister ainsi qu'à toute décision prise par la commune concernant celui-ci
- se conformer aux lois et règlements en vigueur notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs

- se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

- les véhicules doivent être stationnés sur les emplacements dédiés. Aucun véhicule ne doit être stationné de façon à gêner l'accès des lieux aux secours, aux forces de l'ordre, aux services communaux et de façon générale aux autres usagers

L'Association, dans la mesure du possible, facilite l'accès à ses locaux et au matériel dans le cadre du fonctionnement de l'École Municipale des Sports ou de tout autre service de la commune.

#### **Article 6 : Entretien, mobilisation et réparation du matériel et du mobilier**

La Commune reste propriétaire du matériel et du mobilier mis à disposition, le cas échéant, dans les locaux.

L'association doit s'assurer de l'usage conforme du matériel mis à sa disposition.

La maintenance, l'entretien et la mise en conformité du matériel fixe est à la charge de la commune. Les interventions en cas de vétusté de ce matériel et mobilier sont assurées par les services de cette dernière (toute demande est adressée à [service-technique@hossegor.fr](mailto:service-technique@hossegor.fr) | copie [associations@hossegor.fr](mailto:associations@hossegor.fr)).

La mobilisation de tout matériel à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment est assurée par l'association à sa convenance et à ses frais.

#### **Article 7 : Consignes de sécurité**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Commune, compte tenu de l'activité engagée ;

- avoir reconnu avec le représentant de la Commune l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage expressément :

- à faire respecter les règles de sécurité par ses adhérents et visiteurs

- à laisser les extincteurs à leurs emplacements d'origine

- à ne pas introduire ni stocker de matériel inflammable

- à laisser les issues de secours dégagées sans stocker de matériel gênant l'évacuation des occupants ou l'arrivée des secours

- à signaler immédiatement à la Commune toute dégradation des dispositifs d'alerte ou des moyens d'extinction

- à vérifier, lors de son départ, la fermeture des portes, des fenêtres, de l'éclairage, des robinets d'eau et du bon fonctionnement au ralenti des appareils de chauffage (maintenant le local hors gel), s'assurant ainsi d'une bonne sécurité du local.

#### **Article 8 : Charges**

##### **8.1. Les frais supportés par l'association**

Les frais d'assurance concernant l'usage du bâtiment.

Les impôts et les taxes relatifs à l'activité de l'association.

Les réparations de tout ce qui est détérioré du fait de l'activité des membres de l'association ou des personnes dont elle autorise la présence dans les lieux.

Les frais liés au nettoyage et à l'entretien des locaux (dont les murs intérieurs) et du mobilier.

##### **8.2. Les frais supportés par la commune**

Les impôts et taxes relatifs à l'immeuble.

Les dégradations occasionnées par la vétusté du bâtiment ou des équipements, des vices de construction, de malfaçon ou encore des éventuels cas de force majeure causés par exemple par les intempéries.

Le remplacement des tuiles, les gouttières, les cheminées, volets, portes, installation électrique défectueuse, équipement de plomberie.

L'entretien des abords immédiats, l'extérieur du bâtiment, les espaces extérieurs (terrasses, enlèvement des mousses...). L'entretien des espaces verts : entretien des pelouses, massifs, taille des arbustes. Les raccords de peintures, maintien des sols en bon état de propreté, remplacement ou réparation des sols en cas de taches et de trous.

L'ouvertures : graissage des gonds, remplacement des boutons de poignées, réfection des mastics, remplacement des vitres cassées.

L'entretien courant des équipements. Et les réparations de tout ce qui est détérioré par l'usage habituel. Les fluides consommables : eau et électricité selon le local mis à disposition. Le chauffage du bâtiment entraîné par son usage, l'entretien du matériel de chauffage.

**L'association s'engage à avoir un usage raisonné des ressources naturelles et à limiter au maximum l'utilisation d'eau et d'électricité au strict minimum.**

L'assainissement.

#### **Article 9 : Incessibilité des droits**

La présente convention est consentie « intuitu personae » et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultat est interdite.

De même, il est interdit, sans l'accord express de la Commune, à l'association de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement, que cela soit à titre gratuit ou à titre onéreux.

#### **Article 10 : Clauses financières**

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit à l'association.

Le local, le mobilier et matériel sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur du montant voté en conseil municipal (calcul effectué à partir du coût pour la Commune et proportionnellement à la superficie des divers locaux concernés et au temps d'occupation par l'association bénéficiaire).

Une annexe est ajoutée à la convention avec les montants actualisés. (ANNEXE 1 : Montant des subventions votées en Conseil Municipal)

#### **Article 11 : Assurances**

Les locaux sont assurés par la Commune en qualité de propriétaire et par l'association en qualité de locataire. Lorsque la destination des locaux est mutualisée entre plusieurs associations, la Commune peut prendre à sa charge l'assurance des lieux.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie honorablement connue et solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition (en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité).

L'association fournira une attestation de son assureur certifiant que sa responsabilité civile est couverte pour l'activité qu'elle organise dans le local. L'association doit s'acquitter du paiement des primes et en justifier chaque année par remise au maire de l'attestation d'assurance.

L'association s'engage à aviser immédiatement la Commune de tout sinistre survenant dans le bâtiment mis à disposition.

Le matériel appartenant à l'Association stocké dans les locaux doit faire l'objet d'une assurance souscrite par celle-ci. L'Association ne pourra se retourner contre la Commune en cas de vol ou détérioration.

#### **Article 12 : Responsabilités**

L'association est personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres.

L'association répond des dégradations causées dans le bâtiment mis à disposition pendant le temps qu'elle en a la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou de ses préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou interventions pour son compte.

### **Article 13 : Obligations générales de l'association**

L'association s'engage à mettre en valeur la mise à disposition des locaux et mobiliers par la commune auprès de ses adhérents ainsi qu'auprès du public. Elle modère les commentaires négatifs qui pourraient être émis par ses adhérents sur l'état des locaux, notamment sur les réseaux sociaux et dans les expressions publiques.

Les obligations suivantes doivent être observées par les membres de l'association, de même que par les personnes qu'elle introduit ou laisse s'introduire dans les locaux :

- S'interdire tout acte à caractère discriminatoire et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. S'assurer que les activités respectent la tranquillité et le repos du voisinage,
- Respecter strictement les règlements de sécurité incendie des ERP. Ne pas utiliser d'appareils dangereux. Ne pas détenir de produits explosifs ou inflammables, autres que ceux d'un usage courant, autorisés par les règlements de sécurité,
- Observer tous les règlements en vigueur dont le règlement intérieur, le règlement sanitaire départemental, la réglementation sur les débits de boissons.

### **Article 14 : Visite et contrôle des lieux, du mobilier et du matériel**

L'association doit permettre à tout moment aux représentants de la commune, à ses agents et à ses entrepreneurs de pénétrer dans les lieux mis à disposition, pour visiter, contrôler, réparer ou entretenir les locaux.

En aucun cas, l'association ne peut changer les clés du local mis à disposition sans accord préalable du maire de Soorts-Hossegor. Le cas échéant, un double des clés sera fourni à la commune.

Une visite de contrôle de l'ensemble des locaux, en présence d'un représentant de l'association, aura lieu chaque année par les représentants de la commune.

### **Article 15 : Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai deux mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention est résiliée de plein droit par la dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

La convention peut être résiliée par la Commune à tout moment, pour un motif d'intérêt général, après notification par la Commune à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

En outre, chaque partie aura la faculté de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception en observant un préavis égal à deux mois.

### **Article 16 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, doit faire l'objet d'un avenant.

### **Article 17 : Recours**

En cas de litiges, les parties s'engagent à trouver une solution amiable. A défaut, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. :05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, [greffe.ta-pau@juradm.fr](mailto:greffe.ta-pau@juradm.fr)

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Pour la Commune  
Le Maire,**





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n° 240628-24 : Adhésion à l'association Esprit du Sud 40

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire expose à l'assemblée les missions de l'association Esprit du Sud 40. En effet, cette association a pour mission de promouvoir nos cultures locales, d'affirmer nos valeurs, nos pratiques et nos passions, particulièrement face à ceux qui souhaitent gommer toute spécificité locale, et soutenir les pratiques qui participent au « bien vivre » et à l'attractivité du territoire Landais.

Monsieur le Maire propose une adhésion symbolique à cette association, marquant ainsi l'attachement de la Commune de Soorts-Hossegor aux valeurs et traditions landaises en validant la charte « Esprit du Sud » moyennant une adhésion symbolique de 100 €.

*Après en avoir délibéré,*

*Avec 18 voix pour*

*Et 7 abstentions (A. JAKUBIEC, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC ESCANDE)*

*Le Conseil Municipal,*

**ACCEPTE** d'adhérer à l'association « Esprit du Sud 40 » moyennant une cotisation à hauteur de 100 €.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-25 : Ouvertures de postes et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **1 poste d'Adjoint administratif principal de 2ème classe**  
(En remplacement d'un poste d'Adjoint administratif)
- **1 poste d'Adjoint administratif principal de 1ère classe**  
(En remplacement d'un poste d'Adjoint administratif principal de 2ème classe)
- **1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe**  
(En remplacement d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe)



**CONSIDÉRANT** la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2024 et conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor ;

**CONSIDÉRANT** la volonté de pérenniser un poste occupé par un agent contractuel permanent à temps non complet (15 heures hebdomadaires), et conformément à l'article L332-8 5° du code susvisé (anciennement article 3-3 4° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984), il convient de créer un poste d'adjoint technique à temps complet de 25 heures hebdomadaires pour des besoins d'entretien des locaux communaux et surveillance / cantine au Pôle Enfance Jeunesse ;

**VU** l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines en date du 28 mars 2024 ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 11 avril 2024.

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 1 poste d'Adjoint administratif principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'Adjoint administratif principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique à temps non complet (25 heures hebdomadaires).

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
Maelle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

  
Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

**Délibération n° 240628-26 : Adhésion à la convention de mise à disposition avec le Centre de Gestion des Landes pour une action de sensibilisation sur les conduites addictives et particulièrement la prévention contre l'alcoolisme**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

**Nombre de conseillers**

**En exercice : 27**

**Présents : 20**

**Votants : 25**

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code général de la fonction publique, et notamment son article L 452-44 du code général de la fonction publique.

**Vu** l'avis favorable du Comité Social Territorial du 11 avril 2024.



Le CDG des Landes propose une convention de mise à disposition d'un agent expert pour assurer des actions de sensibilisation aux conduites addictives auprès des agents de la collectivité, dans le cadre d'une démarche globale de prévention des risques professionnels.

En signant cette convention, la collectivité adhérente décide de faire appel au Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes pour la mise en œuvre d'une action de sensibilisation sur toutes les conduites addictives, et plus particulièrement pour la prévention de lutte contre l'alcoolisme.

D'autre part, le Centre de gestion des Landes s'engage à proposer à la collectivité l'intervention de Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert » qui s'inscrit dans un programme global de prévention des conduites addictives en milieu professionnel défini par la collectivité.

Cette action est coordonnée par le service Médecine et Prévention du CDG en lien avec le maire, le service RH et l'assistant de prévention.

Elle vient en complémentarité des interventions du médecin de prévention et de la psychologue du CDG 40, de celles de l'Association Addictions France et de la MNT.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre des actions du service prévention et est menée gracieusement par le CDG40 (son coût approximatif pour information est de 2000 euros).

La présente convention est valable à compter du jour de sa signature par les deux parties jusqu'à la date de fin fixée dans le cadre de l'intervention.

***Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre d'une action de sensibilisation sur toutes les conduites addictives du CDG des Landes.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



**Maelle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**



<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION DE MISE A DISPOSITION MISE EN ŒUVRE D'UNE ACTION DE SENSIBILISATION SUR TOUTES LES CONDUITES ADDICTIVES</b></p>
--

**ENTRE**

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, représenté par sa Présidente, Madame Jeanne Coutière, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 4 octobre 2021, ci-après désigné « CDG40 », d'une part ;

**ET**

La COMMUNE de SOORTS-HOSSEGOR, représentée par Monsieur Christophe VIGNAUD, son Maire, agissant en vertu d'une décision en date du 28 juin 2024, ci-après désigné « collectivité », d'autre part.

***Il est exposé ce qui suit :***

Dans le cadre d'une démarche globale de prévention des risques professionnels, la collectivité a décidé de faire appel au Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes pour la mise en œuvre d'une action de sensibilisation sur toutes les conduites addictives.

Le projet global est réalisé dans le cadre de la convention de Mécénat de compétences prévention et accompagnement social conclue entre le CDG40 et la MNT. Cette action est coordonnée par le CDG40, service médecine préventive en lien avec le service RH accompagné par l'assistant de prévention au sein de la collectivité.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La mise à disposition de Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert », dans le cadre de l'article L 452-44 du code général de la fonction publique, intervient à la demande de la collectivité pour une mission dont l'objet portera sur des actions de sensibilisation auprès des agents.

L'intervention au sein de la collectivité de Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert » s'inscrit dans un programme global de prévention des conduites addictives en milieu professionnel défini par la collectivité. Cette intervention vient en complémentarité des interventions du médecin de prévention et de la psychologue du CDG 40, de celles de l'Association Addictions France et de la MNT.

## **ARTICLE 2 : CADRE DE L'INTERVENTION**

En lien avec le médecin de prévention, la MNT et la collectivité Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert », intervient pour des actions de sensibilisation des agents face à des toutes les conduites addictives.

Afin de sensibiliser tous les agents de la collectivité, Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert » intervient auprès de chacun des groupes mis en place par le service RH au sein de la collectivité.

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'INTERVENTION**

Pour l'année 2024, afin de sensibiliser l'ensemble de ses agents, la collectivité a programmé les interventions de Monsieur Ismaël BOURENANE « Patient Expert » de la façon suivante :

- 8 sessions de sensibilisation de 2 heures comprenant 14 agents maximum : 8h-10h, 10h-12h, 13h-15h, 15h 17h
  - Le 03 octobre 2024 : 8h-10h, 10h-12h, 13h-15h, 15h 17h
  - Le 17 octobre 2024 : 8h-10h, 10h-12h, 13h-15h, 15h 17h

## **ARTICLE 4 : LIEUX D'INTERVENTION**

Les rencontres se déroulent dans les locaux de la collectivité qui assure l'organisation logistique des interventions.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIERES D'INTERVENTION**

Cette intervention s'inscrit dans le cadre des actions du service prévention et est menée gracieusement par le CDG40 (son coût approximatif pour information est de 2000 euros).

## **ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION**

La convention est valable à compter du jour de sa signature par les deux parties jusqu'à la date de fin fixée dans le cadre de l'intervention.

## **ARTICLE 7 : CONTENTIEUX**

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Mont de Marsan, le

**La Présidente du CDG 40**

Jeanne COUTIERE  
VIGNAUD

**Pour la collectivité :**

Le Maire, Christophe



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n° 240628-27 : Signatures de conventions de mise à disposition des agents communaux au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**Vu** l'article L123-5 du code de l'action sociale et des familles,

**Considérant** qu'il y a lieu d'établir une convention pour la mise à disposition d'agents communaux entre la commune de Soorts-Hossegor et le CCAS de Soorts-Hossegor



La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise à disposition jointe au présent rapport. Sa mise en œuvre s'effectuera par voie d'arrêté individuel à la date de la mise à disposition.

***Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition d'agents territoriaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et le CCAS, dont un exemplaire est joint à la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

  
 Maëlle DUBOSC-PAYSAN

 Christophe VIGNAUD



## **Convention de mise à disposition de personnels commune auprès du Centre Communal d'Actions Sociales (CCAS)**

Entre

La commune de Soorts-Hossegor représentée par Monsieur le Maire, Christophe VIGNAUD, autorisé à signer par délibération du conseil municipal du 28 juin 2023, ci-après dénommée par les termes « la commune » ;

D'une part,

Et

**Le Centre Communal d'Action Sociale de Soorts-Hossegor** représenté, par Michel VILLEGIER, Vice -Président du CCAS, autorisé à signer par conseil d'administration du CCAS du , ci-après dénommé par les termes « CCAS » ;

D'autre part,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-18,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 14,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 61 à 6,

**VU** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

**VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 11 avril 2024,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Soorts-Hossegor en date du 28 juin 2024, prévoyant la présente mise à disposition,

**CONSIDERANT** la nécessité de mettre à disposition des agents communaux au CCAS afin de permettre le suivi des missions de coordinations entre les deux entités.

**CONSIDERANT** que le projet de convention a été transmis à l'agent le ... pour recueillir son accord avant sa signature,

**CONSIDERANT** que l'agent a donné son accord à cette mise à disposition par *courrier* en date du ... sur la nature des activités qui lui sont confiées et ses conditions d'emploi.

**Il est arrêté et convenu ce qui suit**

#### **ARTICLE 1 – Objet et nature des fonctions exercées**

La Commune de Soorts-Hossegor met à disposition du CCAS les agents suivants :

- Madame LOUSTAU Véronique, Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe, est mise à disposition du CCAS pour effectuer les fonctions de directrice du CCAS à hauteur de 10 % de son temps de travail.
- Madame CARRERE Emma, Adjoint administratif Territorial, est mise à disposition du CCAS pour effectuer des tâches administratives qui incombent au CCAS à hauteur de 10 % de son temps de travail.
- Madame MOTZEL Katia agent social, est mise à disposition du CCAS pour effectuer les missions de portage de repas à hauteur de 100 % de son temps de travail,
- Monsieur BOMPARD Olivier agent social est mis à disposition du CCAS pour effectuer les missions de portage de repas à hauteur de 30 % de son temps de travail.

Les fiches de poste sont annexées à la présente convention.

#### **ARTICLE 2 – Durée**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de 1 an, reconductible dans la limite de 3 ans.

#### **ARTICLE 3 – Conditions d'emploi**

La situation administrative des agents mis à disposition est gérée par la Commune de Soorts-Hossegor.

Cela concerne :

- le Dossier individuel de l'agent,
- l'Avancement, la promotion interne, la mobilité,
- la Discipline, déontologie ; tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la déontologie des agents publics,
- l'Autorisation de travail à temps partiel,
- tous les Congés figurant essentiellement à l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ; congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, ...

Les agents concernés cités à l'**ARTICLE 1**, sont placés sous l'autorité hiérarchique de la Commune de Soorts-Hossegor.

A ce titre, la Commune de Soorts-Hossegor continue à gérer la situation administrative du fonctionnaire mis à disposition.

Lors de leur présence dans les locaux de Commune de Soorts-Hossegor, les agents devront se conformer au règlement intérieur et aux règles afférentes à la santé et sécurité en vigueur dans ce dernier.

#### **ARTICLE 4 – Rémunération et Remboursement**

Versement : La Commune de Soorts-Hossegor verse aux agents mis à disposition, la rémunération correspondant à leur grade d'origine (traitement de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

Remboursement : Le CCAS rembourse à la Commune de Soorts-Hossegor le montant de la rémunération et des charges sociales de l'ensemble des agents en une seule fois, en fin d'année civile.

#### **ARTICLE 5 – Appréciation de la valeur professionnelle**

La Directrice du CCAS transmet un rapport annuel sur l'activité de l'agent à la Commune de Soorts-Hossegor après un entretien individuel. La directrice sera évaluée par le Vice-Président du CCAS.

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend au CCAS. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale de Commune de Soorts-Hossegor.

#### **ARTICLE 6 – Fin de la mise à disposition**

La mise à disposition des agents concernés peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention,
- dans le respect d'un délai de préavis de trois mois avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressé(e), de la collectivité d'origine ou de l'organisme d'accueil,
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil,
- de plein droit, lorsque la collectivité territoriale où le fonctionnaire est mis à disposition pour y effectuer la totalité de son service, lui propose une mutation ou un détachement dans un délai maximum de trois ans, sous réserve que cette dernière dispose d'un emploi vacant correspondant aux fonctions que le grade lui donne vocation à remplir.

Si à la fin de sa mise à disposition l'un des agents ne peut être affecté(e) dans les fonctions qu'il (ou elle) exerçait avant sa mise à disposition, il (ou elle) sera affecté(e) dans un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper.

#### **ARTICLE 7 – Litiges**

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les Parties s'engagent à résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif sera saisi.

#### **ARTICLE 8 – Contentieux**

Les litiges nés de l'exécution du présent contrat relèvent de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans, dans le respect du délai de recours de deux mois. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 9 : Ampliation et transmission**

La présente convention sera transmise :

- Au Président du Centre de Gestion
- AU Comptable de la collectivité.
- Transmise, accompagnée de l'arrêté de mise à disposition au Représentant de l'Etat
- Notifiée aux intéressés

Fait en double exemplaires

Fait à Soorts-Hossegor, Le

**Pour L'ORGANISME D'ACCUEIL,**

**Pour LA COLLECTIVITÉ,**

Le vice-président du CCAS

Le Maire

Michel VILLEGER

Christophe VIGNAUD





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-28 : Recours à des vacataires

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents :** Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés :** Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés :** Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance :** Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire expose que l'article 1<sup>er</sup> du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

La collectivité peut recruter des vacataires si les trois conditions suivantes sont réunies :

- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Monsieur le Maire rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à 6 vacataires pour assurer la ou les missions suivantes :

- Animations lors des expositions ;
- Service de chauffeur pour le Salon du livre ;
- Animation de Noël ;
- Recensement de la population.

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

**VU** la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ;

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public.

**CONSIDERANT** la nécessité d'avoir recours à 6 vacataires ;

*Après en avoir délibéré,  
A l'Unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à recruter des vacataires pour une durée du 01/07/2024 au 31/01/2025.

**DE FIXER** la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut fixé librement par la collectivité ou en rapport avec les barèmes des traitements existants (selon les textes réglementaires en vigueur).

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des vacataires s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,

  
  
**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,

  
  
**Christophe VIGNAUD**





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 28 juin 2024

### Délibération n°240628-29 : Recours au contrat d'apprentissage

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 25

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Mathilde VINTROU, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP.

**Absents non représentés** : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail,

VU la Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à

l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,  
 VU le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

VU le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis

VU le Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville

VU le Décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

VU le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

VU l'avis favorable donné par le Comité Technique du 9 mars 2022,

**CONSIDÉRANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (sauf dérogation et via une convention pour les moins de 15 ans conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**CONSIDÉRANT** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

**CONSIDÉRANT** qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

*Après en avoir délibéré,  
 A l'Unanimité  
 Le Conseil municipal,*

**DÉCIDE** le recours au contrat d'apprentissage,

**DÉCIDE** de conclure dès la rentrée scolaire 2024-2025, 1 contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Espaces Verts	1	CAP Jardinier paysagiste	2 ans



**AUTORISE** Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,  
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-09-2024

**Objet : Marché public de prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie.**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article de l'article L 2124-1, L 2124-2 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure formalisée sous la forme d'un Appel d'Offre,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** la volonté du Conseil Municipal de conclure un marché sous la forme d'un accord-cadre pour la prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie ;

**Vu** la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 16 janvier 2024, l'annonce a été publiée sur le site internet de la mairie le 18 janvier 2024 et sur le JOUE et BOAMP le 16 janvier 2024, Marchés Online et le Moniteur le 19 janvier 2024.

**Vu** le marché composé d'un lot unique comme suit :

**Lot unique : prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie.**

**Vu** le registre des dépôts clos le lundi 4 mars 2024 à 12h00 comportant l'offre l'entreprise suivante :

**Lot unique : prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie.**

▢ TRASNDEV PARK Voirie

**Vu** le rapport d'analyse des offres,

**Vu** l'avis de la commission d'Appel d'offre, réunie le jeudi 7 mars 2024 à 14h00, a étudié le dossier transmis et conformément aux critères énoncés dans le règlement de consultation a choisi l'offre de la société TRANSDEV PARK Voirie ;

**Considérant** que, l'offre suivante est la mieux disante en application des critères énoncés dans le règlement de consultation, à savoir :

**Lot unique : prestation de service pour la maintenance et la surveillance du stationnement payant sur la voirie.**

▫ TRASNDEV PARK Voirie ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :** De retenir le choix de la commission d'Appel d'Offre et retenir l'offre de l'entreprise TRANSDEV PARK Voirie conformément au Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement pour ce marché passé sous la procédure d'appel d'offres sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum de 100 000€ HT et un maximum de 600 000€ HT pour 1 an avec une reconduction possible de 3 fois 1 an ;

**Article 2 :** De signer le marché et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 11 mars 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-10-2024

**Objet : Occupations du domaine public : louages**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

**Considérant** l'avis de la commission municipale « Développement économique – Espaces concédés »,

### DÉCIDE

**Article 1 :**

De louer les concessions suivantes :

**Place des Landais :** Mme Mia LAZAROTTO et M. Jonathan DOMIN  
Etablissement SAINT ANTOINE

**Point d'Or :** Mme Sara DE FRUTOS  
Etablissement WAKEA

**Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 12 mars 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-11-2024

**Objet : marché public passé sous la forme d'un accord-cadre pour la réalisation de travaux sur la voirie privé communal et sur le réseau pluvial de la commune de Soorts-Hossegor**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** le code de la commande publique et notamment les articles R 2162-1 et suivants et R.2162-13 et R.2163-14

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 07 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** la volonté du Conseil Municipal d'effectuer des travaux sur la voirie privée communale et sur le réseau pluvial,

**Vu** la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation mis en ligne sur les plateformes DEMAT-AMPA le 23 janvier 2024 et Marché Online le 24 janvier 2024, publié sur le BOAMP le 25 janvier 2024 et sur le Moniteur le 24 janvier 2024,

**Vu** le registre des dépôts clos le 23 février 2024 à 12h00 comportant les offres pour :

- **Lot n°1 - travaux sur voirie - des entreprises EIFFAGE, SOUBESTRE et SOGEBAT Atlantique ;**
- **Lot n°2 - travaux sur réseau pluvial – des entreprises UNELO, SOUBESTRE et SOGEBAT Atlantique.**

**Vu** les courriels envoyés aux candidats non retenus le 8 mars 2024.

**Considérant** que :

Pour le lot n° 1, l'offre de la société SOUBESTRE, ZA Pédebert, 40 150 Soorts-Hossegor, est économiquement la plus avantageuse et est celle qui répond au mieux aux critères de sélection énoncés dans le règlement de consultation.

Pour le lot n° 2, l'offre de la société SOUBESTRE, ZA Pédebert, 40 150 Soorts-Hossegor, est économiquement la plus avantageuse et est celle qui répond au mieux aux critères de sélection énoncés dans le règlement de consultation

**Considérant** qu'il s'agit d'un accord-cadre passé pour une durée de 3 ans à compter de sa notification au titulaire, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande avec un :

- Minimum 100 000 € HT et maximum 450 000 € HT pour le lot n°1 voirie ;
- Minimum 100 000 € HT et maximum 450 000 € HT pour le lot n°2 réseau pluvial.

**DÉCIDE**

**Article 1 :**



De retenir :

- Les offres de la société SOUBESTRE pour les lots n°1 et n°2 ;

**Article 2 :**

De signer le marché avec :

- La société SOUBESTRE pour les lots n°1 et n°2 ;

**Article 3 :**

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune ;

**Article 4 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 18 mars 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-12-2024

**Objet : Portant sur un contrat de location d'un véhicule**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** la délibération prise lors du Conseil municipal du 29 avril 2010 qui attribue un véhicule de fonction pour nécessité absolue de service au directeur général des services,

**Vu** la décision du maire du 26 avril 2021 relative au contrat de location d'un véhicule,

**Vu** l'avenant au contrat de location reçu le 7 mars 2024

**Considérant** qu'il convient de signer un avenant pour proroger la durée de location du véhicule,

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider l'avenant contrat de location avec la société Crédipar pour une durée de 12 mois supplémentaire soit jusqu'au 7 avril 2025.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 15 mars 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-13-2024

**Objet : Vérifications techniques pour la mise en conformité du bâtiment des halles municipales**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** la délibération n°220406-004 du 6 avril 2022 relative au dépôt d'une autorisation d'urbanisme pour la mise en conformité des Halles

**Considérant** la nécessité d'effectuer une mise en conformité des installations dans les halles municipales notamment en matière de sécurité incendie,

**Considérant** que l'offre de la société Apave est la mieux disante,

### DÉCIDE

**Article 1 :**

De signer un contrat avec la société Apave -antenne de Bidart pour un montant de : 6 570 € HT

**Article 2 :** De signer tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ces études sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 20 mars 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-14-2024

**Objet : sollicitation de subvention auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation FIPDR dans le cadre de l'extension du système de vidéosurveillance**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 26 qui lui confie pour la durée du présent mandat, la délégation suivante : « De demander à tout organisme financeur, dans la limite d'un montant de 500 000 euros par projet, l'attribution de subventions »

**Vu** l'arrêté préfectoral DSEC/BSI 2022-1099 en date du 7 décembre 2022 portant renouvellement d'un système de Vidéoprotection sur la commune de Soorts-Hossegor ;

**Considérant** que l'amélioration et l'extension du dispositif de vidéoprotection existant sont des mesures adaptées et proportionnées, à titre préventif et répressif, au regard des risques identifiés en matière de sécurité sur la commune ;

**Considérant** le déploiement d'un réseau de fibre noire, propriété de la collectivité visant à améliorer la qualité des flux numériques entre les différents points d'adductions ;

### DÉCIDE

**Article 1** : de définir le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses	Montant HT		Recettes	Montant HT
Extension d'un système de vidéoprotection et mise en place d'une liaison fibre noire	313 112 €		FIPDR (50%)	156 556 €
			Fonds propres (50%)	156 556 €
<b>TOTAL</b>	313 112 €			313 112 €

**Article 2** : à solliciter l'aide financière de l'Etat à hauteur de 50% de la dépense au titre du FIPDR pour l'extension du système de vidéosurveillance communal.

**Article 4 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 25 mars 2024

Le Maire,

The image shows an official circular stamp of the Municipality of Soorts-Hossegor. The stamp contains the text "MAIRIE SOORTS-HOSSEGOR" around the perimeter and "1912" at the bottom. In the center is a coat of arms. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink. To the right of the signature, the name "Christophe VIGNAUD" is printed in a small, black, sans-serif font.





VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-15-2024

**Objet : Occupations du domaine public : louages**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

**Considérant** l'avis de la commission municipale « Développement économique – Espaces concédés »,

### DÉCIDE

#### **Article 1 :**

De louer les concessions suivantes :

**Rue des Landais :** Mme GUERRA  
Etablissement GLACES ROMANE

**Point d'Or :** M. Christophe DUVERNOY  
Etablissement BEACH WAY

#### **Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

#### **Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 4 avril 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-16-2024

**Objet : Portant sur un devis pour des prestations de balayage de voirie**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération du Conseil municipal prise lors du Conseil municipal du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** les tempêtes successives subies par la commune depuis le mois d'octobre 2023,

**Considérant** qu'après analyse, il apparaît que l'offre de la société LAFOURCADE pour des prestations de balayage de voirie correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider le devis de la société LAFOURCADE pour un montant de 6 720€ HT pour des prestations de balayage de voirie.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 15 avril 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-17-2024

**Objet : Portant sur un devis pour des prestations d'équipement audio dans les salles municipales**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération du Conseil municipal prise lors du Conseil municipal du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** la nécessité d'équiper les salles municipales, notamment le « studio 40 » et la « salle polyvalente »,

**Considérant** qu'après analyse, il apparaît que l'offre de la société AUDIOMASTER pour des prestations d'équipement audio correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider les devis de la société AUDIOMASTER pour des montants de :

- 6 505,94€ HT pour des prestations d'équipement audio au « studio 40 »
- 14 119,11€ HT pour des prestations d'équipement audio à la « salle polyvalente »

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 15 avril 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-18-2024

**Objet : choix du prestataire pour la réhabilitation de l'aire de jeux pour enfants au Parc Rosny**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** la vétusté des modules de l'aire de jeux pour enfants au Parc Rosny à Hossegor,

**Considérant** qu'après analyse des trois devis, l'offre de la société HIRO EKIN correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider le contrat avec la société HIRO EKIN pour un montant de 32 231,00 € HT pour la réhabilitation de l'aire de jeux pour enfants d'Hossegor

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 15 avril 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-19-2024

**Objet : Revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public à titre commercial pour les événements avec une prestation « Food Trucks »**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

**Vu** l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**Vu** l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux droits de voirie et d'occupation du domaine public,

**Vu** la décision du maire en date du 21 novembre 2023 qui a pour objet la revalorisation des redevances d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'année 2024

**CONSIDERANT** que le domaine public est un bien inaliénable et imprescriptible,

**CONSIDERANT** que son occupation privative, est temporaire, précaire, révocable, soumise à autorisation préalable et au paiement d'une redevance,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire et opportun de redéfinir les droits d'occupation privative du domaine public afin d'une part de répondre aux principes de gestion, de préservation, de sécurité et de circulation au sein des espaces publics

**CONSIDERANT** que les événements rassemblant plus de cinq Food Trucks connaissent une fréquentation plus importante qui contraint les organisateurs à la mise en place de dispositifs de sécurité supplémentaire plus onéreux,

### DECIDE

#### **Article 1 :**

De compléter la grille des tarifs d'occupation du domaine public à titre commercial comme suit :

TARIFS INSTALLATION FOOD-TRUCKS	
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour (- de 5 Food Trucks)	50,00
Food-Trucks – Forfait emplacement/par Food Trucks/par jour (au-delà de 5 Food Trucks)	30,00

**Article 2 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.



Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor, le 16 avril 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-20-2024

**Objet : Portant sur un contrat d'abonnement à un service d'information et d'aide à la décision**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération du Conseil municipal prise lors du Conseil municipal du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** le besoin des services d'être accompagnés, aidés à la prise de décision et d'avoir accès à une documentation fiable et actualisée,

**Considérant** qu'après analyse, il apparaît que l'offre de la société SVP pour des prestations de conseil correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider le contrat d'abonnement avec la société SVP pour un montant mensuel de 617,13€ HT pour une durée de trois ans ferme.  
La date d'effet du contrat est fixée au 3 mai 2024.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor, le 17 avril 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-21-2024

**Objet : choix du prestataire pour l'achat d'un minibus pour la crèche et le Pôle Enfance Jeunesse**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** l'ancienneté du véhicule à remplacer,

**Considérant** qu'après recherche, l'offre de la société BASKOTO correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider le contrat avec la société BASKOTO pour un montant de 24.395,63 € HT pour l'achat d'un minibus pour la crèche et le Pôle Enfance Jeunesse de Soorts-Hossegor

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5:** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 23 avril 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-22-2024

**Objet : Achat de fourniture de béton pour la réalisation de travaux en régie**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** les divers travaux à réaliser en régie sur le territoire de commune de Soorts-Hossegor,

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider l'achat de béton spécifique de la société CEMEX bétons Sud-Ouest d'un montant de 4.721,10 € HT pour la réalisation de travaux en régie sur la commune de Soorts-Hossegor

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5:** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 24 avril 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-23-2024

**Objet : Revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'extension des terrasses du Centre-Ville**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

**Vu** l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

**Vu** l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux droits de voirie et d'occupation du domaine public,

**Vu** la décision du maire en date du 21 novembre 2023 qui a pour objet la revalorisation des redevances d'occupation du domaine public à titre commercial pour l'année 2024

**CONSIDERANT** que le domaine public est un bien inaliénable et imprescriptible,

**CONSIDERANT** que son occupation privative, est temporaire, précaire, révocable, soumise à autorisation préalable et au paiement d'une redevance,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire et opportun de redéfinir les droits d'occupation privative du domaine public afin d'une part de répondre aux principes de gestion, de préservation, de sécurité et de circulation au sein des espaces publics

**CONSIDERANT** que l'autorisation donnée aux restaurateurs d'étendre leur terrasse lors des marchés nocturnes de la saison estivale 2024,

### DECIDE

**Article 1 :**

De compléter la grille des tarifs d'occupation du domaine public à titre commercial comme suit :

TARIFS TERRASSES	
Extension terrasses Centre-Ville – ml/jour	5,00

**Article 2 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication.



Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor, le 2 mai 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-24-2024

**Objet : Portant sur une étude urbaine et architecturale en vue du dégel du PAPAG sur l'îlot des Landais**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal prise lors du Conseil municipal du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** la nécessité de mener une étude pour donner suite à la fin de la période de validité du Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) de l'îlot des Landais,

**Considérant** qu'après analyse, il apparaît que l'offre des sociétés Isabelle Joly Architecte et Armelle Lagadec Architecte Urbaniste correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider la proposition d'honoraires des sociétés Isabelle Joly Architecte et Armelle Lagadec Architecte Urbaniste pour un montant 4 050 € HT.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Fait à Soorts-Hossegor, le 13 mai 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-25-2024

**Objet : Achat de semence gazon**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** les caractéristiques des semences afin de réduire les frais d'irrigation,

**Considérant** les divers travaux de réfection des espaces verts à réaliser en régie sur le territoire de commune de Soorts-Hossegor,

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider l'achat de semence gazon avec la société LOREKI Scop SARL pour un montant de 5.629,00 € HT pour la réalisation de travaux en régie d'engazonnement sur la commune de Soorts-Hossegor.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5:** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 14 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-26-2024

**Objet : Mise à disposition à titre gracieux de logements communaux dans le cadre d'un partenariat entre la commune et les forces de sécurité de l'Etat- logements situés au « Pignada » 520 avenue des forgerons - 40150 SOORTS-HOSSEGOR**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 Mai 2021 portant délégation d'attribution au Maire, notamment son article 5 en matière de révision et de louage de choses,

**Considérant** les besoins de la commune en matière de sécurité,

**Considérant** que les logements mis à disposition situés au « Pignada » -520 rue des forgerons- 40150 SOORTS-HOSSEGOR sont vacants ;

### DÉCIDE

**Article 1 :** De mettre à disposition à titre gracieux des logements communaux sis « Le pignada » 520, avenue de Forgerons à destination des renforts de gendarmerie.

**Article 2 :** De signer les documents afférents à cette affaire.

**Article 3 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 4 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 27 mai 2024

Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-27-2024

**Objet : Portant validation d'un contrat avec AIR FRANCE pour l'achat de vols aériens à l'occasion d'un voyage culturel**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération du Conseil municipal prise lors du Conseil municipal du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** le projet d'échange culturel entre la commune de Soorts-Hossegor et Taiarapu-Ouest,

**Considérant** la nécessité de valider les vols pour un voyage culturel prévu en octobre 2024

**Considérant** qu'après analyse, il apparaît que l'offre de la société AIR France correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider le contrat avec la société AIR FRANCE pour des montants de :

- 6 896€ HT pour la réservation de vols aériens

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce devis sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 27 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**





VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°FUNE/28-2024

**Objet : Reprise de concession échue non renouvelée**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 8 « De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières. »,

**Considérant** que les cases de columbarium concédées dans les cimetières pour quinze ans peuvent faire l'objet de renouvellement de la part des concessionnaires et leurs ayants droit pendant les deux années suivant la date d'expiration de concession,

**Considérant** qu'à l'expiration de ce délai, et si le renouvellement n'est pas intervenu, l'emplacement peut être repris par la Commune ;

**Considérant** que les dernières inhumations dans les concessions ont été réalisées depuis plus de cinq ans ;

**Considérant** que les courriers de relance datant du 22 septembre 2021, du 28 décembre 2022 et du 05 mars 2024 envoyés à la concessionnaire, restés sans réponse ;

### DÉCIDE

**Article 1 :**

Dans le cimetière, la concession temporaire mentionnée ci-dessous est arrivée à expiration et fera l'objet d'une reprise de sépulture, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 :

Concession	Cimetière	Famille	Prise d'effet de la concession	Expiration de concession
N°006	N°3	FERRANDIS Denis	20/10/2003	20/10/2018

**Article 2 :**

Ladite concession qui n'aura pas été renouvelée ou convertie pour une durée plus longue par la famille sera reprise par la Commune.

**Article 3 :**

Les matériaux des monuments et les emblèmes funéraires existants sur ladite concession qui n'auront pas été enlevés par les concessionnaires ou ayants droit avant le 01 juillet 2024 seront débarrassés par les soins de la Commune qui en disposera dans l'intérêt des cimetières.

**Article 4 :**

Il sera procédé à l'exhumation des restes des personnes inhumées dans le terrain ainsi repris et à leur dépôt dans l'ossuaire spécialement aménagé à cet effet dans les cimetières communaux.

**Article 5 :**

Les noms, prénoms, années de naissance et de décès, si elles sont connues, des personnes exhumées des concessions reprises, seront consignés dans un registre consultable en mairie.

**Article 6 :**

Après l'accomplissement de ces différentes opérations, les concessions, dont la reprise est prononcée, seront remises en service pour de nouvelles inhumations ou réintégreront le domaine public communal (espace vert, allée ...)

**Article 7 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à l'entrée des cimetières et à la mairie.

**Article 8 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 29 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°FUNE/29-2024

**Objet : Reprise de concession échue non renouvelée**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 8 « De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières. »,

**Considérant** que les cases de columbarium concédées dans les cimetières pour quinze ans peuvent faire l'objet de renouvellement de la part des concessionnaires et leurs ayants droit pendant les deux années suivant la date d'expiration de concession,

**Considérant** qu'à l'expiration de ce délai, et si le renouvellement n'est pas intervenu, l'emplacement peut être repris par la Commune ;

**Considérant** que la dernière inhumation dans la concession a été réalisée depuis plus de cinq ans ;

**Considérant** que l'exhumation du défunt AHANO Marguerite demandée par la famille a été réalisée le 24 novembre 2022 ;

**Considérant** que la famille renonce à cette concession depuis le 24 novembre 2022 ;

**Considérant** que le dernier courrier de relance datant du 05 mars 2024 envoyé au concessionnaire, resté sans réponse ;

### DÉCIDE

**Article 1 :**

Dans le cimetière, la concession temporaire mentionnée ci-dessous est arrivée à expiration et fera l'objet d'une reprise de sépulture, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 :

Concession	Cimetière	Famille	Prise d'effet de la concession	Expiration de concession
N°008	N°3	AHANO Alain	30/10/1995	30/10/2010

**Article 2 :**

Ladite concession qui n'aura pas été renouvelée ou convertie pour une durée plus longue par la famille sera reprise par la Commune.

**Article 3 :**

Les matériaux des monuments et les emblèmes funéraires existants sur ladite concession qui n'auront pas été enlevés par les concessionnaires ou ayants droit avant le 01 juillet 2024 seront débarrassés par les soins de la Commune qui en disposera dans l'intérêt des cimetières.

**Article 4 :**

Il sera procédé à l'exhumation des restes des personnes inhumées dans le terrain ainsi repris et à leur dépôt dans l'ossuaire spécialement aménagé à cet effet dans les cimetières communaux.

**Article 5 :**

Les noms, prénoms, années de naissance et de décès, si elles sont connues, des personnes exhumées des concessions reprises, seront consignés dans un registre consultable en mairie.

**Article 6 :**

Après l'accomplissement de ces différentes opérations, les concessions, dont la reprise est prononcée, seront remises en service pour de nouvelles inhumations ou réintégreront le domaine public communal (espace vert, allée ...)

**Article 7 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à l'entrée des cimetières et à la mairie.

**Article 8 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 29 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°FUNE/30-2024

**Objet : Reprise de concession échue non renouvelée**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 8 « De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières. »,

**Considérant** que les cases de columbarium concédées dans les cimetières pour quinze ans peuvent faire l'objet de renouvellement de la part des concessionnaires et leurs ayants droit pendant les deux années suivant la date d'expiration de concession,

**Considérant** qu'à l'expiration de ce délai, et si le renouvellement n'est pas intervenu, l'emplacement peut être repris par la Commune ;

**Considérant** que la dernière inhumation dans la concession a été réalisée depuis plus de cinq ans ;

**Considérant** que les derniers courriers de relance datant du 29 septembre 2021, du 28 décembre 2022 et du 20 janvier 2023 envoyés à la concessionnaire, restés sans réponse ;

### DÉCIDE

**Article 1 :**

Dans le cimetière, la concession temporaire mentionnée ci-dessous est arrivée à expiration et fera l'objet d'une reprise de sépulture, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 :

Concessio	Cimetière	Famille	Prise d'effet de la concession	Expiration de concession
N°010	N°3	MAITRE Jeanne	23/03/2000	23/03/2015

**Article 2 :**

Ladite concession qui n'aura pas été renouvelée ou convertie pour une durée plus longue par la famille sera reprise par la Commune.

**Article 3 :**

Les matériaux des monuments et les emblèmes funéraires existants sur ladite concession qui n'auront pas été enlevés par les concessionnaires ou ayants droit avant le 01 juillet 2024 seront débarrassés par les soins de la Commune qui en disposera dans l'intérêt des cimetières.

**Article 4 :**

Il sera procédé à l'exhumation des restes des personnes inhumées dans le terrain ainsi repris et à leur dépôt dans l'ossuaire spécialement aménagé à cet effet dans les cimetières communaux.



**Article 5 :**

Les noms, prénoms, années de naissance et de décès, si elles sont connues, des personnes exhumées des concessions reprises, seront consignés dans un registre consultable en mairie.

**Article 6 :**

Après l'accomplissement de ces différentes opérations, les concessions, dont la reprise est prononcée, seront remises en service pour de nouvelles inhumations ou réintégreront le domaine public communal (espace vert, allée ...)

**Article 7 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à l'entrée des cimetières et à la mairie.

**Article 8 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 29 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°FUNE/31-2024

**Objet : Reprise de concession échue non renouvelée**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 8 « De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières. »,

**Considérant** que les cases de columbarium concédées dans les cimetières pour quinze ans peuvent faire l'objet de renouvellement de la part des concessionnaires et leurs ayants droit pendant les deux années suivant la date d'expiration de concession,

**Considérant** qu'à l'expiration de ce délai, et si le renouvellement n'est pas intervenu, l'emplacement peut être repris par la Commune ;

**Considérant** que la dernière inhumation dans la concession a été réalisée depuis plus de cinq ans ;

**Considérant** que les derniers courriers de relance datant du 23 septembre 2021, du 20 janvier 2023 et du 05 mars 2024 envoyés à la concessionnaire, restés sans réponse ;

### DÉCIDE

**Article 1 :**

Dans le cimetière, la concession temporaire mentionnée ci-dessous est arrivée à expiration et fera l'objet d'une reprise de sépulture, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 :

Concession	Cimetière	Famille	Prise d'effet de la concession	Expiration de concession
N°015	N°3	CRUCHANDEAU Virgil	27/02/2003	27/02/2018

**Article 2 :**

Ladite concession qui n'aura pas été renouvelée ou convertie pour une durée plus longue par la famille sera reprise par la Commune.

**Article 3 :**

Les matériaux des monuments et les emblèmes funéraires existants sur ladite concession qui n'auront pas été enlevés par les concessionnaires ou ayants droit avant le 01 juillet 2024 seront débarrassés par les soins de la Commune qui en disposera dans l'intérêt des cimetières.

**Article 4 :**

Il sera procédé à l'exhumation des restes des personnes inhumées dans le terrain ainsi repris et à leur dépôt dans l'ossuaire spécialement aménagé à cet effet dans les cimetières communaux.

**Article 5 :**

Les noms, prénoms, années de naissance et de décès, si elles sont connues, des personnes exhumées des concessions reprises, seront consignés dans un registre consultable en mairie.

**Article 6 :**

Après l'accomplissement de ces différentes opérations, les concessions, dont la reprise est prononcée, seront remises en service pour de nouvelles inhumations ou réintégreront le domaine public communal (espace vert, allée ...)

**Article 7 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à l'entrée des cimetières et à la mairie.

**Article 8 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 29 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°FUNE/32-2024

**Objet : Reprise de concession échue non renouvelée**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 8 « De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières. »,

**Considérant** que les cases de columbarium concédées dans les cimetières pour quinze ans peuvent faire l'objet de renouvellement de la part des concessionnaires et leurs ayants droit pendant les deux années suivant la date d'expiration de concession,

**Considérant** qu'à l'expiration de ce délai, et si le renouvellement n'est pas intervenu, l'emplacement peut être repris par la Commune ;

**Considérant** que la dernière inhumation dans la concession a été réalisée depuis plus de cinq ans ;

**Considérant** que les derniers courriers de relance datant du 23 septembre 2021, du 28 décembre 2022 et du 20 janvier 2023 envoyés à la concessionnaire, restés sans réponse ;

### DÉCIDE

**Article 1 :**

Dans le cimetière, la concession temporaire mentionnée ci-dessous est arrivée à expiration et fera l'objet d'une reprise de sépulture, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 :

Concession	Cimetière	Famille	Prise d'effet de la concession	Expiration de la concession
N°016	N°3	FRIEDEN Bernard	11/09/2003	11/09/2018

**Article 2 :**

Ladite concession qui n'aura pas été renouvelée ou convertie pour une durée plus longue par la famille sera reprise par la Commune.

**Article 3 :**

Les matériaux des monuments et les emblèmes funéraires existants sur ladite concession qui n'auront pas été enlevés par les concessionnaires ou ayants droit avant le 01 juillet 2024 seront débarrassés par les soins de la Commune qui en disposera dans l'intérêt des cimetières.

**Article 4 :**

Il sera procédé à l'exhumation des restes des personnes inhumées dans le terrain ainsi repris et à leur dépôt dans l'ossuaire spécialement aménagé à cet effet dans les cimetières communaux.

**Article 5 :**

Les noms, prénoms, années de naissance et de décès, si elles sont connues, des personnes exhumées des concessions reprises, seront consignés dans un registre consultable en mairie.

**Article 6 :**

Après l'accomplissement de ces différentes opérations, les concessions, dont la reprise est prononcée, seront remises en service pour de nouvelles inhumations ou réintégreront le domaine public communal (espace vert, allée ...)

**Article 7 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à l'entrée des cimetières et à la mairie.

**Article 8 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 29 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-33-2024

**Objet : Redevance forfaitaire tournage du fim « Regarde »**  
**Le Maire de la Commune de Soorts-Hossegor**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite de 2 500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées »,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

**Considérant** le tournage du film « Regarde » par la société Chapka Films, 103 rue Saint Dominique, 75007 Paris sur la commune de Soorts-Hossegor,

**Considérant** qu'il convient de fixer une redevance forfaitaire pour l'occupation du domaine public, la mise à disposition de matériels et de bâtiments communaux lors du tournage du film « La recrue »

### DÉCIDE

**Article 1 :** De fixer une redevance forfaitaire de 1 500€ pour l'occupation du domaine public et la mise à disposition de matériels et de locaux communaux pour le tournage du film « Regarde ».

**Article 2 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 3 juin  
2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



**DECISION DU MAIRE**  
**Décision AG-34-2024**

Objet : Marché public de fourniture pour l'achat d'un camion poids lourd polybenne d'occasion

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal de conclure un marché de fourniture pour l'achat d'un camion poids lourd polybenne d'occasion

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 19 avril 2024.

L'annonce a été diffusée sur le site internet de la mairie le 20 avril 2024 et sur « Marchés Online » et sur le Moniteur le 23 avril 2024 et Les annonces Landaises le 23 avril 2024.

Vu le registre des dépôts clos le 17 mai 2024 à 10h00 comportant les offres des entreprises :

- SERVI LOC et DIESEL VEHICULES INDUSTRIELS

Considérant qu'après analyse, il apparaît que, l'offre :

- De l'entreprise DIESEL VEHICULES INDUSTRIELS

Correspond le mieux aux besoins de la collectivité et répond aux critères énoncés dans le règlement de consultation

**DÉCIDE**

**Article 1 :** De retenir l'offre de l'entreprise DIESEL VEHICULES INDUSTRIELS pour :

- La reprise d'un camion polybenne pour un montant de 3 000€ H.T // 3 600€ T.T.C ;
- L'achat d'un camion polybenne d'occasion référencé « RENAULT TRUCKS C 430 occasion » pour un montant de 65 000 € H.T // 78 000€ TTC

**Article 2 :** De signer le marché et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor  
Le 06 juin 2024  
Le Maire,

Christophe Vignaud



**DECISION DU MAIRE**  
**Décision AG-35-2024**

Objet : Marché public de services – Réalisation de spectacles pyrotechniques pour les années 2024 et 2025

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal de conclure un marché de services pour la réalisation des spectacles pyrotechniques pour les années 2024 et 2025.

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 24 avril 2024.

L'annonce a été diffusée sur le site internet de la mairie le 24 avril 2024 et sur « Marchés Online » et sur le Moniteur le 23 avril 2024 et Les annonces Landaises le 23 avril 2024.

Vu le registre des dépôts clos le 21 mai 2024 à 17h00 comportant l'offre de l'entreprise :

- ELLIPSE PYROTECHNIE.

Considérant qu'après analyse, il apparaît que, l'offre :

- ELLIPSE PYROTECHNIE.

Correspond le mieux aux besoins de la collectivité et répond aux critères énoncés dans le règlement de consultation.

**DÉCIDE**

**Article 1 :** De retenir l'offre de l'entreprise ELLIPSE PYROTECHNIE pour un montant de 40 000€ TTC pour les prestations de spectacles pyrotechniques pour les années 2024 et 2025.

**Article 2 :** De signer le marché et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor,  
Le 06 juin 2024  
Le Maire,

Christophe Vignaud





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-36-2024

**Objet : Redevance forfaitaire tournage de la série « Erica »**  
**Le Maire de la Commune de Soorts-Hossegor**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite de 2 500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées »,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

**Considérant** le tournage de la série « Erica » par la société de production MRRAZ Groupe JLA, 7 rue des Bretons, 93210 La Plaine St Denis, sur la commune de Soorts-Hossegor,

**Considérant** qu'il convient de fixer une redevance forfaitaire pour l'occupation du domaine public, la mise à disposition de matériels et de bâtiments communaux lors du tournage de la série « Erica »

### DÉCIDE

**Article 1 :** De fixer une redevance forfaitaire de 1 500€ pour l'occupation du domaine public et la mise à disposition de matériels et de locaux communaux pour le tournage de la série Erica.

**Article 2 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 7 juin  
2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-37-2024

**Objet : Achat de séances de cinéma en plein air pour la saison estivale**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** le souhait de la commission évènementiel de proposer aux estivants des séances de cinéma en plein air, au Parc Rosny.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider l'achat de séances de cinéma avec la société FAMASO pour un montant de 6 166,25 € HT pour la diffusion de 4 films de cinéma en plein air sur la commune de Soorts-Hossegor.

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5:** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 7 juin 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES**

**DECISION DU MAIRE  
AG-38-2024**

**Objet : Avenant au marché de travaux pour la réhabilitation et la création de sanitaires publics - Place des Landais**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la décision du maire en date du 6 septembre 2023 relative aux entreprises retenues pour la réhabilitation et la création de sanitaires – Place des Landais ;

Considérant qu'après discussion avec le maître d'ouvrage, il a été décidé de modifier des matériaux notamment les portes des toilettes intérieures et extérieures ;

Considérant qu'après discussion avec le maître d'ouvrage, il a été également décidé de reprendre des hublots démolis dans le bloc sanitaire ;

Considérant qu'il a été demandé par le maître d'ouvrage de remplacer les portes d'entrée des sanitaires à la suite de la demande des Bâtiments de France ;

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

D'établir l'avenant suivant :

Modification du marché conformément à l'article R 2194-8 du code de la commande publique

N° de l'avenant	N° Lot	Entreprise	Montant initial (H.T)	Avenant (H.T)	%
1 – Acte Modificatif 1	4	ARROKA	26 067,38 €	2 699,33€	+10,36
1 – Acte Modificatif 2	4	ARROKA	26 067,38 €	4 363.20€	+ 16.74

**Article 2 :**

De signer les décisions de modification de travaux et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :**

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 10 juin 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision AG-39-2024

**Objet : Avenant au marché de travaux pour la réhabilitation et la création de sanitaires publics - Place des Landais**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la décision du maire en date du 6 septembre 2023 relative aux entreprises retenues pour la réhabilitation et la création de sanitaires – Place des landais ;

Considérant que l'entreprise ARROKA n'a pas réalisé certaines prestations prévues initialement au marché et inscrites au CCTP ;

### DÉCIDE

**Article 1 :**

D'établir l'avenant négatif suivant :

N° Avenant	N° lot	Entreprise	Montant initial HT	Avenant HT	%
2	4	ARROKA	33 129.91€	- 2 500 €	-7,57%

**Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 10 juin 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**





VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-40-2024

**Objet : choix du prestataire pour la fourniture et la pose de gazon synthétique de l'aire de jeux du Parc Rosny à Hossegor**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du code de la commande publique

**Vu** la délibération n°210507-14 du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

**Vu** les besoins de la collectivité,

**Considérant** la vétusté du revêtement poreux de l'aire de jeux,

**Considérant** qu'après analyse de trois devis, l'offre de la société GARDEN GRASS FRANCE correspond le mieux aux attentes de la collectivité.

### DÉCIDE

**Article 1 :** De valider le contrat avec la société GARDEN GRASS FRANCE pour un montant de 20.287,10 € HT pour la fourniture et la pose de gazon synthétique à l'aire de jeux du Parc Rosny à Hossegor

**Article 2 :** De signer le devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 11 mai 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-  
HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

## DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-41-2024

**Objet : Occupations du domaine public : louages**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

**Considérant** l'avis de la commission municipale « Développement économique – Espaces concédés »,

### DÉCIDE

#### **Article 1 :**

De louer la concession suivante :

**127, avenue Serge Barranx** : M. LUBET  
Etablissement LA MITCHUTERIE

#### **Article 2 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

#### **Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 17 juin 2024

Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR  
DÉPARTEMENT DES LANDES

DECISION DU MAIRE  
AG-42-2024

**Objet : Mission d'étude de programmation pour la réalisation d'équipements sportifs au sein du parc des sports de SOORTS-HOSSEGOR**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** l'article R.2122-1 et suivants du Code de la commande publique

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**CONSIDERANT** la nécessité de lancer une étude de programmation pour la réalisation d'équipements sportifs au sein du Parc des Sports,

**Considérant** que, l'offre de la société ABASGRAM est la mieux disante

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

De retenir l'offre de la société ABASGRAM de TARNOS pour un montant de :  
Répartis comme suit :

- Tranche ferme phase1 : 4 800,00 € HT
- Tranche ferme phase 2 : 4 000,00 € HT
- Tranche optionnelle phase 1 : 4 600,00 € HT
- Tranche optionnelle phase 2 : 4 400,00 € HT
- Tranche optionnelle phase 3 : 2 400,00 € HT

**Article 2 :** De signer les devis et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ces travaux sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor, le 20 juin 2024  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**  
**DÉPARTEMENT DES LANDES**

## **DECISION DU MAIRE**

Décision n°AG-43-2024

**Objet : Marché public de travaux pour la Réhabilitation du SPORTING CASINO**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** les articles L 2124-1 à L 2124-4 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure formalisée sous la forme d'un Appel d'Offre,

**Vu** les articles, R. 2185-1 et R.2385-1, du Code de la commande publique portant sur l'abandon de procédure

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

**Vu** la volonté du Conseil Municipal de réhabiliter le Sporting Casino ;

**Vu** la consultation s'y rapportant comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 13 mars 2024, l'annonce a été publiée sur le site internet de la mairie le 14 mars 2024 et sur le JOUE et BOAMP le 14 mars 2024, Marchés Online et le Moniteur le 21 mars 2024.

**Vu** le marché composé de 23 lots comme suit :

Lot 1 TRAITEMENT DES BOIS-TERMITES-MERULE et DESAMIANPAGE ;  
Lot 2 DEMOLITION-CURAGE-Gros Œuvre et TRAITEMENT BETON ; Lot 3 ETANCHEITE ; Lot 4 CHARPENTE-PLANCHER BOIS-COUVERTURE-ZINGUERIE-GARDE/CORPS-ESCALIERS ; Lot 5 MENUISERIES EXTERIEURES ; Lot 6 METALLERIE-SERRURERIE ; Lot 7 ISOLATION-PLATRERIE-FAUX PLAFONDS ; Lot 8 STAFF ; Lot 9 MENUISERIES INTERIEURES-AGENCEMENT-SIGNALETIQUE ; Lot 10 : REVETEMENTS SOLS DURS ET SOUPLES – TRAITEMENT DES GRANITOS ; Lot 11 PEINTURE-RAVALEMENT FACADE ; Lot 12 MOBILIER ; Lot 13 LUSTRERIE ; Lot 14 CFO/CFA ; Lot 15 CVC-PLOMBERIE SANITAIRES ; Lot 16 TRAITEMENT EAU PISCINE - BIEN ETRE ; Lot 17 MONTE PERSONNE ; Lot 18 BIEN ETRE SPA ; Lot 19 VRD-ECLAIRAGE EXTERIEUR ; Lot 20 AMENAGEMENTS EXTERIEURS-ESPACES VERTS ; Lot 21 BASSINS et EQUIPEMENTS ; Lot 22 SSI et Lot 23 ECHAFAUDAGE

**Vu** le registre des dépôts clos le vendredi 17 mai 2024 à 17h00 comportant les offres suivantes :

- Lot 1 TRAITEMENT DES BOIS-TERMITES-MERULE et DESAMIANPAGE : DALL'AGNOL ;
- Lot 2 DEMOLITION-CURAGE-Gros Œuvre et TRAITEMENT BETON : SEG FAYAT, GTM Bâtiment, BERNADET Construction et EIFFAGE Construction ;
- Lot 3 ETANCHEITE : Sud Atlantique Etanchéité et ETANDEX ;

- ▢ Lot 4 CHARPENTE-PLANCHER BOIS-COUVERTURE-ZINGUERIE-GARDE/CORPS-ESCALIERS : TISON et GAILLET ;
- ▢ Lot 5 MENUISERIES EXTERIEURES : SETZE et Fils, LORILLARD, SOLUTEC Menuiseries et DARRIEUMERLOU ;
- ▢ Lot 6 METALLERIE-SERRURERIE : WANECQUE et BAT PAYS BASQUE ;
- ▢ Lot 7 ISOLATION-PLATRERIE-FAUX PLAFONDS : Antoine GARCIA et Fils, GARABOS SAS, CANGRAND SAS, BUBOLA Plâtrerie SAS et MASA SAS ;
- ▢ Lot 8 STAFF : GARABOS SAS ;
- ▢ Lot 9 : aucune offre ;
- ▢ Lot 10 : REVETEMENTS SOLS DURS ET SOUPLES – TRAITEMENT DES GRANITOS : CMB SARL, AQUISOLS, BUSO Patrick SARL et Revêtement DURET Sols ;
- ▢ Lot 11 PEINTURE-RAVELEMENT FACADE : LORENZI SAS ;
- ▢ Lot 12 : aucune offre ;
- ▢ Lot 13 LUSTRERIE : BAT PAYS BASQUE ;
- ▢ Lot 14 CFO/CFA : SPIE BUILDING Solutions, ETCHART Energies et INEO Aquitaine ;
- ▢ Lot 15 CVC-PLOMBERIE-SANITAIRES : SFEI SARRAT, AXIMA Concept, EIFFAGE Energies, BOBION et JOANIN SAS et ETCHART Energies SAS ;
- ▢ Lot 16 TRAITEMENT EAU PISCINE - BIEN ETRE : SCOPHYDRO, BERGERET SARL, BOBION et JOANIN SAS, ETHEM et ECRIT SAS ;
- ▢ Lot 17 MONTE PERSONNE : ETNA France, TK Elevator, ORONA SUD OUEST et MYDL SAS ;
- ▢ Lot 18 BIEN ETRE SPA : AQUA REAL, SME SAS, BERGERET SARL, SCOPHYDRO et ETHEM ;
- ▢ Lot 19 VRD-ECLAIRAGE EXTERIEUR : SOGEBAT Atlantique et SOUBESTRE SAS ;
- ▢ Lot 20 AMENAGEMENTS EXTERIEURS-ESPACES VERTS : FLORIPARCS SAS, LAFITTE PAYSAGE, POINT GREEN, IDVERDE et L'AMI DES JARDINS ;
- ▢ Lot 21 BASSINS et EQUIPEMENTS : MYRTHAPOOLS et BC INOXEO ;
- ▢ Lot 22 SSI : SPIE BUILDING, ETCHART Energies et INEO Aquitaine ;
- ▢ Lot 23 ECHAFAUDAGE : LVTEC, Echafaudages TOFFOLO et SCALLIN SAS.

**Vu** le rapport d'analyse des offres rendu le mardi 11 juin 2024 par le Maître d'Œuvre,

**Vu** l'avis de la commission d'Appel d'offre (CAO), réunie le mercredi 12 juin 2024 à 14h00, pour étudier le rapport d'analyse des offres rendu par le Maître d'œuvre ;

**Considérant** que l'abandon de la procédure peut intervenir à tout moment jusqu'à la signature du marché ;

**Considérant** que la commission d'Appel d'Offres (CAO) renonce à attribuer le marché pour des raisons d'intérêt général lié au motif économique. Le montant global des offres étant bien supérieur au budget disponible de la commune ;



## **DÉCIDE**

**Article 1 :** Conformément aux dispositions des articles R. 2185-1 et R.2385-1 du Code de la commande publique, d'abandonner la procédure d'appel d'offres en objet et de la déclarer sans suite pour motif économique ;

**Article 2 :** de relancer une nouvelle procédure après une redéfinition des besoins ;

**Article 3 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**